N°396 - décembre
2011 - 4,60€ - 7 FS

s!lence
écologie • alternatives • non-violence

Terres collectives

OGM
La recherche en procès

Permaculture
L'agriculture de demain s'invente au Bec Hellouin

3 Questions à… à ATD Quart Monde

ATD Quart-Monde lutte contre la misère et ses causes structurelles depuis 1957. Quels sont vos actions aujourd'hui ?

Loin de l'assistance, ATD Quart Monde vise la destruction radicale de la misère comme d'autres ont visé l'abolition de l'esclavage. Né avec des familles très pauvres dans un bidonville de France, ce mouvement est aujourd'hui présent dans 29 pays. Il mène des actions qui visent à l'accès de tous aux droits fondamentaux (logement, santé, éducation...). Il développe des actions d'accès au savoir, à la culture, à la prise de parole. Il se mobilise afin qu'au plan local, national et international, les personnes démunies soient écoutées et représentées, et que la lutte contre la grande pauvreté soit une priorité.

Quelques exemples de projets « pilotes » d'ATD Quart Monde en France :

- *TAE (Travailler et apprendre ensemble)* accueille des personnes très éloignées de l'emploi. C'est un "atelier et chantier d'insertion" qui veut aller au-delà du principe d'insertion professionnelle : tous sont embauchés en cdi. 20 salariés travaillent dans trois ateliers : reconditionnement d'ordinateurs, rénovation de bâtiments et nettoyage.
- les *Ateliers de croisement des savoirs.* La participation active des personnes en grande difficulté est à l'origine d'innovations et d'avancées démocratiques. En se formant mutuellement, des personnes pauvres et des professionnels construisent ensemble des connaissances et des compétences. L'objectif est d'améliorer la compréhension mutuelle, de faire tomber les représentations, de faire évoluer les pratiques…
- *Ecole :* en associant les parents, tous les enfants peuvent réussir. La coéducation réduit les inégalités face au savoir. Ce projet sur 5 ans, a pour but de favoriser la réussite de tous les enfants en s'appuyant principalement sur le développement de la confiance entre les familles et l'école, parents, enseignants et tous les acteurs de l'éducation.
- Les *Universités populaires Quart Monde :* Un lieu d'expression mêlant personnes très pauvres ou non, permettant une réappropriation de la réflexion, de la parole, sur des sujets de société. Les personnes très pauvres qui participent à ces formations vivent comme une libération de pouvoir parler à d'autres de ce qui les habite et qu'elles ne peuvent pas dire. Ces temps de parole en petits groupes permettent ensuite d'oser parler devant tout le monde, devant un invité.
- La *Cité de Promotion familiale de Noisy-le-Grand,* un Centre d'hébergement et de réinsertion sociale pas comme les autres. Beaucoup de travailleurs sociaux viennent se former dans ce centre pilote.

Constatez-vous des évolutions dans les formes que prend la misère actuellement ?

En France, aujourd'hui, la misère noire est toujours une réalité que nous constatons quotidiennement. On pense aux droits élémentaires qui sont bafoués : les conditions de vie nécessaires pour vivre en famille, un logement, un emploi, l'accès aux soins, à l'éducation, à la culture… Les discours actuels montrent du doigt les personnes très pauvres : profiteurs,

le mois de Lasserpe







quoi de neuf ?

Offrez un cadeau qui a du sens !

La pression sociale et commerciale est telle en fin d'année que les cadeaux gadgets qui ne servent jamais sont de plus en plus nombreux. Plutôt que de sombrer dans cette marée de l'inutilité, vous pouvez faire le choix d'un cadeau qui dure et qui informe : **un abonnement à la revue.** Vous pouvez en effet régler l'abonnement pour une autre personne. Vous pouvez aussi profiter de notre offre permanente : pour 100 €, vous abonnez cinq personnes de votre choix pour six mois et votre propre abonnement est prolongé gratuitement d'un an. Si vous désirez que vos amis reçoivent le numéro de janvier qui arrive dans les boîtes aux lettres à partir du 23 décembre, il faut nous envoyer leurs coordonnées et le règlement avant le **6 décembre.**

Nous abonnons votre bibliothèque

Afin d'améliorer notre visibilité et de toucher de nouveaux publics, nous cherchons à développer notre présence dans les bibliothèques publiques. Pour ce faire, nous offrons un abonnement gratuit de six mois à toute bibliothèque qui en fait la demande… en espérant qu'ensuite elle s'abonne.

Vous pouvez donc montrer cette annonce à la personne chargée des périodiques dans les bibliothèques que vous connaissez et leur suggérer de nous envoyer un courrier pour demander à bénéficier de cette offre.

N°400 : L'écologie en 600 dates

Le numéro 400 paraîtra en avril 2012… Il comprendra un dossier conséquent de 84 pages ! 40 dates feront l'objet d'un article (avec des signatures venues de l'extérieur de la rédaction), 150 feront l'objet d'une courte présentation, les autres seront présentées en une ligne. Le dossier fera l'objet d'une reprise en livre. Le numéro sera vendu plus cher (9 €)… sauf pour les abonnés. Pour ne pas le louper, vous pouvez dès maintenant vous abonner.

Dessin'acteurs

Dans le numéro 395, les dessins sur les vignes OGM publiés en dernière page ont été offerts à *Silence* par les *Dessin'acteurs,* collectif d'illustrateurs militants. *Les Dessin'Acteurs,* Kergadoret 22160 Calanhel, www.dessin

fraudeurs, fainéants.... On oublie qu'elles sont avant tout victimes de la misère. Ce que l'on ne perçoit pas, c'est à quel point les gens pauvres souffrent d'une mise à l'écart, de l'isolement et de la stigmatisation. Quand on est pauvre, on s'épuise d'autant plus vite que le sentiment d'être abandonné de tous vous gagne.
Des familles doivent faire le choix entre s'éclairer ou se chauffer. Des parents se privent de repas un jour sur deux pour nourrir leurs enfants. Dans ces familles, le reste à vivre, quand on a retiré les dépenses obligatoires (loyer, chauffage, etc.), n'est plus que d'un ou deux euros par jour et par personne pour se nourrir, s'habiller…
C'est le principe même de l'égalité et la cohésion de notre société qui est en cause. Nous ne pouvons accepter que notre pays décide d'abandonner une partie de nos concitoyens.

En quoi la baisse des subventions européennes bloque-t-elle les projets de toutes les associations ? En quoi vos pratiques financières vous distinguent-elles des autres ?

Tout le monde s'indigne de l'arrêt des fonds alimentaires européens. La façon dont cela s'est fait est inadmissible. Mais ce qui nous indigne le plus c'est que nos sociétés considèrent normal de fonder une politique de lutte contre la pauvreté sur des surplus. La recrudescence des soupes populaires modernes, très médiatisées sont à l'honneur des bienfaiteurs, mais au déshonneur de nos politiques et humilient les bénéficiaires qui sont contraints d'aller faire la queue et en ont honte. ■

> **ATD Quart Monde,** 114, avenue Leclerc, 95480 Pierrelaye, tél. : 01 34 30 46 10, www.atd-quartmonde.org.





Prochain dossier :

Alternatives en Lorraine

Venez nous voir les 15 et 16 décembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 15 et 16 décembre, 19 et 20 janvier, 16 et 17 février…**

Pour passer une info…

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 10 h les samedis **17 décembre** (pour le n° de février) **28 janvier** (pour le n° de mars), **18 février** (pour le n° d'avril)… Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.
N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **2 novembre 2011.**

Sommaire


Cécile Dubart


Cécile Dubart



Cécile Dubart


Cécile Dubart


Cécile Dubart

éditorial

On achève bien les pauvres

"Je ne veux pas les misérables secourus, je veux la misère disparue"
Victor Hugo

Dans les années 1980, l'agriculture intensive produit trop de nourriture et l'Europe donne des subventions pour que des terres soient mises en jachère. Puis, les rendements étant au mieux, stables et les surfaces de culture diminuant, à un moment donné, il a fallu remettre les jachères en culture. Aujourd'hui, même en cultivant tout, cela ne suffit plus et l'Union européenne a commencé à acheter de la nourriture à l'extérieur pour maintenir l'aide alimentaire.

Six Etats membres ont saisi l'Union européenne, en septembre 2011, estimant illégal de payer pour acheter de l'alimentation à destination des structures caritatives. Conséquence immédiate : pour la France, les dons de nourriture à ces structures (Banque alimentaire, Restos du cœur, Croix-Rouge, Secours populaire…) sont divisés par quatre.

Mais pourquoi n'arrive-t-on plus à produire autant ? Il y a d'abord les baisses de rendements : la culture intensive à coups d'engrais et de pesticides a atteint ses limites et les sols sont maintenant de très mauvaise qualité. Il y a aussi le fait que les gros engins ont remplacés les humains, or ils ne peuvent être utilisés que sur de grandes surfaces planes. Les terres en pente ont été abandonnées. Il y a des surfaces agricoles utilisées pour produire des agrocarburants. Enfin, il y a l'étalement urbain (lotissements, routes…) qui chaque année mange des milliers d'hectares[(1)], généralement les meilleures terres.

Ainsi aujourd'hui, les plus pauvres sont victimes de la destruction des sols. Les alternatives sont pourtant là : *Terre de Liens* que nous présentons dans ce numéro propose d'acheter les terres cultivables collectivement pour faciliter l'installation de jeunes agriculteurs. Les *groupes de transition*[(2)] sensibilisent les urbains à la nécessité de stopper l'étalement des villes. Les *AMAP*[(3)] permettent de refaire du lien entre producteurs et consommateurs. Reste, au sein de ses initiatives, à y faire le lien avec les structures caritatives comme cela se fait déjà avec les *Jardins de Cocagne*[(4)].

Michel Bernard ■

(1) voir article page 33.
(2) voir www.transitionfrance.fr.
(3) Association pour le maintien de l'agriculture paysanne, www.reseau-amap.org
(4) Réseau Cocagne, 21, rue du Val-de-Grâce, 75005 Paris, tél. : 01 43 26 37 84, www.reseaucocagne.asso.fr.

dossier

Photo de couverture : Michel Bernard

*voir carte page 17

Collectives et solidaires, de nouvelles formes d'accès à la terre


Cécile Dubart

Une dynamique citoyenne pour inventer de nouvelles manières de posséder et de gérer la terre en commun... C'est la mission que s'est donnée le Mouvement Terre de Liens.

Alors que nous avons un besoin urgent de renouveler notre modèle agricole, les conditions d'accès à la terre se durcissent de façon alarmante. Sous les effets combinés d'une politique agricole qui favorise encore majoritairement l'agrandissement des fermes et l'intensification de la production, d'un modèle d'habitat individuel trop consommateur d'espace agricole, la terre subit trois phénomènes d'une ampleur inédite dans l'histoire.

Des terres agricoles convoitées...

D'une part, la surface agricole utile (SAU) fond sous nos yeux : 60 000 ha sont irrémédiablement bitumés tous les ans en France. A ce rythme, l'équivalent d'un département disparaît tous les 7 ans. Bien souvent, les meilleures terres disparaissent en premier. Les anciens construisaient leurs villages sur les coteaux, au plus près des plaines fertiles. Aujourd'hui, les routes, les zones pavillonnaires ou commerciales grignotent les greniers à blé, les meilleures prairies de fauche, les zones historiques de maraîchage. A l'inverse, la friche et la forêt progressent dans les campagnes les plus isolées, où l'agriculture intensive ne peut prospérer.

D'autre part, le nombre de paysans diminue rapidement, les installations étant loin de compenser les départs à la retraite. Chaque semaine en France, 200 fermes disparaissent au profit des fermes voisines qui s'agrandissent, souvent dans une optique de rentabilité des investissements ou d'optimisation des primes PAC. La terre se concentre ainsi aux mains de quelques-uns, et au détriment de la plupart.

Enfin, le prix de la terre augmente de façon excessive : 40 % d'augmentation ces dix dernières années. Le prix de la terre tend à se déconnecter de sa valeur productive, c'est-à-dire de ce que l'on peut espérer en tirer avec une activité agricole. La terre passe du statut de capital productif à celui de placement, destiné à dégager une plus-value(1).

Cette évolution française, et plus largement européenne, trouve depuis quelques années un sinistre écho dans le reste du monde, où d'immenses surfaces, convoitées par des fonds capitalistes soucieux de garantir une pseudo sécurité alimentaire à certains pays plus riches que d'autres, sont soustraites aux populations locales qui les entretiennent pourtant depuis des millénaires...

La terre, un bien commun... et privé

La terre nourrit l'humanité : à ce titre, elle devrait être considérée comme un bien commun à préserver. Pourtant, la propriété individuelle y est reine. C'est même l'une des principales causes des dérives évoquées.

Car la propriété individuelle n'est pas toujours gage d'un usage vertueux de la terre. L'agriculteur est souverain dans le choix de ses pratiques agricoles : il peut à sa guise faire de la monoculture, recourir aux engrais et traitements phytosanitaires,

Membres de Terre de Liens qui ont participé à l'élaboration de ce dossier :
Marie Joëlle Pouillon, Sophie Le Jeune, Philippe Cacciabue, Lydéric Motte, Majda Bouchanine, Cécile Dubart, Marie-Laëtitia Melliand, Patrick Dubois, Valérie Devulder, Catherine Etalon, Marc Simide, Laurence Quinson, Julie Ruault, Stéphanie Petitcunot.

Mouvement Terre de Liens
10 rue Archinard, 26400 Crest
Tél. : 09 70 20 31 09
mouvement@terredeliens.org
www.terredeliens.org

(1) En Ile-de-France, en 2007, le prix des terrains à bâtir était de 191 €/m² contre 0,6 €/m² pour les terres agricoles. Un simple reclassement d'une parcelle peut donc en multiplier la valeur par 320 (source : *Agreste, l'Internaute magazine*).



Cécile Dubart

Assemblée Générale de Terre de Liens.

Pour en savoir plus...

… sur Terre de Liens et ses outils

- www.terredeliens.org
- *L'Accès collectif et solidaire au foncier et au bâti, guide méthodologique, juridique et financier,* Terre de Liens, 2006, consultable sur le site de Terre de Liens
- *Le Rôle des collectivités dans l'accès au foncier agricole,* Terre de Liens Nord-Pas-de-Calais, 2011
- *Agir sur son territoire, recueil d'expérience à l'usage des bénévoles de Terre de Liens Rhône-Alpes,* Terre de Liens Rhône-Alpes, 2011

arracher les haies, appauvrissant ainsi de manière considérable la terre. Le bail rural classique ne donne à ce titre aucune garantie. L'agriculteur peut aussi choisir d'agrandir sa ferme à outrance, rendant difficile une transmission future, faute de capital suffisant... et d'un repreneur motivé pour démarrer avec un emprunt à vie sur le dos.

Des outils de régulations existent : les règlements d'urbanisme qui encadrent notamment la constructibilité, les SAFER en charge de la régulation du marché foncier agricole, les zonages de protection (zones agricoles protégées, par exemple), etc. Mais ce millefeuille d'outils et d'institutions n'a pas réussi à limiter les dégâts face aux intérêts privés, faute d'une politique globale volontariste pour préserver des campagnes vivantes. La faute, aussi, à une culture de la propriété privée bien enracinée, alors même que la terre échappe de plus en plus à ceux qui la travaillent.

La nécessité de transmettre la terre

Ne se faisant plus majoritairement de père en fils, la transmission des fermes est devenue plus compliquée. Sophie Le Jeune, TDL Rhône-Alpes le rappelle : *"en Rhône-Alpes, plus des deux tiers des personnes qui s'installent n'ont pas de parents agriculteurs. Pour le paysan cédant, la transmission devient alors un acte difficile. Cela implique de se dessaisir d'un patrimoine, mais aussi d'un projet construit sur une ou plusieurs générations et d'un lieu qu'il habite au quotidien et qu'il a aménagé à son image. Ainsi, faire confiance à la nouveauté, lâcher prise, s'éloigner, sont nécessaires pour réussir une transmission."*

Pour les agriculteurs propriétaires sans successeurs, la tentation est donc grande de s'arranger avec les voisins, de partager les terres, voire de conserver quelques parcelles, le temps qu'elles deviennent constructibles...

Cette transition sociale dans le monde agricole nécessite un nouveau mode d'accompagnement de la transmission, compétence que développent petit à petit des sociologues et des associations comme les ADDEAR[2]. Beaucoup se rendent compte que les facteurs humains sont au cœur de ces problématiques, là où les aspects techniques ont longtemps retenu l'attention des accompagnateurs traditionnels. Pour Sophie Le Jeune, *"il est important d'accompagner les nouveaux paysans dans leur installation, en particulier ceux qui ne sont pas issus du milieu agricole."* S'installer est souvent aujourd'hui qualifié de parcours du combattant, parcours qui passe par l'obtention de la capacité agricole, la recherche de foncier, l'obtention des ressources nécessaires pour acheter la ferme et le matériel, l'insertion dans un nouveau milieu professionnel et humain, les démarches administratives, etc.

Amener du collectif pour aider l'installation ou le maintien d'un paysan

L'association *Terre de Liens* plaide pour la propriété collective du foncier agricole. Cela consiste à regrouper des personnes qui acquièrent collectivement des terres et du bâti, pour permettre à un projet de démarrer. C'est une solution pour lever le verrou de l'achat d'une ferme, favorisant ainsi l'installation mais également la vie d'un lieu et sa transmission sur le long terme.

"A l'opposé d'un individu gérant ses biens selon des intérêts bien compris, le collectif est solidaire, et soucieux de garantir la pérennité du projet agricole, sa vocation nourricière, environnementale et sociale" (Philippe Cacciabue, directeur de la Foncière). En outre, le collectif des porteurs de parts est souvent situé à proximité de la ferme achetée. Il contribue ainsi à créer des conditions favorables à l'insertion du porteur de projet dans un territoire, voire l'écoulement de ses produits (via une AMAP par exemple).

L'accès collectif au foncier a évidemment des avantages du point de vue économique (il réduit l'endettement lié à l'achat du foncier, donc la charge qui pèse lors de la création d'une activité ou lors de son développement.) Mais on accède aussi et surtout collectivement au foncier pour des raisons éthiques : maintenir des terres naturelles et/ou agricoles, sortir des terres du marché spéculatif, maintenir la vie d'un territoire rural, créer des liens entre urbains et ruraux, entre catégories socioprofessionnelles.

Cette idée de propriété commune de la terre n'est pas neuve : dès 1973, sur le plateau du Larzac, dans un contexte de lutte contre l'extension d'un camp militaire, quatre groupements fonciers agricoles[3] ont été créés pour maintenir des fermes et permettre l'installation d'autres paysans. Aujourd'hui, 2800 personnes soutiennent ce projet en prenant une ou plusieurs parts de 152€. Les GFA Larzac sont propriétaires de 1200 ha mis à la disposition d'agriculteurs sous forme de baux ruraux à long terme.

Terre de Liens est née de la volonté d'encourager et d'accompagner ce type d'initiatives collectives.

(2) Association départementale de développement de l'emploi agricole rural.

(3) Les GFA, groupements fonciers agricoles, comme les sociétés civiles immobilières (SCI) sont des structures juridiques qui permettent de porter collectivement le foncier.

D'ailleurs, plusieurs GFA ont joué un rôle prépondérant dans la réflexion qui a conduit à la création de l'association, en 2003.

La proposition de Terre de Liens

Terre de Liens est issue de la rencontre entre des acteurs du développement agricole (biodynamie, FNAB, Confédération paysanne...), de la finance éthique (La Nef) et de l'éducation populaire (Relier, Peuple et culture...). Ces trois racines nourrissent aujourd'hui toute la dynamique de *Terre de Liens* et sont la base de la diversité du mouvement.

Partie d'un groupe informel, *Terre de Liens* s'est d'abord structurée en association nationale en 2003, puis en antennes régionales, devenues au fil du temps des associations à part entière. Aujourd'hui, le mouvement compte 15 associations territoriales et 4 antennes, couvrant presque tout le territoire métropolitain. Ce développement est en partie lié à la création de ses deux outils financiers : la Foncière, fin 2006, et le Fonds de dotation, fin 2009. L'association nationale, établie à Crest, dans la Drôme, assure la coordination et le bon fonctionnement de cet ensemble que l'on appelle désormais *le Mouvement Terre de Liens.*

Dès son origine, *Terre de Liens* s'est voulue plus qu'une association spécialisée dans l'accompagnement de projets. Elle s'est donné pour mission d'alerter la société civile sur l'importance de conserver un patrimoine rural vivant. Elle s'est aussi engagée à donner à la société civile les moyens d'agir, en soutenant l'accès collectif au foncier.

Pour Philippe Cacciabue, *"Terre de Liens s'est mis en chemin sur deux jambes : une pour porter sur la place publique le problème de l'accès au foncier, pour sensibiliser, informer, mobiliser les acteurs, élus, citoyens"*. Cette facette du mouvement est surtout assurée par sa composante associative, avec une double dimension d'éducation populaire et de force de proposition. *"Une autre jambe pour agir directement sur le problème, en créant des outils financiers qui apportent les moyens concrets de mobilisation de la société civile"*. Cette autre facette s'incarne dans la Foncière et le Fonds. Toujours selon lui *"L'originalité du positionnement de Terre de Liens a été de prendre la question par les deux bouts, en travaillant simultanément au changement dans les têtes et au changement sur le terrain, grâce à des expériences concrètes — comme celles qui sont décrites dans ce dossier —, qui donnent à voir ce qui est possible avec la mobilisation citoyenne"*.

Utiliser son argent autrement

La Foncière et le Fonds ont été créés pour mobiliser de l'épargne solidaire, afin d'acheter et de recevoir en don des biens fonciers pour les mettre à disposition de paysans. Ces outils ont apporté une réponse aux limites observées dans de nombreux GFA ou SCI (interdiction d'appel public à l'épargne, complexité de la gestion, cercle restreint et risque de déstabilisation de la structure en cas de départ d'un gros apporteur, etc.). Ces "outils financiers" permettent ainsi de soustraire définitivement le foncier agricole au marché immobilier. L'objectif est d'acquérir des terres et de ne plus jamais les revendre, pour ne pas mettre en péril leur vocation nourricière.

La Foncière collecte de l'investissement solidaire auprès de la société civile, sous la forme d'achat d'actions. Grâce à ce capital, elle acquiert des fermes qu'elle confie à des paysans et paysannes qui se succéderont génération après génération, sans jamais plus se préoccuper de la propriété (portée collectivement), mais en s'attachant alors à l'usage qui en est fait. La mise en réserve du capital de la Foncière à hauteur de 25 % permet d'assurer le renouvellement des actionnaires, sans risque de devoir mettre ses biens à la vente.

Le Fonds de dotation préfigure une Fondation reconnue d'utilité publique. Celle-ci devrait voir le


Cécile Dubart

Vente de légumes sur le marché...


Cécile Dubart

Production de tomates sous serres.


Cécile Dubart

C'est l'heure de la traite !

jour dans les prochains mois. Le Fonds est dans la même dynamique, par la collecte de dons d'argent et de dons de fermes. Le don à la Fondation est une manière ultime de soustraire la terre au marché, puisque celle-ci n'a pas le droit de la revendre et doit se conformer aux volontés du donateur (par exemple la poursuite de l'agriculture biologique).

L'argent est utilisé en prenant soin de le laisser à sa place : c'est un moyen au service d'un projet d'intérêt général, et non un moyen d'en gagner un peu plus pour un profit personnel. L'argent du don (Fondation) est par essence un abandon définitif, qui ne pourra servir que l'objet de celui qui le recueille. L'argent du placement (Foncière) ne donne lieu à aucun versement de dividende, et la réévaluation de l'action se fait à hauteur de l'inflation. Il n'y a donc pas de bénéfice financier individuel autre que les réductions fiscales possibles.

Pour Philippe Cacciabue, *"Quand l'argent est un moyen de faire de l'argent, il intègre les circuits spéculatifs et, s'il est placé dans la terre, celle-ci devient l'otage de l'intention du spéculateur, un support pour cracher du bénéfice. Quand l'argent est un simple moyen mis à disposition d'un projet collectif, la terre redevient un bien commun dont la responsabilité est partagée entre tous."*

Des outils d'envergure nationale au service de projets locaux

De dimension nationale, les outils de Terre de Liens permettent une mobilisation massive des solidarités entre la ville et la campagne. C'est un moyen de peser sur le monde agricole et les pouvoirs publics. Mais mutualiser les moyens dans des outils nationaux pourrait s'avérer dangereux si le lien au local n'était pas garanti.

Ainsi, tous les projets sont accompagnés par des associations régionales ; l'intervention de la Foncière est conditionnée à la présence d'un *groupe local,* composé de bénévoles (consommateurs locaux, riverains, agriculteurs, élus, adhérents, etc.) qui assurent le suivi du projet. Au-delà de la collecte d'épargne nécessaire au financement de l'acquisition, le groupe local est amené à assurer de nombreuses missions, variables selon les lieux : suivi des travaux de construction, appui lors de démarches administratives, médiation en cas de conflit, etc. Des chantiers collectifs s'organisent (construction d'un poulailler, plantage de haies, etc.), permettant les rencontres avec les bénévoles, actionnaires. On voit alors tout l'intérêt de ces projets où la dimension collective dépasse largement la question de la propriété.

Quels sont les résultats aujourd'hui?

Pour Véronique Rioufol, chargée de mission Europe, *"Le mouvement Terre de Liens est arrivé comme une étoile filante dans le monde des acteurs ruraux et de l'économie sociale et solidaire. En quelques années, il a suscité un formidable engouement."*

En seulement 3 ans, le Mouvement *Terre de Liens* a accueilli plus de 6300 actionnaires et 1000 donateurs, qui ont apporté plus de 22 millions d'euros. Ce capital a permis d'acquérir 60 fermes et d'en recueillir une dizaine par donation. Les fermes sont louées en fermage à près de 200 paysan(ne)s produisant des aliments locaux et de qualité, dans l'esprit de *la Charte Terre de Liens.* Les 19 associations territoriales et antennes s'appuient quant à elles sur un réseau de 1500 adhérents et près de 500 bénévoles, soudés par une vie associative intense.

Au fil de son développement, le *Mouvement Terre de Liens* a essayé de faire dialoguer différentes familles d'acteurs (professionnels agricoles, consommateurs, environnementalistes, institutions) de façon décloisonnée et transversale, s'efforçant de faire évoluer les pratiques dans un monde agricole qui a longtemps fonctionné en vase clos.

L'association *Terre de Liens* invente une nouvelle manière de porter la propriété de la terre et de la gérer, elle expérimente de nouvelles relations entre propriétaires et fermiers (bail rural environnemental), des montages innovants avec des collectivités pour porter des terres ou des bâtiments, de nouvelles façons d'estimer et de suivre l'état environnemental des terres. Elle a redonné espoir à de nombreux acteurs — porteurs de projet, citoyens, élus locaux, responsables agricoles — qui se sentaient submergés par la tendance de fonds, en créant un autre imaginaire de la propriété et de la gestion foncière, portées de façon collective, solidaire et responsable.

Pour autant, les défis restent immenses : comment articuler au mieux l'action de terrain avec des outils financiers en plein développement, comment assurer au mieux la gestion des terres, du bâti, les futures transmissions, sur les fermes, de terres...

Si l'histoire de *Terre de Liens* paraît déjà ancienne, l'aventure ne fait que commencer. ■

... sur les problématiques d'accès au foncier et d'installation en agriculture

- *Edgard Pisani, Utopie foncière,* Gallimard, L'air du temps, 1977, réédité par les éditions du Linteau en 2010
- M.L. Mélliand et Jeunes agriculteurs, *L'Installation des jeunes agriculteurs,* France Agricole, 2010, 3e édition
- Société des agriculteurs de France, *Pour une nouvelle politique du foncier, 2011,* consultable en ligne sur www.agriculteursdefrance.com/Upload/Travaux/Fic-1_825.pdf
- *La Maîtrise foncière, clé du développement rural,* rapport dit "Boisson", avis du Conseil Economique et Social de la République Française, 2005, consultable en ligne sur www.conseil-economique-et-social.fr/rapport/doclon/05042105.pdf

Une installation collective sur les Causses

D.R.

Ferme de Vispens, Saint-Affrique (Aveyron)

Florent et Renan, ingénieurs agronomes, ont choisi de s'installer sur le causse aveyronnais, en reprenant une grande ferme d'élevage bovin. Les bâtiments, achetés en SCI, vont permettre de créer un lieu d'habitation collectif avec 7 autres personnes.

Il neige ce 3 mars 2011 sur la route de Rodez à Saint-Affrique mais, contre toute attente, c'est sous le soleil que je découvre la ferme de Vispens, à 9 km de Saint-Affrique, sur le plateau du causse aveyronnais, à 500 m d'altitude, au-dessus de la Vallée du Len. C'est là qu'un collectif de 9 adultes de 27 à 57 ans est en cours d'installation… ainsi que 6 enfants de 8 mois à 17 ans. Renan et Florent, eux, ont pris possession des lieux le 29 octobre 2010 comme paysans ; Annie habite dans une roulotte. Les autres s'installeront progressivement dans le hameau.

La Foncière Terre de liens a acquis cette propriété de 140 ha (causse et forêts) dont 80 ha de terres mécanisables, avec bergeries, stabulations, hangars. L'ancien corps de ferme (800 m² à aménager), la maison d'habitation (200 m² habitables, 2 logements) et un terrain constructible de 1 ha attenant au siège d'exploitation ont été achetés par la société civile immobilière (SCI) *Terr'à Vispens*, non spéculative, pour la création d'un éco-habitat solidaire.

Un long processus de maturation

Les acteurs du projet se regroupent en un collectif oscillant de 10 à 20 personnes en février 2009, autour d'un projet d'installation dans un hameau à vendre des parages. Le groupe renonce à ce lieu et continue à visiter des fermes autour de Saint-Affrique. Beaucoup de discussions ont lieu avant de trouver cette ferme imposante. *"C'est Florent qui l'a trouvée, par une agence immobilière. La SAFER*(1) *ne nous l'avait pas présentée alors qu'ils l'avaient en stock. Ils ne nous faisaient pas confiance, mais le fait que l'un des associés ait une famille a beaucoup contribué à notre crédibilité, et la présence dans le projet de la Foncière Terre de liens pour l'acquisition de la partie agricole a certainement été déterminante"*, explique Renan.

Finalement, seulement une dizaine de personnes se déclarent intéressés. Le lieu correspond bien au projet de Renan et Florent, qui veulent faire de l'élevage et de la transformation. A partir de septembre 2009, ces deux ingénieurs agronomes

(1) Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.

trentenaires *"hors cadre familial"*[2] mènent une réflexion sur le montage financier de leur projet (séparation de l'habitat et de l'exploitation). Les membres du collectif se font accompagner dans leur réflexion par un couple de sociologues et se forment à la coopération et à la prise de décision. Le couple participe à leurs réunions, leur propose des outils adaptés et leur prodigue des conseils de prise de décision collective.

Dans le même temps, les deux futurs paysans élaborent leur projet d'installation agricole, confrontent leurs points de vue, leur vision personnelle d'un travail en commun, et s'accordent sur une façon efficace de mener la ferme. Au printemps 2010, ils se lancent dans le parcours classique de l'obtention des aides agricoles et présentent un projet agricole crédible à la SAFER, avec reprise du cheptel. Ils ne souhaitent pas poursuivre l'activité du propriétaire actuel, qui pratique l'élevage d'intégration : 9000 à 10 000 agneaux amenés de Roumanie par une société qui fournit les aliments et verse une rémunération par tête. Une activité très rémunératrice, certes... mais qui ne correspond ni à la vision des associés ni aux principes de l'agriculture biologique.

L'achat de l'habitat est opéré par une SCI composée d'une association constituée dans ce but : *Camin'à Vispens*. Un travail sur l'élaboration des statuts est mené : *"il est impossible de vendre avec des plus-values. Chacun possède 1 % des parts, une part chacun égale un droit de vote ; un homme égale une voix. L'association possède 90 % des parts. Tous les membres du collectif ont prêté de l'argent à l'association pour qu'elle achète du capital social. L'idée est d'ouvrir cette association à d'autres pour garantir la propriété collective"*, précisent Florent et Renan. Côté habitat, ils veulent créer un autre système que la propriété privée classique. Pendant 4 mois, ils cherchent une banque acceptant de les accompagner. Après un refus de plusieurs établissements, c'est la Banque populaire occitane qui croit en leur projet. Elle débloque des fonds en un mois. L'opération se décompose ainsi : prix de vente total : 550 000 € hors frais, partie agricole acquise par *Terre de liens :* 380 000 € frais compris, bâtiment acquis par la SCI non spéculative : 250 000 €, dont 180 000 € de prêt à la Banque populaire occitane.

La vie du collectif

Le 29 octobre 2010, 6 personnes s'installent dans les lieux. Comme dans tout collectif, beaucoup de réunions sont nécessaires pour les prises de décisions. *"De façon générale, il n'y a pas de clashs entre nous, mais il y a des tensions"*, souligne Renan. *"Certains sujets sont difficiles à régler mais les choses se décantent petit à petit. Les deux sociologues ont recommandé de ne pas se contenter de réunions uniquement sur les aspects pratiques"*. Renan est *"content d'être là"*. Pour Vincent, *"c'est un travail sur soi permanent"*. Annie trouve *"qu'ils sont bien"*. *"L'intérêt est que nous ne sommes pas là tous ensemble au même moment"*, précisent-ils.

Le leitmotiv commun est le suivant : *"ce lieu est un espace pour que chacun puisse réaliser ce qu'il a envie de faire"*. Le montage juridique le permet et la charte précise : *"le projet collectif permet à chacun de réaliser ce qu'il a envie de faire individuellement"*. Pour tous, ceci est l'accomplissement d'un acte politique fort. Et *Terre de liens,* à travers l'accès collectif, représente le fait de faire. Quant à l'habitat, pour le moment, le choix pour chacun n'a pas vraiment été possible ; les familles avec enfants ont été prioritaires pour les habitats les plus "confortables" (deux maisons préfabriquées jumelées), les autres sont installés plus sommairement : Florent "campe" dans une partie de l'un des bâtiments et Annie habite une jolie roulotte en attendant la construction de sa modeste maison écologique.

Et, quand tous seront installés, ils organiseront des activités culturelles ouvertes sur l'extérieur, ainsi qu'une activité d'accueil social et accueil paysan.

La ferme *"au centre de tout"*

Sur ce causse au sol caillouteux, où tout est très sec, Renan et Florent ont repris le cheptel de 60 vaches Aubrac, une race rustique pour la viande. En cette fin d'hiver, c'est la période de vêlage. Renan et Florent me prêtent des bottes – car ici, *"c'est façon lisier"* – pour aller découvrir les nouveau-nés. La reproduction est naturelle grâce aux trois taureaux également de race Aubrac, Pastou, Athor et *"ce feignant de Miloud, qui produit de gros veaux quand il veut bien faire son boulot"*.

Ils viennent également d'acheter quelques chevrettes, douillettement installées pour le moment dans une petite chèvrerie chauffée. Elles sont adorables et tellement familières qu'elles sautent dans les bras des deux paysans qu'elles reconnaissent dès qu'ils entrent. Des peluches vivantes ! Les aides à l'installation permettent de diversifier les productions et d'investir dans une fromagerie ainsi que dans la mise aux normes de la ferme. Les aides de zone à l'agriculture de montagne (ICHN)[3] donnent, quant à elles, un complément de revenu appréciable.

Ils se préparent à faire leurs faux semis de prairies multi-espèces sous couvert de céréales mais aujourd'hui, le sol est trop mouillé pour travailler, chose rare ici car le manque d'eau est un vrai problème. L'ancien propriétaire avait d'ailleurs mis en place de nombreuses réserves ici et là pour recueillir l'eau de pluie.

Le projet global de reprise de la ferme est tourné vers le développement d'une agriculture paysanne. Dès leur installation, Renan et Florent ont commencé une période de conversion des terres à l'agriculture biologique. Ils vont mettre en place une production de céréales et de d'oléagineux afin d'éviter de dépendre d'approvisionnements extérieurs. Leur objectif est de diminuer le

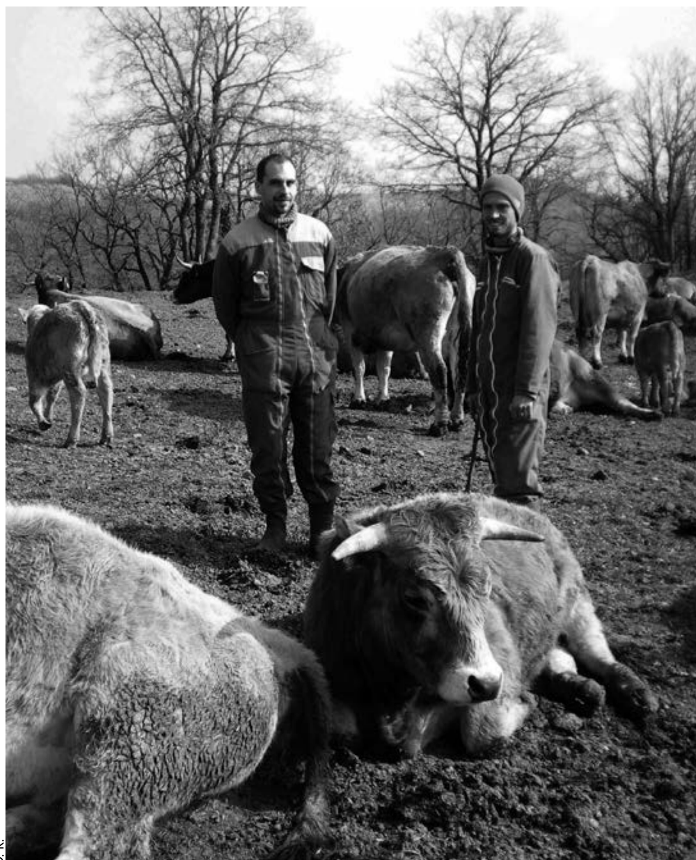
… sur les acteurs et initiatives de développement local

- Réseau "Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale" (InPACT) www.agricultures-alternatives.org
- Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural (RELIER) www.reseau-relier.org
- *Comment favoriser l'implication des agriculteurs dans les instances de dialogue territoriale,* programme DIALOG, ressources consultables en ligne sur www.inpactpc.org/agricultures-a-territoires
- *Initiatives autour du développement local, durable et solidaire,* association Bleue comme une orange, 2009, consultable en ligne sur www.bleuecommeuneorange.org

(2) ou "HCF", terme consacré pour désigner les porteurs de projet non issus du milieu agricole.

(3) Indemnités compensatoires de handicaps naturels, attribué à tous les agriculteurs, avec comme seul critère l'altitude.

D.R.



D.R.



D.R.

cheptel bovin, de mettre en place un atelier caprin fromager et de commercialiser au maximum les produits de la ferme en circuit court. Leur intégration dans le milieu agricole se fera par une implication dans des structures collectives pour la transformation, la gestion, le suivi vétérinaire, etc.

Même si le PFH ("putain de facteur humain"), comme dit Pierre Rabhi, vient parfois mettre quelques entraves dans les relations, le collectif semble bien parti car tous ont un *"parcours associatif"*. L'échelonnement des âges et les diverses expériences de vie personnelle et professionnelle devraient aussi permettre de constituer un équilibre intéressant. En tout cas, Renan et Florent, dont le souhait était de s'installer comme paysans et vivre en collectif, donnent l'impression d'être parfaitement à leur affaire. Et le couple de cédants, en visite aujourd'hui, semble satisfait de voir le travail réalisé par les deux repreneurs.

Marie Joëlle Pouillon ■

Rencontre avec Aude et Jérôme, maraîchers engagés

GAEC les Paysbio, Lacapelle-Cabanac (Lot)



D.R.

Aude et Jérôme vendant leurs produits sur le marché.

Aude Duwer et Jérôme Pochoy, après une longue période de recherche de terre, ont pu s'installer en maraîchage biologique grâce à un partenariat entre la mairie de Lacapelle-Cabanac et la Foncière Terre de liens.

En ce dernier jour de février, la vallée du Lot est éclairée par un soleil falot, hésitant. La route longe agréablement la rivière par endroits. Les bourgeons commencent à éclore ici et là ; l'architecture des villages de ces environs de Cahors est magnifique. Le paysage alterne entre vergers et vignes. Lacapelle-Cabanac est un petit village de 150 habitants, dont le maire, Thierry Simon, viticulteur bio, a eu la généreuse initiative de donner à des maraîchers bio les moyens de s'installer. Soucieux de l'intérêt général, il souhaite fournir une nourriture saine à ses administrés et aux habitants des environs, tout en valorisant le patrimoine agricole local. En rencontrant Jérôme Pochoy, je comprends tout de suite qu'il n'a pas les deux pieds dans le même sabot, comme disait ma grand-mère, et c'est au pas de charge qu'il m'emmène visiter les 3 ha de terrains de l'exploitation tout en m'expliquant le montage du projet.

Réponse à un appel d'offre

Aude (33 ans) a une formation d'horticultrice – 10 ans d'expérience dans les espaces verts – et Jérôme (40 ans) une formation de maraîcher. Après des études aux Beaux-Arts et une partie de sa carrière dans l'animation socioculturelle, celui-ci a décidé de se reconvertir dans l'agriculture. Ses compétences vont donc de la composition graphique de tracts à la soudure, en passant par la lecture d'un bilan financier… et cette polyvalence lui est bien utile pour faire face à toutes les tâches auxquelles il est confronté avec sa compagne. Tous deux originaires de Provence, ils ont cherché des terres pendant longtemps dans le sud-est. *"Nous avons exploré toute la vallée de la Durance où de nombreux hectares de terres non cultivées sont disponibles, mais les maires se sont dérobés, répondant qu'ils n'avaient pas la maîtrise du foncier agricole. Et, en consultant les photos aériennes, nous avons pu constater que nombre de terres agricoles étaient cultivées d'un seul tenant, ce qui signifie que des agriculteurs locaux se sont approprié des terres en arrachant les haies,* m'explique Jérôme. *Nous avons aussi été sollicités par des groupes financiers pour gérer, par exemple, des serres photovoltaïques en biodynamie sur de grandes surfaces."*

Ils ont alors répondu à un appel d'offre de la mairie de Lacapelle-Cabanac, diffusé par l'Association pour le développement de l'emploi agricole et rural (ADEAR) et ont été choisis parmi plusieurs candidats. *"Ce projet me tenait à cœur car j'avais envie de cultiver en bio ; c'est une activité valorisante parce qu'on contribue tout à la fois à la préservation des terres, à la diversité végétale et à la santé des gens",*

m'explique Aude. Pour Jérôme, *"c'est à partir du social que j'ai mené une réflexion sur les besoins fondamentaux des gens ; pour moi, l'agriculture permet une approche globale car c'est l'une des activités qui a le plus d'impact sur la société. L'adhésion au mouvement Terre de liens doit enclencher une relation locale entre la population et ceux qui la nourrissent"*. Deux approches parfaitement complémentaires pour cette installation en Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC), qui vise à fournir une alimentation de proximité à 80 familles.

Trois acteurs pour trois hectares et un hangar

Terre de liens a joué un rôle capital dans leur installation, car son apport financier a fait effet de levier. En juin 2010, la Foncière Terre de liens a acheté pour près de 100 000 € le foncier à des propriétaires hollandais et à un viticulteur voisin. Elle loue le hangar seul à la mairie par bail emphytéotique. Cela permet à la commune d'investir dans le projet de réhabilitation du hangar et de réaliser des emprunts qui atteindront 100 000 €sur la durée du bail. Le hangar est ensuite sous-loué, par bail de carrière de 35 ans, au GAEC Les Paysbio, tout comme les terres qui leur sont louées directement par *Terre de liens*. Le hangar étant très vaste, le GAEC a pu en aménager une partie en habitation et conserver l'autre en bâtiment agricole. Le GAEC a apporté 100 000 € d'investissements matériels. En définitive, le montage est ainsi fait que 1 € engagé par un actionnaire de *Terre de liens*, est démultiplié et génère 3 € pour le projet.

Produire pour les gens du coin

Aude et Jérôme ont réalisé un travail impressionnant depuis leur installation le 1er juin 2010. Ils ont défriché, débroussaillé, retourné les prairies, tracé des chemins, installé des serres, des drains, et un système d'irrigation complexe. Dès l'été, ils ont fait une première récolte de courgettes, aubergines, poivrons, tomates, salades, concombres, melons, pastèques, etc. et depuis, ils n'ont jamais été en rupture. Le travail est ardu car la terre, lourde et argileuse, est difficile à travailler, et la planification des différentes cultures (150 variétés référencées pour 60 cultures) doit être très précise de façon à produire de tout en permanence, en plein champ et sous serre.

Ils sont en train de mettre en place une commercialisation efficace de leur production. *"La vente en paniers et en AMAP s'inscrit dans le temps. Beaucoup de gens ont leur jardin, et les marchés sont modestes, il y a peu de monde car la densité de population est beaucoup plus faible que dans le sud-est. Nous organisons chaque semaine deux ventes à la ferme qui fonctionnent assez bien"*, souligne Aude. Ils approvisionnent aussi des cantines scolaires.

Ils ont été bien accueillis dans le village, même si certains restent curieux de voir comment ils vont se débrouiller…



D.R.

➤ *Jérôme accompagne également des groupes scolaires à la découverte de son métier.*



D.R.

➤ *Aude repiquant de jeunes plants dans la serre.*

Une dynamique collective

Aude et Jérôme sont membres du réseau INPACT(1). Dans ce cadre, ils participent à des formations et à des projets paysans de commercialisation. Ils souhaitent aussi mettre en place des animations destinées à faire découvrir les activités maraîchères : visites des cultures, découvertes pédagogiques (reconnaissance des végétaux, observation des insectes), cueillettes, dégustation.

Ils fourmillent d'idées pour diversifier leurs activités et se sentent déjà à l'étroit sur leurs 3 ha !

Ils pensent créer un atelier de poules pondeuses, planter des fruitiers, de la vigne à raisin de table, cultiver des céréales…

Aude et Jérôme, comme nombre d'autres porteurs de projet de la *Foncière Terre de liens*, ont posé là un acte politique. *"A travers ce projet, nous revendiquons un acte de résistance"*, concluent-ils. Et il me vient à l'esprit une phrase de Raymond Aubrac : *"la résistance, c'est de l'espérance active"*.

Marie Joëlle Pouillon ■

■ Les articles relatifs aux fermes Paysbio et Vispens ont été rédigés par Marie Joëlle Pouillon, bénévole de l'association Terre de Liens Rhône-Alpes. Ils s'inscrivent dans le cadre d'un tour de France des fermes de la Foncière, entrepris début 2011. Ce cycle compte une dizaine de portraits réalisés en Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes. Vous pouvez les demander par l'intermédiaire de Terre de Liens Rhône-Alpes, ra@terredeliens.org.

(1) Le réseau INPACT s'est constitué en juin 2001 à l'initiative de différentes associations agricoles porteuses d'alternatives, pour animer le débat autour de l'équilibre à trouver entre nécessité de vivre son métier d'agriculteur et celui de respecter l'environnement. Voir présentation sur le site de la Fadear, http://www.fadear.org.


D. R.

Une pépinière d'activités à la mode paysanne

Le Germoir, Ambricourt (Pas-de-Calais)

Le Germoir offre la possibilité aux porteurs de projets agricoles de se mettre en situation réelle, le temps de conforter leur projet d'installation... et de trouver du foncier.

C'est en 2004 que l'AFIP(1) entame une réflexion sur la création d'un espace-test. Dès 2005, la Communauté de communes du canton de Fruges acquiert le site et mobilise des financements pour la réhabilitation du lieu. En 2007, le Germoir est prêt à accueillir ses premiers porteurs de projet.

Situé dans un petit coin de verdure, entre le bassin minier et la Côte d'Opale, il comporte deux bâtiments agricoles (600 m²) et 4 ha de terres propices au maraîchage et au petit élevage. Les bâtiments agricoles et les terres sont mis à la disposition de candidats à l'installation en agriculture paysanne.

Ces porteurs de projet peuvent y faire les cultures de leur choix pendant un ou deux cycles de production, et ainsi tester les techniques propres à l'agriculture biologique. Ils développent leurs modes de commercialisation pour s'inscrire progressivement dans les réseaux bio de la région. Cette phase de test permet en somme d'être en situation de semi-autonomie, de la production à la commercialisation, tout en bénéficiant d'un accompagnement "à la carte". L'AFIP apporte un accompagnement technique par le biais de Phil Bru, maraîcher installé sur place, et Xavier Carlier, animateur salarié, sur les volets commercialisation, foncier et administratif.

Les porteurs de projets peuvent également compter sur le soutien des associations du collectif *"De l'envie au projet" : Terre de Liens,* le *GABNOR,* mais aussi *AVENIR (Accueil paysan et à petit pas).* Le Germoir héberge d'ailleurs entre ses murs plusieurs de ces associations.

Depuis 2007, six projets ont pu être expérimentés. En 2011, le site compte quatre personnes en test (Christophe, Mickaël, Thomas et Sébastien, tous en maraîchage) et deux personnes installées sur place, Phil en maraîchage et Fanny en cueillette nomade.

Une acquisition collective

La Communauté de communes du canton de Fruges a acheté le bien et l'a restauré avant d'en revendre une partie à l'AFIP (locaux d'entreprises et d'associations) sous forme de société civile immobilière (SCI), et une partie à la Foncière Terre de liens — pour 125 000 €. L'Etat, le Conseil général et le Conseil régional sont partenaires de cette opération.

Le projet collectif, au-delà de la création d'emplois (17 emplois fin 2010), entend contribuer à renouer avec le concept de souveraineté alimentaire des territoires, dans une région où la pression sur le foncier est très forte et où la production locale en agriculture biologique reste faible, malgré une population et une demande importantes. Installer des paysans (4 à 6 porteurs de projets par an), créer de l'activité dans les espaces ruraux, retisser les liens entre producteurs et consommateurs, sont autant de défis à relever progressivement. Le projet du Germoir veut participer à une économie sociale et solidaire et concrétiser le slogan " penser global, agir local ".

La parole à un porteur de projet

Après une formation en BTS agricole et 10 ans de travail comme salarié agricole, Christophe Tinchon cherchait des terres ; il s'est présenté au Germoir, où il a pu s'installer sur 4000 m² : *"le Germoir m'a aidé dans le passage d'une agriculture conventionnelle à une agriculture bio : il me permet de bénéficier d'un encadrement et d'une aide à la commercialisation. J'ai également du matériel à disposition et un statut avec lequel je peux vendre. Grâce au Germoir, je me suis aperçu que la vente n'était pas si simple. Seul, on peut vite se décourager quand les ventes ne décollent pas tout de suite. Mais entre porteurs de projets, on s'entraide. Pour l'instant, je ne vends pas beaucoup de paniers et je dois faire les marchés le week-end. Je suis actuellement en discussion pour obtenir des terres près de Lillers, à 50 km. Si tout va bien, je compte rester au Germoir le temps de ficeler mon installation, peut-être encore 1 an".*

Patrick Dubois et Valérie Devulder ■

(1) Association de formation et d'information pour le développement d'initiatives rurales.

Conversion en biodynamie au cœur du vignoble jurassien

Entretien avec Céline Gormally, ferme des Dolomies (Jura)

Passionnée et sympathique trentenaire, Céline Gormally s'est installée en viticulture biodynamique à Passenans, dans le Jura, en 2008. Sa vision de l'agriculture, elle l'emprunte à Saint-Exupéry : "la terre ne nous appartient pas ; elle nous est prêtée par nos enfants".

Peux-tu nous résumer ton parcours ?

Je ne viens pas d'une famille de vignerons. Pendant la première partie de ma vie professionnelle, j'ai surtout fait des boulots alimentaires. Ensuite j'ai travaillé comme salariée viticole en 2004. C'est en 2005, après la rencontre avec Steve, mon mari, que l'idée a germé de nous installer. Nous avons commencé avec 25 ares de rouge, en parallèle de nos activités. Puis 14 ares de blanc se sont libérés. Ensuite, nous avons contacté la SAFER et avons été informés qu'une vigne de 1 ha était à vendre.

Tu as fait appel à Terre de Liens, alors que ta famille et toi aviez les fonds pour acheter cette parcelle…

Oui, nous connaissions Terre de Liens. Monter un groupement foncier agricole nous paraissait compliqué, et nous étions en total accord avec le projet de l'association. Etre propriétaire n'est pas un but en soi, ce qui compte c'est la pérennité de notre travail. Nous voulions une garantie que ces terres resteraient en bio après nous.

Un premier bilan de l'installation ?

Il y a eu deux temps : la période 2008-2009, où je menais les deux activités en parallèle. Puis depuis 2010, je me suis installée véritablement comme exploitante sur 3,5 ha de vignes en fermage, dont 1 ha acquis par Terre de Liens. J'ai entrepris de convertir en biodynamie des vignes qui étaient cultivées en conventionnel. C'est tendu au départ ! Les rendements baissent et, la première année, on n'a rien à vendre. Mais j'obtiens petit à petit une reconnaissance des particuliers, et mes ventes sont bonnes.

Peux-tu expliquer comment la terre a évolué depuis la conversion ?

Les vignes étaient désherbées en plein, la terre pas travaillée. Elle était tassée, anguleuse. Aujourd'hui, elle est beaucoup plus souple. Et les rendements redeviennent satisfaisants.

Le 8 avril 2011, c'était la fête aux Dolomies ; tu peux nous raconter ?

Environ 70 familles se sont engagées à mes côtés, comme pourrait le faire une AMAP. Elles achètent le vin à l'avance, selon une formule qu'ils choisissent. Et quand j'ai besoin d'un coup de main, il y en a toujours qui répondent présent pour tirer les bois ou pour les vendanges. C'est vraiment super de se sentir soutenu quand on démarre ! Je tiens à avoir un contact avec chaque famille, je leur envoie des informations par courriel et, cette année, je les ai invitées à une fête. C'était l'occasion de discuter des trois années passées, de l'évolution, de leur perception du vin… Nous avons partagé un cochon à la broche et, l'après-midi, une balade contée dans les vignes.

As-tu déjà d'autres projets ? Comment Terre de liens pourrait continuer à t'accompagner ?

En premier lieu, nous voudrions que l'association puisse acquérir une parcelle complémentaire. J'aimerais bien m'impliquer davantage avec Terre de liens, mais je suis déjà engagée localement dans pas mal de choses. La question de la retraite des agriculteurs est un sujet de réflexion que j'aimerais soumettre. Traditionnellement, les agriculteurs pouvaient compléter leur petite retraite grâce à la vente ou la location de leurs terres. Les fermiers de la foncière Terre de Liens ont fait le choix de ne pas être propriétaires du foncier, et ne pourront pas espérer une telle rente pour leurs vieux jours.

Propos recueillis par **Catherine Etalon**,
adhérente de Terre de Liens Bourgogne-Franche-Comté.

Savez-vous planter vos sous...

1 Ferme des Vignes, la Grande-Verrière (Saône-et-Loire)


D. R.

Dans le Morvan, cette ferme est en biodynamie depuis 20 ans grâce à Michel Bazin et à l'appui de l'association de la Ferme des Vignes. Celle-ci vient de donner la ferme au Fonds pour y maintenir une activité paysanne proche de ses convictions. C'est sur 35 ha de terres et de bois que Julie et Olivier se sont installés pour élever 35 chèvres et poser 75 ruches, dont les produits seront vendus en circuits courts. Un maraîcher les a rejoint et un autre suivra peut-être. La motivation de Julie et Olivier, *"c'est d'être heureux, de montrer qu'il est possible de vivre dans une ferme paysanne"*.

2 Ferme de Toussacq, Villenauxe-la-Petite (Seine-et-Marne)


D. R.

Fin 2010, une collaboration entre Terre de Liens et la SAFER a débouché sur l'achat d'une première ferme en Ile-de-France. Soixante-cinq hectares y sont consacrés aux céréales et à l'élevage ovin, 8 ha au maraîchage avec vente directe en AMAP. Jean-Louis Colas, le cédant, souhaitait que cette ferme de famille reste en bio et devienne un lieu de promotion de l'agriculture biologique et des circuits courts. Dans cette ferme se sont installés Clément, qui y était salarié agricole 2 ans ; Mathieu, qui s'est reconverti à l'élevage ovin et la céréaliculture, ainsi qu'une couveuse d'activités agricoles, les Champs des possibles, qui permet à des candidats à l'installation de se tester pendant 1 à 3 ans.


D. R.

3 Le Verger bio d'Ohain, Ohain (Nord)

Nous sommes à Ohain, dans l'Avesnois, région de bocage connue pour son maroilles. En 1991, Danielle et Raymond y créent un verger bio sur 17 ha. En 2010, un collectif, dont leur fils fait partie, propose de continuer l'aventure. En plus des vergers et de la transformation des produits en cidre, un atelier de maraîchage se développe sur 4 ha. Le groupe local Terre de Liens s'est fortement mobilisé autour de ce projet de transmission d'un patrimoine et d'un savoir-faire, dans une région où l'on compte en moyenne une installation pour trois départs.

4 Ferme de La Brigue, la Brigue (Alpes-Maritimes)

C'est l'une des dernières surfaces utilisables pour l'agriculture dans la commune. Elle bénéficie d'une bonne exposition, de l'eau du vallon et de terrasses qui ont produit des fruits et des légumes pendant des décennies. S'y ajoute une petite maison qui peut servir de logement et d'atelier de transformation... des conditions idéales pour le maintien d'une activité agricole. Pourtant, cette ferme était menacée de se transformer en résidence secondaire. Grâce à la mobilisation de Terre de Liens, des agriculteurs locaux et de la Commune, Anne et Rémi ont réussi à s'y installer. Ils produisent des petits fruits rouges, des œufs et des légumes.


D. R.

ROYAUME-UNI
BELGIQUE
LUX
ALLEMAGNE
SUISSE
ITALIE
ESPAGNE
ANDORRE

C Le Germoir
Vert'tige
Ambricourt
Bours
Gavrelle
Ohain 3
Anor
Jardin des vertueux
Fermes de l'Ancre
Le Tôt
Ferme des Hayes
Hangest
Les Herbages
Petite Bruyère
Sedouy
Bernay
Prépetit 5
Lumigny
Bois Nathan
La Blanchardière
2 Toussacq
Le Meot
Le Plessis
La Bourdinière
La Ruée
Radeux
La Gorronière
Ferme de la Butte
Montagney
Mouzeil
Moulery
La Baudinière
Cabri au lait
1 Ferme des Vignes
Le Jointout
Vallée de la Loue
Passenans D
Le Berland
St-Vincent-la-Châtre
St Laurent
Chambonchard
La Mare Caillat
Les Nègres
Courcôme
Masmoutard
Les Charmilles
Chalonne
Les Plans d'Hotonnes
Le Pointeau
Champs libres
Le Ladoux
Soucieu-en-Jarrest
Les Baraques
Baffour
Eyssal
Aynac
Flaceleyre
Upie
Vachères
La Terre
Grange des prés
Bial de Rossas
Malhaussette
St-Dizier
4 La Brigue
B Lacapelle Cabanac
A Vispens
Chalvagne
La Volontarie
Cardet
Paluds de Noves
Valderoure
Sahuc
Arboes
Thuronis
Portecluse
Echausses
Rivèrenert
Cinoble
Galinagues

0 100 km

D. R.

Les fermes Terre de Liens

- Acquisition par la Foncière
- Donation au Fonds

[Septembre 2011]

5 Ferme de Prépetit, Proussy (Calvados)

Prépetit est l'une des rares fermes biodynamiques de Suisse normande. Les 7 ha de ce vallon pentu combinent cultures et élevages. Cette donation permet de poursuivre les 32 années de travail de la famille Lerch, qui a demandé au Fonds de maintenir la vocation agricole de ce domaine à taille humaine. Les fermiers actuels, Hervé et Michèle, complètent cet exercice agricole par des activités sociales, de formation et d'accueil. *"Voir les terres retrouver leur qualité de bien commun et sortir de la spéculation, permettre à des gens d'agir ensemble autour d'un projet, voilà ce qui me tient à cœur"*, explique Hervé.



D. R.

Quand le journaliste n'a d'autre fonction que celle d'agent de publicité du monde des affaires, parvenir à une large diffusion — par des moyens honnêtes ou malhonnêtes — est le seul et unique but que puisse se fixer un journal

Georges Orwell, 1928


D.R.

Hommes et abeilles

Vous habitez en ville ? Et si vous adoptiez une ruche ? L'association *Hommes et abeilles* peut vous aider. Cette association propose le développement de ruchers urbains, à l'abri des zones agricoles intensives, pour favoriser la sauvegarde des abeilles. En effet, celles-ci sont aujourd'hui en meilleure santé en ville qu'à la campagne ! Outre l'intérêt de la protection, ces ruchers ont aussi un rôle alimentaire (production d'un miel riche du fait de la grande variété des espèces de fleurs dans les espaces verts), pédagogique (retrouver le lien avec la nature et les animaux), et peut aider à redévelopper la filière apicole aujourd'hui en grande difficulté.
Hommes et abeilles, 1, place de la Commune, 38100 Grenoble, http://hommesetabeilles.fr

Un Café Rebelle et Zapatiste

Comme chaque année depuis 2002, une souscription est lancée pour l'achat du café des coopératives zapatistes (Chiapas-Mexique). La souscription permet de prépayer les coopératives afin que leurs membres n'aient pas à s'endetter. Outre le prix d'achat du café fixé en accord avec les coopératives, les bénéfices sont reversés aux autorités zapatistes pour soutenir leurs projets éducatifs, de santé... Le prix du paquet de 250 g moulu ou en grains est de 3,4 €. Le café sera disponible en juin 2012. Une journée de distribution et des permanences seront organisées pour les personnes sur la région parisienne. Il sera envoyé aux autres. (pour des raisons de frais d'envoi, merci de commander au minimum cinq paquets)
Les commandes sont à envoyer avec vos coordonnées à : *Echanges solidaires, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, cafesolidaire@no-log.org, http://produitszapatistes.free.fr.*



Finances solidaires

Selon Finansol, organisme qui fédère les initiatives de finances solidaires, environ un millième de l'épargne des Français est aujourd'hui confié à un fonds éthique… ce qui laisse une marge de progression d'autant plus importante que tous ces fonds éthiques ne relèvent pas de la même ambition.

Enveloppes militantes

Depuis des décennies, le Mouvement pour la paix le désarmement et la liberté de Saint-Etienne diffuse des enveloppes illustrées avec des slogans pacifistes, antinucléaires, non-violents… Les enveloppes sont un bon support pour faire passer le message. Vous pouvez demander tarifs et modèles à : *MDPL, 142, rue des Alliés, 42100 Saint-Etienne.*

Les Scop, une solution à la crise ?

Selon la confédération nationale des Scop, société coopérative de production, le nombre de ces structures est en rapide augmentation : de 1426 fin 2000, nous en sommes maintenant à plus de 2000. Une étude a montré que dans le domaine de l'industrie, cette forme juridique a mieux résisté à la crise depuis 2008 que les structures classiques. Une explication probable : le mode de gouvernance incite à mettre de côté des ressources propres plus importantes. En cas de difficultés passagères, cela permet de mieux passer le cap. Reste que sur 2000 Scop, la plupart n'ont aucun engagement militant, le choix de cette forme de société ayant été fait uniquement pour des raisons de commodités entre plusieurs investisseurs et d'avantages fiscaux accordés à ce statut.

Toulouse

La maison drôle

La Maison drôle est un café culture qui vit avec son temps et les gens du cru, c'est-à-dire avec les légumes de saisons, les producteurs locaux et les artistes en action. Il s'agit de prendre les bonnes choses là où elles sont, souvent "sous notre nez", parfois de l'autre côté de la planète, et de les partager. Elle accueille des débats en lien avec l'économie sociale et solidaire.
La Maison drôle, 2, rue Joutx-Aigues, 31000 Toulouse, tél. : 09 51 81 24 62, www.cafemaison-drole.com.



Toulouse

Les Zooms verts

Les Zooms verts est une association qui entend réunir des réalisateurs de documentaires qui se situent en dehors de la logique libérale. Elle cherche à créer une structure coopérative, SCOP ou SCIC, pour permettre d'avoir un fonctionnement horizontal. Plusieurs projets sont en cours dont une série de reportages sur les monnaies locales *Les Zooms verts, 154, avenue de Muret, 31300 Toulouse, tél. : 06 26 45 32 78, www.leszoomsverts.fr.*

Chambéry

La charrette du potager

La charrette du potager est une charrette à bras qui apporte chaque jour en centre ville des légumes frais depuis des jardins cultivés en bio et qui propose des plats cuisinés dans la rue. L'initiative a démarrée en septembre 2011 et a remporté tout de suite un vif succès (en moyenne 45

Jardins partagés



Et si vous veniez cultiver chez moi ?

Des sites internet proposent à ceux qui ont un jardin d'en prêter une partie à ceux qui cherchent à faire un potager… Une mise en relation qui se veut gagnant-gagnant.
Chantal Perdigau, animatrice du site *www.plantezcheznous.com* a eu l'idée de son site lorsque sa mère qui avait un grand jardin a souhaité trouver de l'aide pour y faire un potager. Pour elle, "Toutes les personnes qui ont un jardin ne l'exploitent pas forcément, et ce pour diverses raisons (problèmes de santé, manque de savoir-faire, manque de temps ou d'envie). Tout près de chez elles, vivent des personnes qui ne demanderaient qu'à avoir un bout de terre à cultiver. Leur donner la possibilité de se rencontrer donne une nouvelle dimension au jardin prêté : convivialité, partage, entraide, bon sens, économies, respect de l'environnement et consommation de légumes savoureux".
Son site, démarré en septembre 2011, a reçu 67 annonces en 2 mois. 30 personnes ont proposé leur jardin et 37 ont proposé de venir planter chez un propriétaire. Sur une trentaine de mises en relation, une dizaine se sont concrétisées par la création d'un potager.
Le site promeut l'idée d'un partage des récoltes contre le prêt du terrain. Mais les personnes sont libres d'établir leurs propres modalités d'échange, comme par exemple l'entretien du jardin, ou la création d'un jardin d'ornement. L'essentiel est que chacun soit gagnant.
Le site propose aussi des méthodes astucieuses et respectueuses de l'environnement pour cultiver et entretenir son potager : économiser l'eau, limiter l'usage de pesticides, d'engrais, d'herbicides, et favoriser la biodiversité au jardin.
Reste une question importante : pourquoi faut-il passer par internet ? Ne sommes-nous pas capables de proposer un jardin ou notre désir de jardiner directement en en parlant autour de nous ? FV.

Vienne

Le plan B

Le plan B est un bar engagé qui propose de consommer autrement : il propose des produits issus de circuits courts et/ou de l'agriculture biologique et du commerce équitable.



D. R.

La programmation culturelle est tournée vers la création et des initiatives citoyennes, favorisant l'esprit critique. Aménagé dans un ancien entrepôt, le bar dispose d'une salle d'exposition, d'un coin lecture avec des titres de la presse indépendante (dont *S!lence*) et un rayon librairie en collaboration avec L'improbable librairie. Une Scop, société coopérative de production gère la partie commerciale, une association baptisée le kokollectif gère la programmation culturelle.
■ Le Plan B, 30-32, boulevard du Grand-Cerf, 86000 Poitiers, tél. : 09 50 56 16 59, www.barleplanb.fr.
■ L'Improbable librairie, Aux Tessonnières, 86140, Saint-Genest-d'Ambrière, tél : 05 49 20 19 47 et http://limprobablelibrairie.org.

repas par jour)… car les prix sont très abordables. Les initiatrices du projet souhaitent non seulement poursuivre l'expérience localement et arriver à en vivre, avec le soutien de la Scop Oxalis, mais en plus aider ceux et celles qui voudraient mettre en place le même service dans d'autres villes. *La Charrette du potager, parc du Verney (du lundi au vendredi sauf en cas de pluie), tél. : 06 84 14 87 87, lacharrettedupotager@gmail.com.*

Article 11

Voici un site internet qui se lance dans la presse papier. Le résultat est un format et une maquette très originaux avec des reportages qui n'ont pas peur d'être longs. Pas de photos, quelques pages dessinées. Beaucoup de sujets sur la question des libertés et de la dérive sécuritaire actuelle. *Article 11, 2, rue Auguste-Poullain, 93200 Saint-Denis, www.article11.info.*



Vieillir debout

Et si les seniors étaient une ressource pour le développement des territoires ruraux ? Quand on sait que les plus de 60 ans sont de plus en plus nombreux et qu'ils sont généralement valides une vingtaine d'années après la retraite, pourquoi ne pas valoriser leurs disponibilité et leurs compétences dans un milieu rural où les services sont de plus en plus souvent déficients ? Le réseau *Or gris* a vu le jour en 2009 pour permettre de changer notre regard sur la vieillesse, créer du lien social, permettre de "vieillir debout". Il rapporte sur son site internet différentes initiatives et propose de nombreux liens pour devenir actif. *www.or-gris.org.*

Nantes

Laurence

Laurence est un nouveau restaurant bio, végétarien, qui se fournit sur le marché en produits locaux et de saison. Entre les repas, c'est un salon de thé, avec des thés et infusions bio. *Le restaurant de Laurence, 1, rue Lekain, 44000 Nantes, tél. : 02 51 82 67 34.*

REPAS

Compagnonnage alternatif

Le REPAS, Réseau d'entreprises ayant une pratique alternative et solidaire, organise sa 16e promotion de compagnonnage, du 10 février au 22 juin 2012. Ce parcours en entreprise s'adresse à des jeunes de 18 à 35 ans ayant envie de créer leur propre activité et qui peuvent ainsi se confronter au vécu d'une entreprise alternative et solidaire. Dossier de présentation complet sur internet : *http://reseaurepas.free.fr.*


D. R.

Dans quelle démocratie vivons-nous ?

En pays basque, RFF, Réseau ferré de France, a réalisé, début 2011, une consultation pour savoir ce que les gens pensaient du projet de ligne à grande vitesse entre la France et l'Espagne. 6500 avis ont été reçus : 4 % y sont favorables et 96 % opposés. Le projet va-t-il s'arrêter ?
En région Rhône-Alpes, le quotidien *Le Progrès* a lancé, en septembre 2011, une consultation sur son site internet pour savoir ce que les gens pensent du projet d'autoroute A45 entre Lyon et Saint-Etienne (doublement de l'existante). 4 % des réponses y sont favorables, 96 % opposées. Le projet va-t-il s'arrêter ?
En Val de Suze, d'importantes manifestations ont réuni plus de monde que d'habitants et les sondages d'opinion indiquent que très majoritairement les habitants de la vallée opposésau creusement d'un nouveau tunnel ferroviaire. Le projet va-t-il s'arrêter ?
Un sondage réalisé par *Europe 1* en Pays de Loire, en mars 2010 demandant l'avis des gens sur le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes donne 17 % d'avis favorables, 82 % d'opposants. Le projet va-t-il s'arrêter ?
Quand on demande par sondage aux Français sur quelles énergies doit porter la recherche, les renouvelables recueillent 96 % d'avis favorables, le nucléaire 4 %. Pourtant, nous en sommes à 93 % des crédits de recherche sur l'énergie consacré… au nucléaire.
Quand on demande aux Français ce qu'ils pensent des OGM, près de 80 % d'entre eux n'en voient pas l'utilité. Va-t-on arrêter de faire de la recherche sur le sujet ?



D. R.

Manifestation en pays basque

On peut multiplier les exemples à l'infini…
Les multinationales décident, les politiques obéissent. Nous avons une chance que tout capote quand même : la crise financière pourrait bloquer plusieurs de ces projets. MB.

Petite phrase

"Puisque les parkings à voiture sont des aspirateurs à voitures, construisons des parkings… pour les vélos !"
Alain Jund, adjoint Vert à la mairie de Strasbourg.

Yvelines

Vélopolis intimide ses opposant-e-s

La communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines démarre la construction d'un gros vélodrome, temple de la compétition dont le coût prévu est 74 millions d'euros (cf *S!lence* n°391 p. 20). Neuf habitant-e-s de Montigny-le-Bretonneux en lien avec le collectif *Vélodrame* ont déposé plusieurs recours contre le plan local d'urbanisme et le permis de construire. En juin 2011, le tribunal administratif de Versailles n'a pas suspendu le PLU en attendant un jugement sur le fond. Mais la société Vélopolis a assigné en octobre 2011 ces neuf citoyen-ne-s devant le tribunal de grande instance de Versailles en demandant 3,7 millions d'euros de dédommagement pour des pertes à venir ! Une opération d'intimidation, qui n'empêche pas sept d'entre eux de maintenir leur plainte. Lettre de soutien à remplir en ligne sur : *http://velodrame.org, ou à envoyer au Comité de soutien aux Assignés de Montigny, 25, avenue de la Grande Ile, 78960 Voisin-le-Bretonneux.*

Vallée d'Aspe

Gare à Eric Pétetin !

Pendant la lutte contre le percement du tunnel du Somport (années 1990), Eric Pétetin, l'un des animateurs de la lutte habitait l'ancienne gare de Cette-Eygun. Après son départ en 2002, RFF, Réseau Ferré de France avait détruit en partie la gare pour éviter qu'elle ne soit squattée. En décembre 2010, Eric Pétetin, aidé de quelques amis, décide de se réinstaller dans la gare alors que circulent des infos sur la possible construction d'une autoroute dans la vallée (ce qui était prévu dès les années 1990). RFF a alors engagé une procédure d'expulsion qui s'est terminée au tribunal le 5 septembre 2011… par une annulation de la plainte pour vice de forme. L'avocat d'Eric Pétetin a invité RFF à proposer un contrat de location. *La goutte d'eau, 64490 Cette-Eygun, tél. : 06 79 29 80 70, http://lagoutte-deau.jimdo.com.*

Se défaire des piles

En France, nous consommons chaque année 800 millions de piles, dont seul un tiers sera recyclé, les autres dispersant dans la nature d'inquiétantes quantités de métaux lourds. Ainsi, une pile de 1,5 volt délivre environ 0,15 kWh. Pour l'ensemble des piles, elles délivrent donc 120 millions de kWh… soit 0,02 % de la consommation française.
Or certaines données avancent que la fabrication et le recyclage d'une pile consomme plus de 1000 fois ce qu'elle aura restitué en énergie. Avec un tiers de piles recyclés, cela représenterait donc 6 % de la consommation totale. Et si nous recyclions l'ensemble des piles, cela consommerait 20 % de la consommation totale !
Les quantités d'énergie délivrées étant très faibles, il est possible de remplacer ces piles soit par des remontoirs à ressort, des manivelles ou pour certains usages spécifiques par de petites photopiles. Bref, les alternatives existent…


D. R.

Paris

On achève bien les vélos...

Après enquête, plusieurs associations cyclistes ont réussi à obtenir confirmation de la part de la mairie et de la préfecture que les "épaves" de vélos abandonnées sur la voie publique étaient détruites ! Tout vélo repéré comme n'ayant pas bougé pendant sept jours est susceptible d'y passer. Pourtant, en octobre 2010, les associations *Vélorution, L'Heureux-cyclage* et *Les Cycloficines populaires* d'Ile-de-France avait fait part de leur projet de rénovation de ces vélos et de leur remise en vente, pour éviter tout gaspillage et proposer des vélos à bas prix. Au moment où région et mairie se vantent de développement durable, on ne peut que s'étonner de l'absence de volonté pour mettre en place une filière de réutilisation. *Vélorution, http://velorution.org, tél. : Philippe au 06 89 85 31 09.*


D. R.

Un camion de vélos embarqués par la ville.



Jour de l'overdose planétaire

L'empreinte écologique détermine la part des ressources terrestres qu'utilise un être humain, un groupe ou un système pour vivre ou fonctionner. Une autre manière de relier les pratiques humaines aux limites de la planète est de rapporter la consommation globale de l'humanité à une année et de voir à quel moment de l'année les ressources que nous offre la planète ont été épuisées. Au-delà de cette date, nous empiétons sur les capacités qu'auront les générations futures à répondre à leurs besoins essentiels.
C'est en 1987 que pour la première fois, l'humanité a épuisé en une année l'entièreté de ce que la terre lui offrait.
En 2009, nous avions épuisé les ressources et vécu à crédit à partir du 25 septembre.
En 2011, c'est le 21 août que la barre a été franchie ! En deux ans, nous avons donc épuisé les ressources imparties en un mois de moins. En 2011 nous devrions avoir utilisé en tout 135 % des ressources disponibles. Ce jour fatidique a été vulgarisé depuis quelques années sous le nom de l'*overshoot day,* le jour du dépassement des limites, par le Global Footprint Network, organisation mondiale qui travaille avec l'outil de l'empreinte écologique. *Global Footprint Network, Headquarters, 312 Clay Street, Suite 300, Oakland, CA 94607-3510, USA, www.footprintnetwork.org.*


adbusters.org

Transport

Réduire les gaz à effet de serre en ville ?

Des études réalisées pour le compte de l'agglomération lyonnaise montrent que l'environnement n'est pas le critère de choix du mode de transport sauf ponctuellement quand une personne habite près d'une station de métro ou de location de vélo. Il vaut donc mieux communiquer sur des notions comme l'exactitude (du métro) vis-à-vis des embouteillages, le risque d'accident, le stress que perçoivent mieux les automobilistes. L'étude montre aussi que les gens comprennent que l'on fasse des pistes cyclables, des couloirs de bus au détriment de la chaussée pour les voitures.
Cette politique qui a été menée à Paris depuis maintenant une dizaine d'années a permis de diminuer de 25 % la circulation automobile en ville… mais de seulement 11 % les émissions de gaz à effet de serre. Explication de Denis Baupin, adjoint à la mairie : alors que le trafic diminue, les gens achètent des véhicules de plus en plus gros !
D'autres chercheurs étudient comment donner envie de marcher en ville (voir notre n°388) : la marche est parfaite pour les trajets de moins de 3 km, 80 % des trajets internes en ville.
Reste des obstacles importants : le transport des marchandises, le transport des personnes à mobilité réduite…


D. R.

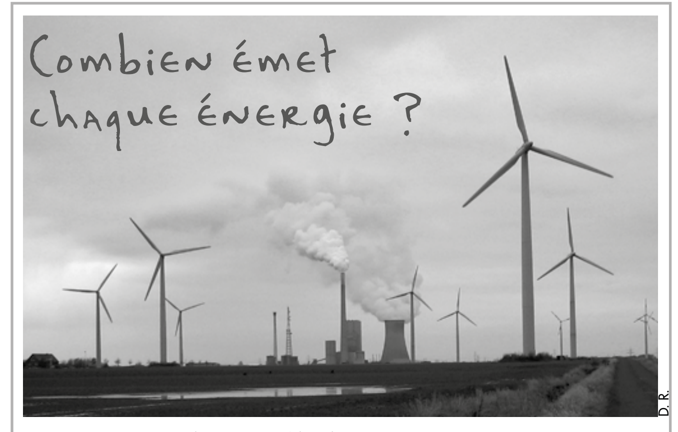
Alimentation : un poids considérable

La FAO a estimé que l'élevage industriel était responsable d'au moins 18% des gaz à effet de serre. En s'appuyant sur les données des Nations unies, *Via Campesina,* association internationale de paysannes, représentée en France par la Confédération paysanne, a montré que ce chiffre est incomplet. En effet, si l'on prend en compte le transport de la nourriture entre les lieux de production, de transformation et de consommation, le chiffre pour l'ensemble de la chaîne alimentaire représente alors près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre. *Via Campesina* a donc demandé que l'on réoriente les politiques agricoles vers la production locale, les circuits courts, la souveraineté alimentaire. La suppression des transports inutiles, associés à différentes mesures comme une remise en cause des cultures intensives, de l'élevage hors-sol, de la consommation abusive de viande… peut permettre de diminuer de deux tiers ces émissions. Le sujet est pour le moment totalement absent des négociations (source : *www.viacampesina.org*).

Délires technologiques

L'offensive médiatique des climatosceptiques en 2010 a été l'occasion de faire passer discrètement des messages favorables à la géoingénierie (les techniques de modification artificielle du climat, censées enrayer le réchauffement global). Claude Allègre, au-delà de ses turpitudes couvertes par de nombreux médias, a vanté les soi-disant mérites du stockage du carbone en sous-sol. Après cette incursion d'apparence douce, la géoingénierie vient de franchir un nouveau pas en 2011: des parasols géants dans l'espace sont à l'étude par des scientifiques des Nations unies. Et des spécialistes du Giec se sont retrouvés, en juin 2011 pour passer en revue différentes méthodes de géoingénierie, dont la "fertilisation" des océans avec du fer, la diffusion de particules dans l'atmosphère... on préférerait croire à une science-fiction, mais il faut prendre au sérieux ce délire technoscientiste. CD.

Combien émet chaque énergie ?


D. R.

En grammes équivalent CO_2 / kWh :

• Centrale thermique au charbon	1000
• centrale thermique au pétrole	565
• centrale thermique au gaz	280
• centrale nucléaire	66
• co-combustion bois forestier	14
• solaire photovoltaïque	13
• hydraulique au fil de l'eau	13
• biogaz déchets	11
• éolien terrestre	10
• hydraulique barrages	10
• éolien offshore	9

Ces chiffres sont issus d'une étude de Benjamin Sovacool. En 2008, ce chercheur états-unien a publié le livre *The Dirty Energy Dilemma* dans lequel il compare les émissions de gaz à effet de serre des différentes énergies. Comme certains chiffres sont controversés, il a choisi de faire la moyenne de 103 études publiées dans des revues scientifiques.
Prétendre que le nucléaire est une énergie propre est donc un mensonge total : c'est seulement moins polluant que les centrales thermiques… mais plus polluant que toutes les énergies renouvelables, et de loin !

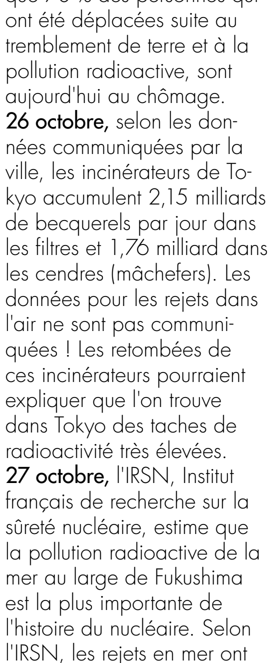


Catastrophe en cours

Fukushima

Début novembre 2011, les réacteurs de Fukushima crachent encore 1000 fois plus de radioactivité que les limites autorisées. L'exode est en cours : des centaines de milliers de Japonais ont déménagé. Mais sans indemnités, le gouvernement voulant au contraire les faire rester. Certaines villes au nord de Tokyo ont déjà perdu la moitié de leurs habitants. A Tokyo, les incinérateurs provoquent des taches de contamination importantes.

4 octobre, 130 enfants habitant la région de Fukushima ont été contrôlés au niveau des hormones thyroïdiennes par la Fondation Tchernobyl-Japon de Matsumoto. 10 d'entre eux présentent déjà des irrégularités qui indiquent que la thyroïde a été atteinte. Le gouverneur de la région annonce un contrôle systématique de tous les enfants (360 000 dans la préfecture). Ce contrôle régulier est mis en place… pour toute la durée de vie de ces enfants !
5 octobre, l'association japonaise des *Citoyens contre le nucléaire* publie une série de mesures réalisée dans la ville de Fukushima. Certaines mesures atteignent 307 000 bq/kg soit plus de trente fois la limite au delà de laquelle les gens devraient être évacués selon les normes de l'Etat.
10 octobre, le quotidien japonais *Mainichi Japan* titre "Tokyo vit dans l'illusion que les choses redeviennent normales alors que la zone de Fukushima ressemble à une zone de guerre".
12 octobre, le quotidien *Asahi* annonce que du strontium et du césium ont été trouvé lors d'analyses sur les toits de la ville de Yokohama. Cette ville se trouve à 250 km de Fukushima, plus au sud que Tokyo.
13 octobre, les autorités japonaises ont prétendu que les radiations élevées mesurées dans une rue de Tokyo la veille proviendraient d'une vieille boîte contenant des sources de radium 226 autrefois utilisées pour faire briller les chiffres des montres. Des scientifiques japonais affichent alors leur scepticisme : comment un émetteur alpha d'aussi faible radioactivité peut-il émettre au-delà de bouteilles en verre, d'une caisse en bois, de murs en béton, aux doses mesurées ? L'explication initiale : une accumulation de poussières radioactives apportées par la pluie semble plus vraisemblable. Une autre explication possible : la concentration de la radioactivité dans les fumées d'incinérateurs?
14 octobre, un groupement de producteurs de thé annonce l'arrêt de la commercialisation de la récolte 2011 après la découverte de lots contaminés (entre 800 et 1500 becquerels par kilo, limite autorisée : 500) : ils estiment en effet impossible de vérifier les lots un par un.
17 octobre, Tepco annonce que le réacteur n°1 est maintenant entièrement couvert par un sarcophage en fibre de polyester. Cela ne change pas grand chose au contrôle du réacteur, mais devrait permettre de limiter la pollution radioactive : les eaux de pluie ne ruisselleront plus directement sur le réacteur, les particules voleront moins loin. Inconvénient : l'intérieur va devenir plus radioactif et ceux qui y travaillent recevoir des doses plus importantes.



L'herbe est plus haute sans radiations. Vous pouvez vivre mieux sans radiations. Affiche antincléaire japonaise (voir p. 48).

19 octobre, *Le Monde* publie un reportage sur les "villes mortes" de Fukushima. La ville de Minamisoma n'a pas été officiellement évacuée… mais la mairie estime que la moitié des 70 000 habitants ont déjà déménagé.
20 octobre, interrogé lors d'une conférence de presse, Yukio Edano, ministre de l'économie, a reconnu que l'option d'arrêter tous les réacteurs nucléaires était envisagée par le gouvernement. Au moins 70 % de la population soutient cette position.
22 octobre, une étude publiée au Japon indique que 70 % des personnes qui ont été déplacées suite au tremblement de terre et à la pollution radioactive, sont aujourd'hui au chômage.
26 octobre, selon les données communiquées par la ville, les incinérateurs de Tokyo accumulent 2,15 milliards de becquerels par jour dans les filtres et 1,76 milliard dans les cendres (mâchefers). Les données pour les rejets dans l'air ne sont pas communiquées ! Les retombées de ces incinérateurs pourraient expliquer que l'on trouve dans Tokyo des taches de radioactivité très élevées.
27 octobre, l'IRSN, Institut français de recherche sur la sûreté nucléaire, estime que la pollution radioactive de la mer au large de Fukushima est la plus importante de l'histoire du nucléaire. Selon l'IRSN, les rejets en mer ont été sous-estimés : ils seraient 20 fois plus importants en césium 137 que ce qu'avait annoncé TEPCO. Pour l'ensemble du Pacifique, cela représente deux fois plus que l'ensemble des retombées des essais atmosphériques des années 1960. L'IRSN commence aussi à donner des chiffres concernant d'autres isotopes radioactifs. Ainsi pour le Xénon 133 (dont la période est de 5,2 jours), les rejets auraient été 2,5 fois plus importants que pour Tchernobyl. Selon l'IRSN, ces rejets ont eu lieu avant le tsunami, ce qui indique que c'est bien le tremblement de terre qui a provoqué l'accident et non la vague qui a suivi.
28 octobre, la Belgique confirme le maintien du plan de sortie du nucléaire adopté en 2003, qui prévoit la fermeture de ses réacteurs entre 2015 et 2025.
31 octobre, *le Figaro* titre : "La Bourse ne croit plus au nucléaire". Depuis le 11 mars dernier, les actions d'EDF ont baissé de 28 %, Areva de 27 %, RWE (électricien allemand) de 36,3 %, E-On (électricien allemand) de 22 %… alors que Siemens qui a annoncé son retrait du nucléaire n'a baissé que de 16 %.
Une mission d'experts nommée par le gouvernement japonais rend son rapport : elle conclut qu'il n'est pas impossible qu'il faille une trentaine d'années pour arrêter les réactions nucléaires en cours.

Une version plus détaillée est disponible sur notre site www.revuesilence.net.

Lien civil et militaire

Le lien organique entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire, vous en doutiez encore ? Voici ce qu'en dit Bernard Cazeneuve, membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées, lors de l'audition de l'amiral Pierre-François Forissier, chef d'état–major de la marine, sur le projet de loi de finances pour 2011 (n° 2824), en décembre 2010 : "Le Gouvernement souhaite que la formation des atomiciens, qui sert beaucoup à la marine nationale, fasse l'objet d'une mutualisation entre nucléaire civil et nucléaire militaire. Il a été envisagé à plusieurs reprises de créer un centre unique de formation dans la vallée du Rhône ou à Saclay". Réponse de l'amiral : "Dans le cadre de la mutualisation des formations nucléaires (…), nous cherchons désormais à donner à l'[Ecole atomique] une visibilité et une dimension qui lui permettent d'attirer des enseignants de qualité. Je travaille personnellement à son changement de statut – actuellement celui d'une unité militaire de base, dépourvue de personnalité juridique – en m'inspirant de l'École polytechnique, devenue un élément moteur du pôle Paris Tech". (Source : *www.politique-actu.com/dossier/marine-nationale-amiral-forissier-budget-defense-nationale/212554/*).

EPR

■ Nouveau retard

Commencée en 2005, annoncé pour 2009, le réacteur EPR d'Olkiluoto, en Finlande, pourrait ne démarrer qu'en 2014 ! C'est l'annonce faite par l'électricien TVO, le 12 octobre 2011. Le coût a lui plus que doublé : de 3 milliards annoncés, on en est déjà à 6,6 milliards.

■ La ligne THT est déboulonnable !

Dans la nuit du 6 au 7 octobre 2011, un collectif anonyme a remis à l'agence EDF de Rennes des boulons de pylônes de lignes à très haute tension (THT) "glanés ici et là sur le territoire", pylônes qui ont été partiellement déboulonnés dans des actions effectuées dans les mois précédents. Afin de protester contre la THT Cotentin-Maine, "pour chaque pylône THT installé, nous en déboulonnerons un sur le vieux continent", annoncent-ils.

Déchets nucléaires

Petits trafics entre amis…

Le Conseil de l'Europe a adopté le 19 juillet 2011 une directive qui autorise des pays européens à stocker leurs déchets radioactifs… dans un autre pays de l'Union européenne. La tentation va être grande de tout mettre au même endroit… avec comme conséquence une multiplication des distances parcourues et donc une augmentation des risques liés aux transports. Autre inquiétude : si on s'aperçoit que le stockage est mal réalisé, qui paiera la reprise des déchets comme doit le faire l'Allemagne en ce moment ?

La voiture électrique pour justifier de la poursuite du nucléaire ?

Le gouvernement français a annoncé vouloir mettre en place quatre millions de prises électriques sur les places de stationnement d'ici 2020, pour pouvoir alimenter un parc de voitures électriques potentiellement estimées à 5 millions en 2025. Ceci est l'un des résultats du Grenelle de l'environnement pour lutter contre la pollution atmosphérique en ville. Le problème c'est qu'un parc de 5 millions de voitures électriques, selon un calcul réalisé par le Réseau Sortir du nucléaire, nécessiterait une puissance électrique de l'ordre de 10 000 MW soit entre 9 et 12 réacteurs nucléaires. Ainsi la voiture "propre" rejetterait dans l'air 32 milliards de m^3 d'air faiblement radioactifs, consommerait 1,7 milliard de m^3 d'eau, rejetterait 459 000 milliards de becquerels dans les cours d'eau et produirait 180 tonnes de déchets hautement radioactifs par an. Ceci sans compter l'énergie qu'il faut en amont pour les fabriquer et en aval pour les détruire.



D. R.

Des convois trop radioactifs

Le 13 octobre 2011, un convoi de déchets radioactifs, provenant des Pays-Bas, a stationné une journée sur une gare de triage de la région parisienne. Avec l'aide de cheminots, le Réseau Sortir du nucléaire a pu venir mesurer les doses émises par les wagons : 8 microsieverts/heure au contact du wagon, 4,7 microsieverts/heure à un mètre du convoi. La Crii-Rad qui avait pu, en février 2011, dans les mêmes circonstances, mesurer la radioactivité d'un convoi provenant d'Italie avait même trouvé des points chauds atteignant 200 microsieverts/heure. Ces doses sont trop élevées pour les cheminots. Le Réseau Sortir du nucléaire demande que les convois soient vérifiés avant leur départ par des laboratoires indépendants… car ces mesures se révèlent plus élevées que celles annoncées par le transporteur.



D. R.

Un aborigène plus fort qu'Areva

Pascal Jeffrey Lee, propriétaire coutumier de milliers d'hectares dans la région de Koongarra (Australie), les a cédés au gouvernement australien pour être ajoutés au parc de Kakadu et être ainsi inscrits au patrimoine mondial Unesco. Son territoire renferme 14 000 tonnes d'uranium ! Areva aurait fait pression pour que cette cession et inscription n'aient pas lieu (selon le quotidien *The Age*). Jeffrey Lee aurait pu devenir très riche, par la grâce d'Areva. Sa réaction : *"Je ne suis pas intéressé par l'argent, j'ai déjà un boulot"*.

Superphénix

La déconstruction sera longue…

Le surgénérateur Superphénix construit entre 1976 et 1986, en panne de 1986 à 1997, arrêté définitivement en 1997, est depuis en "déconstruction", un processus long qui, selon EDF, devrait se terminer en 2038, soit 32 ans après son arrêt. Sachant que la construction et les pannes ont déjà englouti, pour rien, 11 milliards d'euros, à combien en serons-nous en 2032 ?

Japon

Monju fonctionne aussi mal que Superphénix !

A Monju, sur la côte ouest du Japon, le surgénérateur de Monju n'a pas eu besoin de tsunami pour tomber en panne. Ce réacteur a été construit à partir de 1986 sur le même modèle que son grand frère français Superphénix. Comme lui, il a connu de multiples pannes dont le plus grave a été un incendie de sodium en décembre 1995. Il a été en réparation pendant de longues années avant de redémarrer le 8 mai 2010. Il a connu une panne importante le 26 août 2010 : un pont roulant de 3,3 tonnes s'est écroulé de 12 mètres sur le réacteur au moment où il transférait une barre de combustible. Celle-ci s'est disloquée libérant du plutonium et à ce jour, l'intérieur de l'enceinte de confinement n'est toujours pas nettoyée. Officiellement le gouvernement a déjà dépensé 22 milliards d'euros et cela augmente de 500 millions par an… Pour le moment, le réacteur a consommé plus d'électricité qu'il n'en a produit.


AIEA



OGM


D.R.

Barbara Van Dyck

Belgique

Faucheuse licenciée

Le 3 juin 2011, la chercheuse belge Barbara Van Dyck était licenciée par l'université de Louvain pour avoir affirmé son soutien à l'action accomplie le 29 mai 2011 par le *Field Liberation Movement* pour neutraliser un champ de pommes de terre OGM à Watteren, en Belgique. Une atteinte à la liberté d'expression qui choque une partie du monde académique. Le 26 septembre 2011, lors de l'inauguration de la nouvelle année académique à Louvain, un grand nombre de chercheurs universitaires ont tourné ostensiblement le dos au cortège pour protester contre ce licenciement et contre les liens de plus en plus étroits entre recherche universitaire et intérêts économiques privés. Cette action a été l'occasion de lancer des comités "Slow Science" (science lente) en Belgique, à l'opposé des "fast sciences" (sciences rapides) qui comme leur nom l'indique, "sont superficielles et utilitaires, orientées sur le court terme, poussées par la concurrence et axées sur le profit". La *Slow Science* se veut une "résistance critique et non violente contre la culture dominante dans le monde académique" pour une science qui soit "au service de la justice sociale et écologique". *http://slowscience.fr.*

La société civile gêne les marchands de gènes

A l'issue du Grenelle de l'environnement, une instance avait été créée pour encadrer le développement des biotechnologies (OGM,…) en France : le Haut conseil des biotechnologies (HCB). Innovation intéressante, il était constitué de deux parties : un comité scientifique et un comité économique, éthique et social (CEES), qui ouvrait la porte à des représentants de la société civile. Depuis fin septembre 2011, les membres du comité scientifique s'acharnent médiatiquement sur les membres représentants des associations environnementales, de syndicats apicoles, paysans et de l'agriculture biologique au sein du CEES, qu'ils tentent de faire passer pour des obscurantistes et des anti-science réfractaires à toute innovation. L'objectif est-il de faire exclure du HCB les voix critiques au développement sans frein des OGM ? L'innovation et le progrès agricole ont-ils plus de chance de venir de la fuite en avant technoscientiste, ou des mouvements paysans, écologistes et citoyens ? *Fnab, 40, rue de Malte, 75011 Paris, 01 43 38 38 69, www.fnab.org.*


CIMMYT

Un technicien de laboratoire coupe l'endosperme d'une graine de maïs pour l'extraction d'ADN.

santé

Téléphones portables

■ Les voix du Seigneur... Le 26 septembre 2011, le Père Gil Florini curé-doyen de Nice Centre, après avoir béni des animaux, a annoncé son intention de bénir des téléphones portables ! Après tout, ce n'est pas plus stupide que de bénir des canons ou des obus, ce que les représentants de l'Eglise catholique font très régulièrement. Dans une lettre ouverte à l'évêque de Nice, Robin des Toits rappelle le danger de ces appareils et demande à l'Eglise de s'interroger sur les problèmes de santé que posent les antennes-relais posées sur ou dans les clochers des églises (il y en aurait plusieurs milliers en France). *Robin des Toits, 12, rue Lucien-Sampaix, 75010 Paris, tél. : 01 43 55 96 08.*

■ Paris sous les ondes. Alors qu'en 2009, la ville de Paris avait émis un vœu pour que le seuil d'exposition aux antennes-relais de téléphonie mobile ne dépasse pas 0,6 V/m, les opérateurs ont toujours refusé de voir inscrire cette limite dans les contrats de concessions.
Le 13 octobre 2011, la ville de Paris a annoncé l'arrêt des négociations. Donc du fait du non-renouvellement des autorisations à partir de cette date, le fonctionnement des antennes-relais va progressivement devenir illégal. Différentes associations spécialisées sur le sujet demandent à la mairie d'être cohérente et de demander le démontage des antennes illégales. (source : *Priartèm et Agir pour l'environnement*)

Objection vaccinale

Alis, Association liberté information santé, diffuse des cartes postales pétitions pour demander au ministère la possibilité d'émettre une clause de conscience face aux obligations vaccinales. Ces cartes sont disponibles (30 pour 6 €, 50 pour 10 €, 100 pour 20 €) auprès de *Alis, 19, rue de l'Argentière, 63200 Riom, tél. : 04 73 63 02 21, jeanpaulpellet@orange.fr.*


D. R.

le féminisme... au masculin

Eloge du "traître"

Parler d'une "domination des hommes sur les femmes" peut paraître simpliste à certain-e-s. Il serait difficile de parler "des hommes" et "des femmes" comme d'entités homogènes...


D. R.

Passons sur la diversité des subjectivités et des histoires personnelles, car c'est l'analyse des mécanismes de la domination genrée qui nous intéresse ici. D'autres lignes de domination entrent en jeu dans les rapports sociaux, liées à la couleur de peau, l'origine sociale, l'âge, la validité…Ces dominations se chevauchent parfois, sans coïncider. Par exemple, une femme noire pauvre pourra subir l'exploitation d'hommes noirs pauvres (en tant que femme) et les deux pourront subir les discriminations de femmes blanches bourgeoises (en tant que noir-e-s pauvres), etc.

Ceci dit, tous les hommes, même ceux discriminés par ailleurs, jouissent encore objectivement, en tant qu'appartenant à la "classe des hommes", de privilèges sur la "classe des femmes" dans son ensemble. Un homme noir pauvre aura plus de facilité à sortir seul en pleine nuit sans danger d'être agressé sexuellement, et il aura moins de risques d'être victime d'esclavage ou de violence domestique, qu'une femme blanche aisée.

Une fois cette mise au point effectuée, les conclusions à tirer sont assez claires. Si je fais partie d'une "classe de sexe" qui bénéficie de privilèges sociaux sur une autre classe et que je suis égalitariste, il ne me reste plus qu'à saper les assises de cette domination. "Abolition des privilèges", qu'ils disaient en 89 ! Je ne saurais agir que depuis ma situation propre : si j'étais une femme, je serais peut-être féministe, mais en tant qu'homme, je peux devenir … un traître ! Un renégat. Expliquons-nous.

Prenons l'humour. Il joue un rôle fondamental dans les mécanismes du patriarcat. L'humour a un rôle de "cheval de Troie" de la domination masculine, en venant "autoriser" les propos les plus dégradants, rabaissants, humiliants envers les femmes, là où de telles outrances sont habituellement proscrites. Il a une fonction sociale cachée de "rappel à l'ordre" patriarcal. Ce qui est, avouons-le, tout de suite beaucoup moins drôle.

Comment cela fonctionne-t-il ?

La connivence implicite s'installe très rapidement entre mâles, de regards évocateurs en allusions voilées, de remarques salaces en blagues explicitement sexistes. Sollicité par le regard complice de mes pairs, j'ai du mal à réprimer, en retour, un regard d'empathie agrémenté d'une étincelle de complicité. Je suis alors partie prenante du rapport de force une fois de plus renouvelé qui se met en place pour rappeler aux femmes présentes leur statut d'objets sexuels ou leur place de subordonnées.

La seule solution dans ce cas là pour en sortir, est de rompre la complicité. De refuser d'octroyer le signe d'encouragement sollicité, et de montrer au contraire mon incompréhension, ma gêne ou mon désaccord. Cela peut avoir pour effet d'isoler le blagueur dans une solitude gênante pour lui.

Au bout d'une ou deux tentatives infructueuses, il devrait vite s'arrêter. Le risque bien sûr est de me faire excommunier par mes pairs, qui peuvent alors retourner leur agressivité misogyne contre moi, le "rabat-joie". Mais il faut savoir faire des choix. Bienvenue dans le monde enchanté des traîtres !

Léo Sauvage


Ashley Bristowe

Précarité dès le berceau

En octobre 2010, le Parlement européen a voté un congé maternité porté à 20 semaines (14 actuellement), plus deux de congé paternité intégralement rémunérées (56 % du salaire en France, aujourd'hui). Mais le Conseil des ministres a désavoué ce vote et refusé de négocier : trop coûteux. "Il est pourtant important de progresser sur cette directive, car la précarité des femmes enceintes s'est accrue avec la crise économique", s'est insurgée l'eurodéputée Nicole Kiil-Nielsen (EELV).

La culture est-elle de sexe masculin ?

En Rhône-Alpes, 95 % du budget culturel alloué par l'Etat est géré par des hommes. En France, 85 % des textes joués sur scène sont écrits par des hommes. 84 % des théâtres subventionnés par l'Etat sont dirigés par des hommes. C'est ce qui ressort d'un rapport publié en 2006 par le ministère de la Culture. En 2008, le collectif H/F a vu le jour pour demander une meilleure répartition des sexes dans le domaine culturel. Françoise Barret, auteure, conteuse, secrétaire du collectif, montre que cela ne se limite pas à ces quelques chiffres : dans les pièces de théâtre, les "héros" sont le plus souvent des hommes ; les actrices sont déconsidérées, les techniciens sont majoritairement masculins…

Il existe des groupes régionaux dont celui de Rhône-Alpes : *Collectif H/F Rhône-Alpes, Village Sutter, 10, rue de Vauzelles, 69001 Lyon, tél. : 06 12 52 23 20, www.hfrhonealpes.fr.*

Morts violentes au sein du couple

Selon les chiffres délivrés par le ministère de l'intérieur, les morts violentes au sein du couple en 2010 sont au nombre de 174, soit une relative stabilité depuis 2007. 146 homicides sont perpétrés par un homme sur une femme (84 %) et 28 par une femme sur un homme. Une fois sur deux ce sont la séparation et la jalousie qui sont mises en évidence pour les violences dont les hommes sont les auteurs, ce qui tend à accréditer une conception du couple comme appropriation de la partenaire. Pour les femmes auteurs, ce sont les disputes qui en sont la cause dans la moitié des cas. Dans presque un cas sur deux, les femmes auteurs d'actes entraînant la mort de leur conjoint étaient antérieurement victimes de violences de la part de celui-ci. Dans un cas sur trois, l'auteur homme est sous l'emprise de l'alcool et dans 12 % des cas il est atteint de troubles psychiatriques. Treize cas peuvent être assimilés à une euthanasie sauvage sur une conjointe malade. La tranche d'âge la plus touchée tant au niveau auteurs que victimes est les 41/50 ans puis les 31/40 ans. Un tiers des auteurs se sont suicidés et 10 % ont tenté de le faire.


D. R.

Talons hauts

Les talons hauts provoquent différents problèmes de santé, car les positions du pied et de la jambe ne sont pas normales : douleurs dans les lombaires, aggravation des problèmes de dos, usure prématurée des genoux, déformation du gros orteil (oignon), flexion du talon d'Achille, fibrose des nerfs du pied, blessure aux chevilles (provoquée par les chutes), inflammation du talon qui frotte anormalement contre la chaussure… et cellulite ! Mais alors les avantages ? Ils sont surtout pour ceux qui regardent le cul de la porteuse, car les talons hauts provoquent un déhanché spécial et font ressortir les fesses. Les corsets ont aujourd'hui disparu, pas encore les talons hauts. (source : *George n°0*)





La sécurité... Avec ou sans ?

"L'arme nucléaire garantit notre sécurité ! L'arme nucléaire est notre assurance-vie ! L'arme nucléaire a empêché des guerres ! L'arme nucléaire dissuade nos agresseurs !" Les affirmations des pro-nucléaires correspondent-elles à une réalité en 2012 ?

L'analyse des soixante dernières années mérite d'être revue. L'arme nucléaire a favorisé des crises graves. Elle est responsable de la crise de Cuba en 1962 avec l'installation de missiles soviétiques sur l'ile, et aussi de la crise des Euromissiles avec les missiles à la frontière de l'Europe de l'Ouest. Elle n'a pas empêché la guerre du Vietnam, ni l'invasion de la Hongrie. Et les guerres ont été nombreuses... Bref, réellement, l'arme nucléaire a plutôt créé des problèmes que de véritables protections.

De quelle sécurité parle-t-on maintenant ? Contre qui les armes nucléaires protègent-elles? Les États-Unis envisagent-il réellement une guerre nucléaire contre la Russie ou contre la Chine ? Absurde ! La France pense-t-elle à une invasion de chars russes ? Absurde !

Comment la "sécurité" du monde a-t-elle été gérée depuis 60 ans ? C'est l'ONU qui a permis des rencontres (conflictuelles) entre les États. En Europe, c'est l'OSCE (Organisation pour la sécurité commune) qui a été créée. Et surtout l'Union européenne a montré que des pays qui se sont fait la guerre peuvent devenir partenaires. Voilà les raisons de notre sécurité pendant 60 ans. Et cela signifie que, pour le futur, il faut tendre vers des constructions communes. L'Union européenne et la Russie, quel avenir commun ? Voilà une question sur la sécurité !

Renforcer les moyens pour la sécurité ? Indispensable ! Un exemple : l'OSCE a été créée pour "être un forum pour les négociations politiques et la prise de décision dans les domaines de l'alerte précoce, de la prévention des conflits, de la gestion des crises et du relèvement post-conflit. (...) L'OSCE est la plus importante des organisations de sécurité régionale. Elle déploie un large éventail d'activités relevant des trois dimensions de la sécurité: humaine, politico-militaire et économico-environnementale." *. Mais son budget est dix fois plus petit que celui de l'OTAN. Une nouvelle conception de la sécurité implique des renversements de priorité budgétaire !

L'arme nucléaire n'assure pas notre sécurité dans le monde du 21e siècle, elle est totalement inutilisable ! Où pourrions nous envoyer l'une de nos 300 bombes nucléaires françaises pouvant détruire une ville comme Paris ? Quel ennemi en serait-il "dissuadé" ? Au contraire, des terroristes pourraient nous prendre pour cible, nous et nos installations nucléaires...

La campagne électorale présidentielle est le moment privilégié pour remettre en question nos armes nucléaires. A condition que le débat porte sur ce sujet ! Écrire un petit mot sur un papier ou sur un blog coûte un peu de temps. Mais notre responsabilité est là. Le changement implique un petit instant de chacun...

Bonne écriture !

Dominique Lalanne
do.lalanne@wanadoo.fr

* voir le site internet

Ndlr : voir aussi la chronique de Silence n° 389 p.23 pour découvrir les autres raisons non-dites et tabous de la possession des armes nucléaires.

Logements sociaux

122 000 nouveaux logements sociaux ont été financés en trois ans (2008-2010), soit un résultat supérieur à l'objectif du gouvernement… mais cela reste insuffisant pour la Fondation Abbé-Pierre qui rappelle qu'il y a un million de demandes de HLM insatisfaites. La fondation rappelle que 50 % des communes de plus de 50 000 habitants (soit 682 villes) ne respectent pas la loi obligeant à disposer de 20 % de logements sociaux (contre 60 % trois ans plus tôt). Elle demande que le quota soit monté à 25 % et même 30 % dans les dix plus grandes villes.

L'art de communiquer

La Biennale Arts-Science de l'agglomération grenobloise qui s'est tenu du 29 septembre au 9 octobre présente son programme avec les termes suivants : *"exploration sensible, écorce du vent, chemin d'eau, aventure scientifique, jardin mythique, instrument à improviser, figure du rebelle, questionnement onirique, apéro mathématiques, résistance, arbres à souhaits, splendeur lumineuse, appétit de curiosité, ponts entre les mondes, promenade ludique, sciences à roulettes ! graines de rencontres, imaginons ensemble"*. L'association Pièces & Main d'Œuvre propose un autre vocabulaire : *"phtalates, plomb, mercure, pesticides, métaux lourds, neurotoxiques, cocktail chimique, nanoparticules, pollution, contamination, parkinson, secret industriel, obésité, toc, alzheimer, épidémie silencieuse, électrodes, implant cérébral, manipulation du comportement, contrôle du cerveau, psychochirurgie, cobayes, compétition mondiale, homme-machine, possession technologique, post-humanité, empreinte cérébrale, société de contrainte…"*. Evidemment, pour avoir du monde, la première liste est plus séduisante. Pourtant, on parle bien du même monde dans les deux cas.

Paris

La maison des Roms incendiées

Le 24 octobre au soir, une maison squattée au 163, rue des Pyrénées (Paris 20e), surnommée La Baraka où vivaient une centaine de personnes depuis un an a été attaquée et incendiée à coups de cocktails molotov. L'incendie a été très violent et le bâtiment s'est effondré. Un corps a été retrouvé dans les décombres, une personne a été grièvement blessée, 114 personnes dont 43 enfants se retrouvent à la rue. Deux jours avant, une manifestation hostile de "voisins" avait eu lieu et des slogans "on va tous vous brûler" entendus. Deux semaines avant, un début d'incendie suspect avait été éteint à temps. A force de stigmatiser la population Rom, le gouvernement a sa part de responsabilité dans ce genre d'actes xénophobes. (plus d'infos : *www.parisseveille.info*)



Après leur expulsion du campement sous l'autoroute A86, en août 2010, des Roms de Choisy-le-Roi attendent une solution d'hébergement de la Préfecture dans un gymnase mis à leur disposition par la mairie.



D. R. D. R.

A Bruxelles... A Madrid...

La journée des Indignés

Cinq mois après le début du mouvement à Madrid, le mouvement des Indignés à fait tache d'huile dans le monde. Le 15 octobre 2011, des manifestations se sont tenues dans plus de 1000 villes dans 82 pays, avec un slogan commun "Sauvez les gens, pas les banques". C'est en Espagne que des records de mobilisation ont eu lieu : 500 000 personnes à Madrid, 600 000 à Barcelone selon les quotidiens espagnols… Mais ils étaient aussi plus de 100 000 à Rome, 20 000 à Lisbonne pour encercler le parlement, 5000 à Francfort devant le siège de la Banque centrale européenne, 2000 à Wall Street à New York, un millier devant la Bourse à Londres, un millier devant la Bourse à Amsterdam, 500 dans le quartier des banques à Zürich, quelques centaines dans les capitales asiatiques, quelques centaines à Paris. Combien au total ? Difficile à dire… Mais comme le dit le slogan de New York : "nous sommes 99 % et les aides financières ne servent que pour 1 %".

Lanceur d'alerte

Soutien à Jacques Poirier

Jacques Poirier a été licencié par Aventis Pharma en 2003 alors qu'il refusait de cautionner des pratiques douteuses dans le contrôle de la sécurité sanitaire des héparines. Le scandale international de 2007-2008 (héparines frelatées par ajout de chondroïtine persulfatée et conséquences, en particulier allergiques) lui a donné raison. Ces conséquences auraient pu être en partie évitées si l'on avait écouté et mis en place les mesures qu'il exigeait. Malgré la confirmation de ses craintes, il n'a pas été réintégré, ni dédommagé pour ce licenciement abusif. Le 6 février 2012 sera rendu à la cour d'appel de Versailles le jugement de son procès aux prudhommes. (Source : *Fondation Sciences Citoyennes*).

La Palestine, 195e Etat de l'Unesco

Par 107 voix, 14 contre et 52 abstentions, la Palestine est devenue membre de plein droit de l'Unesco, le 1er novembre 2011. A la différence de l'ONU, il n'y a pas de droit de veto à l'Unesco. A noter que la France a voté en faveur de l'adhésion. Les Etats-Unis, qui ont voté contre, ont immédiatement annoncé la suspension de leur cotisation à l'établissement culturel de l'ONU.

Israël veut attaquer l'Iran

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense Ehud Barak ont annoncé le 28 octobre 2011, devant les députés israéliens, vouloir neutraliser militairement les installations nucléaires de l'Iran. Mais pour le moment l'état-major de l'Armée s'y refuse. Une telle attaque pourrait provoquer une guerre gigantesque au Proche-Orient. Qu'en pensent les peuples concernés ?

Allemagne

Les Verts dans toutes les régions

Alors qu'ils ont pris la tête d'une première région, le Bade-Wurtenberg, ils n'étaient pas encore représentés au sein de la région de l'ex-Allemagne de l'Est de Mecklembourg-Poméranie. En réalisant 8,4 % aux élections régionales du 4 septembre 2011, ils entrent dans le dernier parlement régional où ils étaient absents.

> **S'accrocher au nucléaire, c'est comme s'accrocher au minitel alors qu'il y a internet**
>
> **Eva Joly avant un entretien avec François Hollande, le 25 octobre 2012**

Sauver les finances ou sauver les peuples ?

Dans la nuit du 26 au 27 octobre 2011, les chefs d'Etat de l'Union européenne ont validé un énième plan de sortie de crise. Si les banques vont devoir renoncer à la moitié des créances qu'ils ont avec la Grèce, l'Europe leur garantit une aide financière pour faire passer la pilule. Ce qu'on supprime avec une main, on le redonne de l'autre. Pour boucher les trous, un Fonds européen est mis en place qui prêtera aux Etats en difficulté. Ce fonds va emprunter sur le marché international (probablement auprès de la Chine). C'est reculer pour mieux sauter : il faudra bien que ce fonds rembourse ensuite ces emprunts. A la fin, il n'y a pas de miracle, ce seront les contribuables qui devront payer. L'origine de cette crise vient du fait que depuis maintenant une trentaine d'années, les budgets des Etats, gérés par la gauche ou par la droite, sont toujours calculés en fonction d'une croissance importante, laquelle n'est pas au rendez-vous et ne permet pas alors d'équilibrer les budgets. Les déficits se sont ainsi creusés jusqu'à atteindre des limites que les accords depuis 2007 ne font que repousser… en amplifiant le phénomène. Les deux principaux candidats aux élections présidentielles ne changent pas une recette qui perd puisque PS et UMP récitent tous les deux le même refrain : la croissance, la croissance…

Mais la croissance est morte du fait de la raréfaction des ressources naturelles. Nos économistes, atterrés ou atterrants, vont-ils un jour accepter de plancher sur des scénarios où l'on se préoccupe du bonheur des gens et de la santé de la planète et non des résultats financiers des banques ?



Vivent les Zones Textiles Autonomes !

Au dernier congrès des villes en transition qui s'est tenu à Liverpool en juillet 2011, il ressortait une double tendance. Un peu désabusée, la militance "pure" (*activism* en anglais), dont l'objet est de mobiliser des associations existantes et de diffuser largement un nouvel état d'esprit favorable à la transition vers un monde sans pétrole bon marché, commençait à s'essouffler. Cette fatigue se manifestait devant la difficulté — certains disent l'impossibilité — de notre société économique à évoluer, ne serait-ce que marginalement, vers des formes résilientes et localisées. Ce sentiment était nourri par l'expérience pratique de certaines villes transitionneuses qui étaient arrivées au point 12 et dernier du programme proposé par Rob Hopkins et qui ne voyaient pas pour autant leur vie bouleversée. En revanche une autre tendance commençait à s'affirmer, l'entreprenariat social (*social business* en anglais). Des petits entrepreneurs se lançaient dans des opérations innovantes, fondées sur la relocalisation d'activités sous des formes où l'équitable, le social et le solidaire avaient une place déterminante. Mouvement très embryonnaire, mais existant vraiment.
A Marseille, nous avons une ébauche de cette tendance avec la ZTA, Zone Textile Autonome. Cette zone regroupe, de façon encore informelle, de petites associations qui tournent autour de la récupération de vêtements usagés. Il s'agit, entre autres, de la "customisation" de fripes pour leur redonner une nouvelle vie au goût du jour ou la transformation en accessoires originaux (détournement de la cravate par exemple). Cette activité est complétée par des animations, dans des centres sociaux notamment, autour de machines à coudre et auprès de publics variés, souvent appartenant à des classes défavorisées.
Le propos premier de ces animations est d'aider des familles à maîtriser la partie habillement de leur budget par une autoproduction partielle. Une difficulté réelle est que les vêtements neufs offerts à la concupiscence de nos concitoyens sont outrageusement bon marché (et de mauvaise qualité !) grâce à la complaisance des pouvoirs publics devant l'invasion du textile produit par des esclaves asiatiques.
Un autre propos, tout à fait complémentaire, est de lutter contre l'hégémonie des vêtements « de marque ». Là aussi, c'est un difficile combat car beaucoup de jeunes sont souvent intimement persuadés que leur charme auprès des filles tient plus à la marque de leur polo qu'à leur personnalité profonde.
Pour le moment, la ZTA se fait connaître par des stands lors de manifestations alternatives marseillaises, avec dépôt, vente, échange de vêtements et accessoires, atelier couture improvisé et diffusion d'informations sur les participants et adresses utiles. Notons que le mouvement Emmaüs fondé par l'abbé Pierre est un précurseur dans ce domaine.
Quand la ZTA aura divers pignons sur rue, le mouvement de la transition à Marseille aura fait un bon pas dans la bonne direction. Premier signe encourageant, un premier pignon est déjà en train de se mettre en place !

Christian Araud

■ Contacts pour ZTA : contact@geraldinet.fr ou elise@trilogik.org

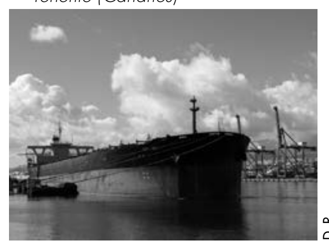
Imaginons demain, une France où il n'y ait que 200 000 chômeurs, où la criminalité soit réduite des quatre cinquièmes, les hospitalisations pour troubles psychiatriques des deux tiers, les suicides des jeunes de moitié, où la drogue disparaisse : n'aurions-nous pas l'impression d'une merveilleuse embellie humaine ? C'était cependant la France des années 60.

Philippe Saint-Marc, *L'Economie barbare,* éd. Frison-Roche. Même si la décroissance n'est pas un retour en arrière, il est toujours bon de se souvenir qu'un autre monde a été possible.

Débats sur les mots...

Certains trouvent le mot "décroissance" trop négatif, d'où des recherches pour d'autres mots qui indiqueraient la même sensibilité. En Italie, le mouvement *Slow food* est né d'une critique des fast-food proposant une réappropriation du temps par rapport à la nourriture. Des repas conviviaux sont ainsi organisés un peu partout. Première dérive de ce mouvement : en France, le mouvement qui porte le même nom est beaucoup moins politisé et se cantonne à la promotion de la gastronomie.
A partir du mot "slow" sont apparus ensuite les "slow city" : des villes qui ralentiraient. Même si le mouvement britannique des *transition towns* est un cran en-dessous des propositions des décroissants français, cela reste beaucoup plus global que les "slow city" qui se rapprochent du concept de "développement durable" et des "agenda 21"…
Il y a encore pire : dans le domaine de la mode est apparu le concept de "slow wear" (vêtements lents ?) qui propose des vêtements éthiques qui serait "durables", c'est-à-dire conçus en matériaux solides et dans des formes qui ne se démodent pas. Une simple recherche sur internet montre que c'est tout et n'importe quoi. De manière plus générale, on trouve la "slow tendance" qui s'avère un changement de nom du développement durable… il s'agirait de ralentir un peu pour proposer des objets plus économes permettant une meilleure sortie de la crise. On trouve déjà ainsi des "slow cars" (des voitures qui consomment un peu moins)… Bref, un mot dévoyé… Le terme de "sobriété" est avancé par d'autres… Elle peut-être heureuse pour Pierre Rhabhi… mais est déjà soutenable dans la bouche des développementistes… En Espagne, certains s'essaient au mot "désescalade", encore un mot négatif. Mais c'est peut-être parce qu'il est négatif que le mot décroissance résiste à la récupération comme le mot non-violence. MB.

Un pétrolier dans le port de Ténérife (Canaries)



D. R.

Des îles sans pétrole

L'Ile du Fer, une île des Canaries espagnoles (278 km², 10 700 habitants permanents) consomme actuellement 6000 tonnes de pétrole livrées par bateau. Pour supprimer cette dépendance, les autorités ont lancé un projet combinant éolien (5 machines de 2 MW) et turbinage d'eau entre deux barrages (puissance possible de 12 MW). Quand il y a beaucoup de vent, l'électricité excédentaire remonte de l'eau. Quand il n'y a pas de vent, on turbine l'eau pour produire de l'électricité. L'île voisine de Tenneriffe a lancé un programme similaire, mais avec une puissance nécessaire de 150 MW. Le gouvernement des Etats-Unis a lancé un programme pour l'île d'Hawaï (300 MW). Des îles sont déjà autonomes au nord de l'Allemagne.

Europe

Un million d'emplois

Selon les statistiques européennes, le cap du million d'emplois dans le domaine des énergies renouvelables a été franchi en 2010. Pour cette seule année, 100 000 emplois ont vu le jour… dont seulement 8000 en France.

⮟ *Techniciens intervenant sur une nacelle d'éolienne industrielle.*



D. R.

Eolien

■ **Danemark : éoliennes majoritaires en 2020.** Au Danemark, les éoliennes ont fourni, en 2010, 31 % de l'électricité du pays. Le gouvernement s'est fixé comme objectif de dépasser 50 % en 2020. En France, nos ingénieurs apprennent encore qu'il n'est pas possible de dépasser 10 % d'énergie éolienne dans le réseau !

■ **Danemark : forêt menacée.** Début août 2011, la police danoise est intervenue violemment contre des écologistes installés sur des arbres de la forêt de Østerild, au nord du pays. Cette forêt protégée est menacée par un projet de centre de recherche industriel : l'étude de résistance d'éoliennes géantes de plus de 200 m de haut (jusqu'à 10 MW chacune). Rappelons que l'on peut produire de l'énergie avec des éoliennes de taille modeste et que la course au gigantisme ne peut que conduire à des accidents tout aussi géants.

■ **Allemagne : développement de l'éolien offshore.** Après la décision d'arrêt du nucléaire, le gouvernement allemand a lancé des appels d'offres pour l'installation massive d'éoliennes dans la mer du Nord. Ce type d'éoliennes devrait fournir 20 % de l'électricité du pays en 2020. Les éoliennes installées actuellement font 5 MW de puissance, peuvent supporter des vents de 300 km/h. L'objectif est d'en installer 2000 d'ici 2020 (soit 10 000 MW), 5000 d'ici 2030 (25 000 MW). Une éolienne de 5 MW installée coûte actuellement 20 millions d'euros, mais les industriels estiment que cela devrait baisser de moitié d'ici 2030. En offshore, le rendement est excellent… mais les conditions de travail plus difficiles. Ce recours aux renouvelables s'accompagne d'une politique d'efficacité d'énergie qui pour le moment se traduit par une relative stabilité des consommations électriques.

■ **Le Havre : usines pour l'éolien offshore.** Alors que les industriels se jettent sur le marché de l'éolien industriel offshore, la ville du Havre a indiqué que deux usines pourraient voir le jour dans son port. Une pour la construction des nacelles, l'autre pour les pales. Et qui serait l'industriel ? Areva associé avec GDF Suez et Vinci.

Paris

Interdiction du chauffage des terrasses

Le conseil de Paris a adopté une mesure d'interdiction du chauffage des terrasses de café comme cela se faisait de plus en plus. Le gaspillage est jugé inopportun. Les établissements ayant des terrasses ont deux ans pour supprimer leurs installations. Interrogés sur les alternatives possibles, le groupe des écologistes a proposé de faire comme en Allemagne : les cafés et restaurants mettent à disposition des clients des couvertures.

Grèce

Le salut dans les renouvelables ?

L'Allemagne a annoncé son intérêt pour acheter de l'électricité d'origine renouvelable à la Grèce. Georges Papandréou, premier ministre grec, a annoncé, le 15 septembre 2011, le lancement d'un programme ambitieux : 20 000 hectares de photopiles d'ici 2020, pour 29 milliards d'euros d'investissements, ce qui devrait créer 60 000 emplois. Cela ferait monter sa production électrique renouvelable à 29 % contre 12 % actuellement (dont 8,6 % par l'hydraulique). Les photopiles devraient se substituer à des centrales thermiques à lignite, très polluantes et permettre d'exporter de l'électricité, notamment à l'Allemagne.

Agrocarburants

■ **Forte hausse.** En 2008, ce sont 10 220 713 tonnes d'équivalent pétrole qui ont été consommées dans l'Union européenne. Un chiffre qui grimpe à 12 097 000 en 2009, soit un taux de croissance de 18 % sur un an. L'Union européenne qui donne ces statistiques n'indique pas combien d'hectares agricoles cela nécessite.

■ **Alternative au kérosène.** Le 17 octobre 2011, pour la première fois, un avion d'Air France a relié Toulouse à Paris en utilisant un mélange 50 % kérosène, 50 % agrocarburants. Nous qui espérions que les avions resteraient cloués au sol en cas de manque de pétrole, rien n'est donc moins sûr. Déjà on détruit l'agriculture pour alimenter nos voitures, on peut bien la détruire un peu plus pour continuer à voler !

■ **Importés.** Le développement d'une filière d'agrocarburants devait permettre une plus grande indépendance vis-à-vis du pétrole (au détriment de notre indépendance alimentaire). Mais dans les faits, il n'en est rien. Dans un rapport rendu public le 20 juillet 2011, Greenpeace révèle que nos usines d'agrocarburants importent 30 % des matières premières (principalement de l'huile de soja et de l'huile de palme). En France, il y a 7 % d'agrocarburants dans le diesel. La production de ces huiles à l'extérieur permet de faire baisser artificiellement le bilan carbone des agrocarburants ici. Si on intègre les émissions externes, le bilan devient moins bon que pour le pétrole. L'étude de Greenpeace, en anglais est disponible sur internet : *www.greenpeace.org/eu-unit/en/Publications/2011/Biodiesel-tested/*

Consommation d'internet

Le 8 septembre, Google a publié une estimation de sa consommation électrique. Ce seul site internet consomme autant qu'une ville des Etats-Unis de 200 000 habitants. Elle précise pour justifier son côté "vert" que 25 % de cette énergie provient de ressources renouvelables : Google a en effet racheté plusieurs barrages hydrauliques pour alimenter ses centres de données.



Robert Scoble

⮝ *Chaque datacenter d'internet est un gros consommateur d'électricité.*



Vision d'avenir…

Pour comprendre vers quoi veulent nous emmener les réformes du gouvernement dans le domaine de l'éducation, il suffit de regarder du côté des pays où cette éducation a été libéralisée : les Etats-Unis et la Grande-Bretagne par exemple. Aux Etats-Unis, des écoles se financent avec des accords avec Disney Channel. Des heures sont réservées dans la journée pour que les enfants regardent la chaîne de télévision. Il est bien précisé dans le contrat avec les écoles que les enfants ne peuvent se rendre aux toilettes pendant les nombreuses pauses publicitaires.

En Grande-Bretagne, Mc Donald's a obtenu d'ouvrir ses propres établissements de formation pour la préparation à des bacs professionnels. Ces établissements fonctionnent en alternance, c'est-à-dire que les élèves sont une semaine en cours, puis deux semaines en entreprise… l'entreprise étant l'un des multiples restaurants de la chaîne de fast-food. La multinationale s'y retrouve : elle économise sur les salaires des apprentis. Mc Donald's a demandé début mai 2009 à pouvoir ouvrir des établissements d'études supérieures… ce qui lui permettrait de former le personnel encadrant de ses fast-food, mais le gouvernement britannique a estimé que Mc Donald's devait encore améliorer ses méthodes éducatives.



D. R.

L'ordinateur avant tout ?

Selon une étude menée en octobre 2010, par AVG, éditeur d'antivirus, auprès de 2200 mères d'enfants de 2 à 5 ans, aux Etats-Unis, en Europe, au Japon et en Australie,

- 69% d'entre eux savent se servir d'une souris d'ordinateur
- 63% savent éteindre ou allumer un ordinateur
- 25% savent ouvrir un navigateur web (internet explorer, mozilla ou chrome)
- 16% savent naviguer entre les pages web (hyperliens, images)

Par comparaison :

- 77 % savent faire un puzzle
- 52 % savent faire du vélo
- 39 % connaissent leur adresse
- 20 % savent nager
- 11% sont capables de lacer leurs chaussures…



Chine

Cosmétiques bios et tests sur les animaux

Depuis le 11 mars 2009, l'Europe interdit les tests sur animaux pour évaluer la toxicité ou l'innocuité des ingrédients des cosmétiques. A partir de 2013, cette interdiction couvrira également les effets de la toxicité à long terme.
La Chine, qui voit ses importations de cosmétiques (bio ou non) augmenter d'année en année, a décidé en avril 2010, que les produits vendus dans le pays doivent être testés sur animaux. Un bon moyen de se débarrasser des produits européens.
Ecocert, organisme certificateur en France, s'est posé la question de savoir s'il était possible de certifier un produit "bio" testé sur animaux. Le 20 avril 2011, il a répondu par la négative.
Pourtant des produits "bio" de marques européennes sont toujours présents sur le marché chinois. Comment cela est-il possible ? En les fabriquant directement en Chine ? Mais alors qui les certifie ?

Bretagne

Les convertis satisfaits

Entre 2009 et 2011, le nombre d'exploitations bio en Bretagne est passé de 1000 à 1500. L'Observatoire régional de la production biologique a fait une enquête auprès de 250 d'entre elles pour savoir ce que pensent les convertis de leur changement d'activité : 80 % sont tout à fait satisfaits, 18 % moyennement satisfaits, 2 % pas satisfaits. Leurs motivations pour se lancer dans la bio : les questions d'environnements suivis des questions de santé, puis les considérations économiques, la qualité des aliments, la recherche d'autonomie… 74 trouvent l'opération rentable, 45 en doutent ; 78 ont apprécié le soutien des professionnels de la bio, 14 au contraire se sont sentis plus isolés ; 171 mettent en avant la satisfaction personnelle alors que 8 estiment avoir subi une détérioration de leurs conditions de travail et 42 se plaignent d'une augmentation du temps de travail. 53 ont observé une baisse de rendement, 47 une hausse des ravageurs, 19 un problème sanitaire du troupeau. (*Symbiose*, octobre 2011)

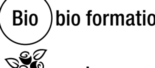
Effet de serres

Les cultures sous serres se développent, dans la bio, comme dans le chimique. Reste à définir, ce qui, sous serre, est encore de l'agriculture biologique. Au niveau européen, une bataille est engagée entre les pays nordiques (pluvieux et frais) et les autres ; ces derniers refusant certaines dérives. Ainsi, la Fnab, Fédération nationale de l'agriculture biologique, a demandé au niveau de l'Ifoam Europe de ne pas autoriser les cultures hors-sol… sauf pour les plants destinés à être replantés en pleine terre ; de même d'interdire l'alimentation par goutte à goutte avec des liquides nutritifs (comme cela se fait par exemple en chimique pour les tomates). Certains poussent au niveau européen à un délai de conversion plus rapide qu'en pleine terre (deux ans) sous prétexte qu'il y a plus de rotations sous serre. La Fnab s'y oppose. Enfin, la Fnab essaie aussi de s'opposer au chauffage et à l'éclairage artificiel des serres, méthodes qui permettent de décaler encore plus les cultures que les serres. Sachant que les plastiques des serres n'ont qu'une durée de vie très limitée (souvent moins de cinq ans), on pourrait aussi débattre de savoir si produire sous des dérivés du pétrole instables est une solution vraiment biologique : les serres en verre existent mais l'investissement est sans commune mesure. *Fnab, 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél. : 01 43 38 38 69, www.fnab.org.*



D. R.

 santé
 dans la rue

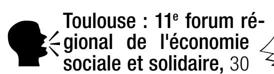
 femmes
 paix
politique, société
habitat
 fêtes, foires, salons
 nord / sud
 énergies
 éducation
Bio bio formation
 environnement
 films, spectacle, culture
décroissance
 vélo



Genève : 5e année pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. *Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.*

Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport, plusieurs maisons à occuper, camping sur place possible. *Contact : reclaimthezad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org. Chèques de soutien à l'ordre des Amis de la Conf', en spécifiant Action Notre-Dame-des-Landes. Amis de la Conf', 104 rue Robespierre, 93170 Bagnolet.*

Paris : *Avenir radieux, une fission française et Elf, la pompe Afrique,* jusqu'au 17 décembre au théâtre du Grand Parquet. Ces deux pièces de et avec Nicolas Lambert qui démontent le système nucléaire français et celui de la Françafrique avec pédagogie et humour, sont jouées en alternance. Les jeudi, vendredi et samedi à 20h et les dimanches à 15h. *Théâtre du Grand Parquet, 20 bis, rue du Département, 75018 Paris. Tél. 01 40 05 01 50.*



1 décembre

Toulouse : 11e forum régional de l'économie sociale et solidaire, 30 novembre et 1er décembre, Espace Vanel, salle Marengo, conférences du mercredi : *les associations sont-elles des entreprises comme les autres. Du local au global, les circuits courts, quelles amplitudes, peut-on vivre sans travailler ?* Conférences du jeudi : *développer ou durer, faut-il choisir ? Les monnaies complémentaires.* Une douzaine d'ateliers, un village d'exposants. *ADEPES, Maison de l'Economie Solidaire, 73, chemin Mange-pommes, 31520 Ramonville-Saint-Agne, tél : 05 61 73 04 86, www.adepes.org.*

Partout : journée mondiale de lutte contre le sida.

Lille : bénévoles et situation de tension, de conflit ou de violence, 1er, 2, 9, 16 décembre et 12 mars, formation gratuite pour des bénévoles associatifs ou salariés associatifs, groupe de 8 à 14 personnes, organisée par l'IFMAN, Institut de formation du mouvement pour une alternatives non-violente. *Inscription obligatoire auprès de l'URIOPSS, 34, rue de Patou, 59000 Lille, tél : 03 20 12 83 45, benevoles@uriopss-npdc.asso.fr.*

Essonne : repas-citoyen, à 20h30 à la salle Georges-Brassens, 35, avenue de la Terrasse, à Juvisy-sur-Orge, débat autour d'un sujet d'actualité choisi par les participants. Chacun apporte un plat. *Attac-Comité Val d'Orge, http://local.attac.org/attac9.*

Essonne : presse et contre-pouvoirs, à 20h30 à la MJC, 10, place Jacques-Brel, à Ris-Orangis (RER D Ris-Orangis), débat animé par Denis Sieffert (Politis) et Renaud Lambert (Monde diplomatique). *Amis du monde diplomatique, Jacques Simon, jacques.simon@crdp.ac-versailles.fr.*

Hauts-de-Seine : quel avenir pour le peuple palestinien, à 20h30, Bourse du travail, 6, rue Lamartine, à Gennevilliers (M° Les Agnettes). Débat animé par B. Ravenel et J. Salingue. *Association France-Palestine Solidarité, SUD c/o C. Bouallou, 121, avenue Division Leclerc, 92160 Antony, afps.sud92@laposte.net.*

Haute-Savoie : les soldats perdus de Tsahal, à 20h30, à l'Atelier Equi'thés, film sur ce qui suit le service militaire en Israël. Repas bio à 19h sur réservation. *Atelier EquiThés, 65, route des S'nailles, 74310 Les Houches, tél : 04 50 54 55 20, http://atelierequithes.blogspot.com.*

2 décembre

Vélorution : à Chambéry, à 18h, place du Palais-de-Justice. A Marseille, à 19h, place Jean-Jaurès.

Aude : toitures végétalisées, à Limoux, théorie, exercices, botanique, visites… *Ecorce, Petite Fournet et Barbéou, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 69 55 38, www.ecorce.org.*

Paris : Gertrude Stein, à 19H, rencontre avec Nadine Satiat, auteure d'une biographie de Gertrude Stein. *Librairie Violette & co, 102, rue de Charonne, 75011 Paris, tél : 01 43 72 16 07, www.violetteandco.com.*

Rhône : bien manger, bien produire, les circuits courts, une alternative ? 9e forum de l'économie sociale et solidaire, école d'architecture de Vaulx-en-Velin. Conférence le matin, repas bio et local, trois ateliers en après-midi : les circuits courts, les réseaux de distribution associatifs, le rôle des communes dans le choix des circuits de distribution. *Inscriptions : Ville de Vaulx-en-Velin, Vivien Gatchuesi, Service économique, tél : 04 72 04 78 02, serveco@mairie-vaulxenvelin.fr.*

Val-d'Oise : *Plus jamais peur,* à 20h30, cinéma Utopia, 1, place Pierre-Mendès-France, à Saint-Ouen, projection du film puis débat sur la révolution tunisienne animé par Luiza Toscane, militante pour les droits de l'homme et Alexis Corbières, Parti de gauche. *www.cinemas-utopia.org.*

3 décembre

Vélorution, à **Paris**, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilori ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch, à **Rouen**, à 14h , parvis de la Cathédrale ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! *Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : http://velorution.org.*

Puy-de-Dôme : les Utopiades, de 19h30 à 22h30, à la gare de l'Utopie de Vertolaye, projection du film *Fin de concession* de Pierre Carles. Puis échanges autour des tartinades d'ana'chronique. *Office de Tourisme, 28, avenue Rhin-et-Danube, 63880 Olliergues, tél : 04 73 95 56 49, www.paysdolliergues.com.*

Bobigny : Etats généraux du collectif national pour le droit des femmes, 3 et 4 décembre à la Bourse du travail. Au programme des débats sur le droit des femmes à disposer de leur corps, la famille, l'autonomie des femmes, l'extrême-droite, les violences faites aux femmes, les femmes en lutte dans le monde. *CADAC, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, colcadac@club-internet.fr.*

Essonne : l'agroécologie, une solution pour la souveraineté alimentaire ? à partir de 8h30, à l'Université d'Evry, bâtiment Maupertuis, amphithéâtre 300, boulevard François-Mitterrand (RER Evry-Courcouronnes), colloque avec Christian Vélot, biologiste (les OGM), Pierre-François Prêt (l'expérience de Terre et Humanisme en France et en Afrique), Jo Ballade (association Prommata, traction animale et autonomie alimentaire), Henri Girard (Reverdir le Sahel, une utopie ?). *www.danaya-france.org.*

Essonne : huit heures pour la Palestine, à partir de 14h30, à la Maison des syndicats, place des Terrasses de l'Agora, à Evry, témoignages, films, débat, dîner et concert. *Union Juive française pour la paix, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 06 26 25 97 33, www.ujfp.org.*

Avignon : 2e rencontre nationale des AMAP, 3 et 4 décembre au lycée agricole François-Pétrarque. Le matin : quatre ateliers sur les 10 ans des AMAP. L'après-midi débats sur la souveraineté alimentaire, sur le Teikei japonais, sur les perspectives puis ateliers pratiques (organisation juridique, charte, comment être paysan en AMAP, les outils des finances solidaires… Dimanche : fonctionnement du Miramap. *http://miramap.org.*

Territoires en transition

• Villeurbanne : rencontres transition, 1er décembre à 18h30, rencontre animée par Guillaume Dorvaux, au restaurant *Couleurs des mets, 5, avenue Alexandre Boutin, 69100 Villeurbanne, tél. : 04 78 84 65 28.*

• Caen : "Cultures en transition", 6 décembre à 20h30, à la Maison des solidarités, 51 quai de Juillet, projection du film de Nils Aguilar. *CITIM, Maison des solidarités, 51, quai de Juillet, 14000 Caen, tél : 02 31 83 09 09, www.citim.asso.fr.*

• Caen, réunion sur la transition, 8 décembre, 20h, au café le Niouzz, 15, boulevard Leroy, 14000 Caen. Réunion du groupe "Caen en transition". *Contact : caenentransition@gmail.com, http://fr.wiserearth.org/group/caenentransition.*

• Mayenne : Mayenne 2025 : Ensemble, rêvons et semons notre avenir, 11 décembre de 10h à 17h30, au centre social Agitato, place Gambetta, à Mayenne, journée de sensibilisation et d'échange intergénérationnelle avec des films, des jeux, des contes, du temps pour échanger et de la chaleur humaine. *mayenne.transition@gmail.com, 02 43 04 41 65, 06 89 26 37 49.*

• Nantes : imaginons Nantes 2030, 14 décembre à 18h30, à l'école d'Architecture, 6, quai François-Mitterrand, la question de l'énergie avec Joëlle Kergréis (Ademe), Bernard Bourges (École des Mines), Alain Clément (École Centrale). Débats organisés par Nantes-Métropole en collaboration avec la revue *Terra Eco.*

• Ariège : groupe transition, 14 décembre à 20h, à la Biocoop, 15, avenue Aulot, à Saint-Girons, débat sur les actions à entreprendre dans le département pour se prévenir des conséquences de la raréfaction du pétrole. *transitionner@yahoo.fr ou 06 72 89 33 31.*

Tarn : l'alterfestive, à 17h30, à la salle Bouzinac de Gaillac, contes et slam, repas, musique… *Association Utopia Citée, 81170 Souel, tél : 05 63 56 27 46, http://laltermondialiste.revolublog.com.*

5 décembre

Paris : chants contre les guerres, à 20h, au Vingtième Théâtre, 7, rue des Platières (M°Ménilmontant ou Gambetta), concert de Serge Utge-Royo et ses amis organisé par Christine Hudin. *Union pacifiste, 66, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris, tél. : 01 45 86 08 75, www.unionpacifiste.org.*

Corrèze, taille et soins naturels des arbres fruitiers, 5 et 6 décembre 2011. Pour comprendre le fonctionnement de différentes espèces d'arbres fruitiers et appréhender la taille et les soins naturels appliqués à ces végétaux. Avec Marceau Bourdarias. *Association le Battement d'Ailes, Lauconie, 19150 Cornil, tél. : 05 55 26 49 98, www.lebattementdailes.org.*

Yvelines : Comment parler du nucléaire ?, à Elancourt. Conférence avec Nicolas Lambert, auteur et acteur de la pièce "Avenir radieux, une fission française". A 20h30, au *Prisme, Les 7 mares, 78990 Elancourt, contact : tél. 01 30 51 46 06, prisme@agglo-sqy.fr.*

6 décembre

Bouches-du-Rhône : comment penser le don en économie ? à 18h30, à la MJC de Martigues, débat avec Benoit Spinosa, philosophe et Fabrice Aubert, économiste. Entrée libre. *MJC de Martigues, boulevard Emile-Zola, 13500 Martigues, tél. : 04 42 07 05 36, www.mjc-martigues.com.*

Lyon : comment exercer une autorité éducative ? MJC Monplaisir, 25, av. des Frères Lumière. Journée d'études organisée par l'Ifman, Institut de formation du Man, avec Véronique Guérin. *Informations et inscriptions : Ifman Rhône-Loire, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69 200 Vénissieux, 04 77 89 20 28, ifman.rl@wanadoo.fr, www.ifman.fr.*

Aude : cuisinez équilibré ! de 9h30 à 17h, à Carcassonne, stage animé par Pascale Lerecouvreux, chef cuisto. *Nature & Progrès Aude, tél. : 04 68 20 94 75.*

Lyon : radiations durables, il était une fois dans l'est…, du 6 au 17 décembre. Le collectif Les Divers Gens a mis en scène le montage théâtral du texte de Barjavel "Lettre ouverte aux vivants qui veulent le rester" et de "La supplication" de Svetlana Alexievitch. Il y est question de Tchernobyl, de Fukushima… A 20h30 sauf le dimanche à 16h. *Lieu : Espace 44 , 44 rue burdeau, 69001 Lyon. Réservation : 04 78 39 79 71, contact@espace44.com.*

7 décembre

Paris : Pornotopie, Playboy et l'invention de la sexualité multimédia, à 19H, rencontre avec Béatrice Préciado, auteure de ce livre. *Librairie Violette & co, 102, rue de Charonne, 75011 Paris, tél. : 01 43 72 16 07, www.violetteandco.com.*

8 décembre

Paris : femmes antimilitaristes, à 20h, au cinéma Le nouveau Latina, 20, rue du Temple (M° Hôtel-de-Ville), projection du film Ecoutez May Picqueray de Bernard Baissat suivi d'un débat avec l'auteur et Nicole Fernandez Ferrer du Centre audiovisuel Simone-de-Beauvoir. *Union pacifiste, 66, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris, tél. : 01 45 86 08 75, www.unionpacifiste.org.*

Haute-Savoie : les Invisibles, à 20h30, à l'Atelier Equi'thés, film sur la vie du père Alejandro Solalinde qui accueille au Mexique les candidats à la traversée de la frontière avec les Etats-Unis. Débat avec Amnesty international. Repas bio à 19h sur réservation. *Atelier EquiThés, 65, route des S'nailles, 74310 Les Houches, tél. : 04 50 54 55 20, http://atelierequithes.blogspot.com.*

Lyon : 50 ans de presse alternative à Lyon et dans sa région, jusqu'au 25 février 2012, aux Archives municipales de Lyon, 1, place des Archives, Lyon 2e (M° et trams Perrache). Exposition proposée par le CEDRATS, Centre d'études et de recherches sur les alternatives sociales. Plus de 200 titres sont présentés autour des thèmes écologie, anarchisme, solidarité, contre-culture, féminisme, antimilitarisme, non-violence, citoyenneté… Colloque international les 19, 20 et 21 janvier 2012 sur le thème " La presse alternative à l'épreuve des utopies et de l'émancipation sociale". Rencontres aux Archives municipales, à 18h30, les jeudis 1er décembre avec *la Décroissance*, le 12 janvier avec *Golias*, le 26 janvier avec le *Cri de l'encre*. Rencontres au Cedrats, à 18h30, le 12 décembre : *Médias alternatifs et mouvements sociaux avec Radio Canut et Rebellyon* ; le 9 février : *Les fruits du CEDRATS : cinq ans de documentation et de recherches sur les alternatives sociales. CEDRATS, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél. : 04 78 29 90 67 l'après-midi.*



agenda

Savoir-faire et découverte

• **Montpellier : initiation au tadelakt marocain,** 2 et 3 décembre.

• **Eure :les meubles en carton,** 5 au 11 décembre à Bernay

• **Lyon : Osez la vannerie,** 10 et 11 décembre au jardin des serres du parc de la Tête d'Or.

Stages organisés par Savoir-faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.



Alsace : Ecotidienne

• **Fabriquer ses produits d'entretien ménager,** 2 décembre à Haguenau

• **Mangeoire pour oiseaux en saules tressés,** 3 décembre à Sparsbach

• **Fabriquer ses peintures murales naturelles,** 10 décembre à Scherwiller

• **Eco-décos de Noël,** 17 décembre à Sparsbach

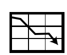
Programme détaillé : *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

9 décembre



Pau : Asphodèle 2011, 9 au 11 décembre au Parc des expositions. 250 exposants, 50 conférences, ateliers et animations. *Utovie, 402, route des Pyrénées, 40320 Bats, tél : 05 58 79 17 93, www.utovie.com/salon_asphodele.*

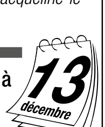
11 décembre



Provence : rencontre inter-SEL, à la salle des fêtes des Mées (Alpes de Haute-Provence), bourse d"échanges d'hiver de 11h à 17h, avec repas partagé. *Jacqueline Lelong, jacqueline-lelong@club-internet.fr.*

13 décembre





Paris : hommage à Georges Brassens, à 9h, devant le Palais de justice, Ile de la Cité, 4, boulevard du Palais, rassemblement et chant collectif de la chanson Hécatombe de Georges Brassens en soutien à deux militants anarchistes qui passent en procès pour avoir chanté la chanson le 18 juin 2011 devant l'Hôtel de Police et qui ont été arrêtés pour "rébellion" à l'époque. Cette chanson irrespectueuse pour la police fait l'objet actuellement de nombreuses poursuites judiciaires alors que ce n'était pas le cas il y a trente ans ! *Groupe Pierre Kropotkine, 8, rue de Fouquerolles 02000 Merlieux-et-Fouquerolles.*

Paris : l'autogestion en Argentine, à 20h, au Foyer de Grenelle, 17, rue de l'Avre (M° La Motte-Picquet-Grenelle), projection du film "Nosostros del Bauen" suivi d'un débat. *Attac Paris 15e, paris15@attac.org.*

Pas-de-Calais : projets d'habitat durable, à 19h, repas échange avec un architecte géologue et l'Espace info énergie. *A Petits Pas, 16, route de Canlers, 62310 Ruisseauville, tél : 03 21 41 70 07, www.apetitspas.net.*

14 décembre

Montreuil : les insurrections méditerranéennes, à 19h30, Espace "Comme vous émoi", 5, rue de la Révolution (M° Croix-de-Chavaux ou Robespierre), débat avec Gus Massiah, du comité scientifique d'Attac. *www.attac93sud.fr.*

15 décembre

Lyon : expédition de S!lence. Jeudi 15 à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi 16 à partir de 9h30, repas de midi offert.

Haute-Savoie : skier sous la bulle à Dubaï, à 20h30, à l'Atelier Equi'thés, débat avec un moniteur de ski qui est allé essayer la piste de ski installée dans un centre commercial. Repas bio sur réservation. *Atelier Equi-Thés, 65, route des S'nailles, 74310 Les Houches, tél : 04 50 54 55 20, http://atelierequithes.blogspot.com.*

16 décembre

Paris : 1re rencontre européenne d'agroforesterie, *Association française d'agroforesterie, 14, rue Pagès, 34070 Montpellier, tél : 04 66 56 85 47, www.agroforesterie.fr.*

Paris : cercle de silence contre le traitement inhumain des sans-papiers, à 18h30, place du Palais-Royal, devant le Conseil d'Etat (1er, M° Palais-Royal). *www.educationsansfrontieres.org.*

17 décembre

Bordeaux : fête de la Mère Noël, à 19h, à la Maison des femmes, tout le monde vient avec un plat et un cadeau (valeur maxi 3 €) pour échanger. A 20h30, concert avec Une fille dans le métro. *Maison des femmes, 27, cours Alsace-Lorraine, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 51 30 95, http://maisondesfemmes.bx.free.fr.*

18 décembre



Lyon : chaîne humaine antinucléaire, en préparation de la chaîne humaine du 11 mars 2012 dans la vallée du Rhône pour demander la sortie du nucléaire. *Plus : tél : 07 77 20 27 71, www.chainehumaine.org.*

21 décembre

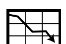
Creuse : écriture et théâtre ! 21 et 22 décembre, au cœur de la nature, stage pour enfants. *La Ferme des Soleils, Marlanges, 23420 Mérinchal, tél : 06 37 57 11 41, www.laplumeenchantee.org.*

22 décembre



Haute-Savoie : fête du solstice d'hiver, à 14h, à l'Atelier Equi'thés, film sur ce qui suit le service militaire en Israël. Repas bio à 19h sur réservation. *Atelier EquiThés, 65, route des S'nailles, 74310 Les Houches, tél : 04 50 54 55 20, http://atelierequithes.blogspot.com.*

24 décembre



Creuse : Célébrer Noël autrement ! du 24 au 26 décembre, écriture et ressourcement, au cœur de la nature, stage pour adultes. *La Ferme des Soleils, Marlanges, 23420 Mérinchal, tél : 06 37 57 11 41, www.laplumeenchantee.org.*

30 décembre



Creuse : Réveillon autrement ! du 30 décembre au 1er janvier, écriture et ressourcement, au cœur de la nature, stage pour adultes. *La Ferme des Soleils, Marlanges, 23420 Mérinchal, tél : 06 37 57 11 41, www.laplumeenchantee.org.*



annonces

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Entraide

■ **Yvelines.** *Silence* recherche entre le 11 et le 19 février 2012 un logement indépendant (de préférence) ou une chambre avec un lit double pour accueillir nos journalistes en tournée dans le département (et en Hauts-de-Seine), en préparation du numéro d'été. Si vous avez cela, merci de téléphoner à la revue (de préférence lundi et mercredi).

Vivre ensemble

■ **Projet de création d'une communauté.** Dans un monde en décomposition, groupe anti-progressiste cherche un territoire pour expérimenter la puissance d'agir sur sa propre vie (décider ensemble dans quel monde nous voulons vivre) par la mise en commun : des réflexions, des décisions, des activités, des résistances, des luttes, de la propriété, de l'argent... dans l'objectif de sortir du totalitarisme financier, bureaucratique et technicien. Contact : *Francis, frgl26@gmail.com.*

■ L'association Chamarel (coopérative d'habitants maison résidence est lyonnais) va créer un habitat coopératif pour personnes vieillissantes. Nous construirons un petit immeuble (Vaulx-en-Velin, Décines ou Bron) de 15 logements, de 40 à 80 m² pour 20 à 25 personnes. Il sera adaptable au handicap. La mutualisation des espaces et des services, les choix architecturaux et techniques permettront de réduire l'empreinte écologique. Réalisation 2016-2018. La gestion collective et la volonté d'ouverture sur le quartier permettront de rester actifs et acteurs le plus longtemps possible. Pour s'informer, pour rejoindre le groupe : *michele.tortonese@wanadoo.fr.*

■ Jeune couple avec un enfant en bas âge, nous désirons créer un lieu partagé avec d'autres personnes. Nous sommes inspirés par des concepts tel que : la sobriété heureuse, l'éducation alternative, la permaculture, l'autoconstruction… Notre projet vise l'autosuffisance alimentaire (élevage et culture). Nous souhaitons apporter notre expérience professionnelle dans la construction et l'éducation ainsi qu'un budget pour le terrain (minimum 1 ha) et bâtiment(s) éventuel(s). 70 000 € maximum. Secteur 54, 57, 88, 67, 68, 70. *Cécile et Christophe Mathis, rue des Vergers, 57260 Domnom-les-Dieuze, christophe-mathis@netcourrier.com, tél. : 03 87 01 91 54.*

■ **Bourgogne du Sud,** offre appartement indépendant meublé, tout équipé, 40 m², en échange d'aide au jardin, à non-fumeur-se, sans animal, durée limitée. *lepoub71@yahoo.fr, 03 85 79 92 17.*

■ **Haute-Garonne :** Ecolectif, Une dizaine de foyers, plus de 25 personnes très diverses, de 2 à 56 ans, inspirés par la communication non-violente, la sociocratie, le concept du continuum et la simplicité florissante, cherche à créer un écohameau . Décisions au consensus. Créativité et activités incluant les personnes de tous âges, selon besoins et motivations. Espaces collectifs et habitats individuels. Eco-auto-construction en milieu rural. Fonctionnement multi-générationnel. Lieu d'apprentissage et d'activités basés sur l'intérêt et le partage. Possibilité d'intégrer le projet "à la carte". Cherche familles avec enfants et/ou adolescents. Compétences en éco-construction, permaculture, artisanat, production d'énergie et services alternatifs. Dons, prêts ou participation à inventer pour achat d'un terrain de 37 ha en Haute-Garonne et première tranche de travaux. Contact : *Isabel Estévez Corniquet, tél. : 06 82 87 64 90.*

■ **Charente-Maritime.** Nous sommes un éco-hameau en début de réalisation, après trois années de préparation. Deux parcelles sur quatorze sont encore disponibles. Plusieurs d'entre nous, et la SCI pour la maison commune, auront besoin d'emprunter pour construire. Nous préférerions emprunter directement auprès de particuliers, au lieu de passer par les banques, en le faisant de façon légale et déclarée. Le prêteur et le prêté seront tous les deux gagnants. Intéressé(e)s comme futurs habitants ou comme prêteurs, contactez *Alain ou Anne-Marie au 05 46 58 56 40, a.rich.art@sfr.fr.*

Agir ensemble

■ **Alpes-Maritimes.** JF, 27 ans, cherche jeunes (au moins d'esprit !), amateurs-trices de randos montagne, botanique, phytothérapie, photo et pourquoi pas musicien-ne-s avec qui partager les balades le week-end. A bientôt. *plantenbalade@gmail.com.*

Rencontres

■ Bonjour, egun on, deuh mad, azul. Je recherche une relation sympathique, pas compliquée, amoureuse, affectueuse et surtout gaie ! J'adore la montagne pour y vivre… le soleil, la rivière et le culturel aussi. J'ai le goût de l'esthétique et j'adore le naturel. En fait, je souhaiterai, à deux, construire un refuge en montagne, pouvoir y recevoir des ami-e-s, y proposer des stages… Cela restera-t-il dans le domaine du rêve ? *Briguitt en Euskal Herria (Pays basque), née le 17 mars 1946. briguittEH@aol.com.*



Pierre Méfivier

Où passent les terres agricoles ?

Alors que l'on s'inquiète de la faible résilience des villes en matière d'alimentation, les terres maraîchères de proximité disparaissent à grande vitesse pour laisser place aux lotissements de maisons individuelles.

Entre 1992 et 2004, la France a perdu 800 000 hectares de terres agricoles ou forestières par artificialisation des sols. Qui mangent ainsi de précieux terrains ? Une étude a été réalisée par l'Insee (programme Agreste) qui donne la répartition suivante (en hectares) :

• Maisons individuelles	410 000
• Réseau routier	148 000
• Equipements de sport et de loisirs	74 000
• Zones industrielles	33 000
• Zones commerciales ou de services	22 000
• Protection du milieu[1]	21 000
• Défense nationale	18 000
• Habitat collectif	11 000
• Décharges, gestion des déchets	10 000
• Lignes ferroviaires (TGV principalement)	10 000
• Réseaux fluviaux ou maritimes	9 000
• Production énergétique	9 000
• Administrations	8 000
• Adduction d'eau	8 000
• Autres	16 000

A noter que les villes augmentent leur surface bien plus vite que n'augmente leur population. Cela traduit la tendance à augmenter les surfaces individuelles d'habitation, partiellement liée à la multiplication des familles divorcées et recomposées (les enfants ayant une chambre chez chacun des parents). Il faut aussi préciser que l'essentiel de l'augmentation des réseaux routiers vient de la viabilisation des lotissements. Maisons individuelles et réseaux routiers sont responsables de 70 % des pertes agricoles.

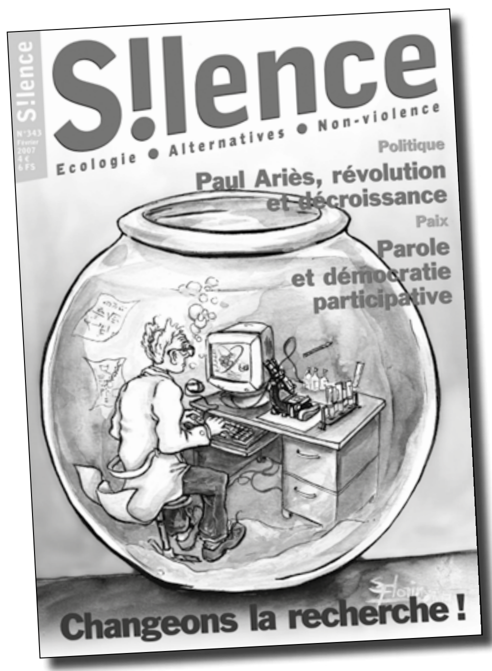
Cette problématique est bien connue de nos élus puisque la loi SRU, Solidarité et renouvellement urbain, du 13 décembre 2000 entend lutter contre la péri-urbanisation et le gaspillage de l'espace en favorisant des programmes allant vers une densification des logements, des zones de travail et des services.

Elle ne semble toutefois pas être assez contraignante puisque les communes continuent à modifier leur PLU, Plan local d'urbanisme, détruisant sans cesse des zones maraîchères.

Si l'on veut relocaliser l'alimentation… le meilleur moyen est déjà de ne pas l'éloigner des consommateurs et donc d'agir pour bloquer les extensions urbaines.

Michel Bernard ■

(1) zones coupe-feu, zones anti-glissements de terrain, bassins anti-inondations



Silence a publié un dossier sur la recherche dans le numéro 343 (février 2007).

La recherche "sous cloche" en procès

L'avocat de l'INRA ne cesse de le répéter durant l'audience : *"N'oublions pas que ce sont les faucheurs qui sont jugés aujourd'hui, pas l'INRA. Il semble qu'il y ait un retournement de situation !"* Et pourtant, rien n'y fait. C'est bel et bien le procès de la recherche publique auquel on assiste du 28 au 30 septembre 2011 dans l'enceinte du tribunal de Colmar.

Tout au long de ce procès, ce sont deux visions opposées de la science et de la recherche qui se confrontent : d'un côté, une vision "sous cloche" défendue par les représentants de l'INRA, considérant les expérimentations transgéniques comme étant sans aucun lien avec les questions sociales liées aux OGM (famine, dominations économiques, problèmes liés au brevetage) et croyant devoir éduquer les citoyens à leur propre intérêt qu'ils ignorent. De l'autre, des prévenus et des témoins, dont les deux anciens chercheurs de l'INRA Jean-Pierre Berlan et Claude Bourguignon, qui défendent une recherche poreuse aux préoccupations et aux rapports de force sociétaux. "Mais enfin, êtes-vous un chercheur ou un militant ?", demande agacé l'avocat de l'INRA au chercheur Christophe Bonneuil. Réponse : "Je suis un chercheur qui vit dans la société et qui a le devoir de ne pas en faire abstraction".

Ce procès fait logiquement suite à l'arrachage des 70 pieds de vigne transgéniques cultivés en milieu extérieur au laboratoire de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) de Colmar, qui a été effectué le 15 août 2010 par 60 faucheurs et faucheuses volontaires venu-e-s de toute la France. C'est d'abord aux prévenus de passer à la barre. Paysans, vignerons, maçon, notaire, médecin, infirmière, architecte, enseignant, il y a de tout dans cette joyeuse troupe allant de 20 à 76 ans. Ils assument leur acte et invoquent les dangers de la contamination irréversible des OGM dans le milieu ambiant, mais aussi le manque de clairvoyance et d'indépendance de l'organisme de recherche publique qui met en place l'essai. Puis c'est au tour des témoins de la partie civile, dont Jean Masson, directeur du centre de l'INRA de Colmar à l'époque des faits. Il est frappant de constater que ce sont ces chercheurs qui se retrouvent au final sur le banc des accusés, constamment obligés de se justifier devant la présidente du tribunal.

La recherche contre la société

L'INRA a décidé de réaliser cet essai de vigne OGM contre la société. Contre les vignerons locaux, dont deux témoignent à la barre : Gérard Goeppe, modeste paysan, et Anne-Claude Leflaive, classée parmi les 500 plus grandes viticultrices du monde. Dans *La France agricole,* journal productiviste, 70% des paysans sondés sont contre la reprise des essais après l'arrachage de Colmar. La société ne veut pas des OGM… mais les chercheurs s'entêtent à les lui imposer. Jean-François Humbert, directeur de recherche à l'INRA, témoigne du fait qu'une part énorme des budgets de recherche de l'institut est englouti dans la génomique, et très peu dans l'agro-écologie.

Une "vraie fausse" recherche participative

Pour faire briller internationalement la France à l'avant-garde des biotechnologies, on construit une expérimentation sociologique grandeur nature. On crée un Comité Local de Suivi (CLS) pour encadrer cet essai… dont la décision a déjà été prise ! Le seul pouvoir donné à ce comité de "profanes" issus de la société civile est d'aménager les conditions de l'essai. C'est l'INRA qui choisit les membres du CLS ainsi que les intervenants scientifiques chargés de les informer (aucun opposant), et qui anime le comité. Et miracle : ça marche ! La société est pour cet essai, en conclut l'INRA ! Ce que dénoncent bien sûr les opposants qui parlent d'un cheval de Troie, d'une expérimentation sociologique grandeur nature en vue de l'acceptabilité sociale des OGM en plein champ.

Verdict du procès : deux mois de prison avec sursis pour les faucheurs, 1200 € d'amendes pour les récidivistes, et 57 000 € de dommages et intérêts pour l'INRA, qui en demandait dix fois plus.

Une idée folle : Et si on mettait en place de réelles procédures de choix pour orienter la recherche publique ? Si c'était la société qui décidait vers quoi elle veut orienter la recherche ? Si la recherche devenait démocratique ? Cela éviterait que son orientation soit décidée dans les Ministères de tutelle où l'on est habitué à tutoyer les représentants des lobbies de l'agrochimie et des multinationales des biotechnologies.

André Croutant ■

Vers une recherche pour le vivant

Face aux aberrations de la recherche française, comment faire pour réorienter la recherche végétale vers le bien public et une agriculture soutenable ?

Quand dans les années 1980 l'informatique s'affirmait comme secteur économique clé, le gouvernement décida de soutenir à bout de bras Thomson, champion industriel national. On acheta alors des milliers de "TO7" qui croupirent dans les écoles, au lieu de développer la recherche et l'innovation sur le logiciel libre, aujourd'hui seul concurrent de Microsoft. Quand Internet s'est développé avec sa puissance de création décentralisée, nos chercheurs de France Télécom avaient tout misé sur un minitel moins ouvert et plus hiérarchique. Entre Tchernobyl et Fukushima, l'Allemagne a déposé vingt fois plus de brevets sur les énergies éolienne et solaire que la France, préparant ainsi une sortie du nucléaire fortement créatrice d'emplois.

Cet aveuglement récurrent qui frappe nos ingénieurs des grands Corps et nos décideurs des politiques de recherche et d'innovation dans l'hexagone, n'épargne malheureusement pas le domaine agronomique. Alors que les signaux environnementaux et sociaux de l'agriculture conventionnelle sont au rouge et qu'un récent rapport à l'ONU montre que l'agriculture biologique peut nourrir le monde[(1)], le gouvernement se vantait en plein Grenelle de l'Environnement d'avoir "multiplié par sept le budget recherche consacré aux OGM."[(2)]

L'agriculture biologique orpheline de la recherche

L'INRA consacre aux biotechnologies végétales des millions d'euros, de vastes laboratoires et des centaines de chercheurs. La recherche agro-écologique en appui de l'agriculture biologique, rationnée à quelques milliers d'euros et quelques post-doctorants, est lanterne rouge en Europe[(3)].

Comme le "tout nucléaire" dans la recherche sur l'énergie, qui plombe aujourd'hui la nécessaire reconversion énergétique française, ce retard français en matière de recherche pour l'agriculture et l'alimentation biologiques (une demande en croissance annuelle de plus de 10%) constitue un nouvel exemple de cécité de nos technocrates hexagonaux. En sciences du végétal, l'Inra et les grandes écoles agronomiques privilégient depuis trois décennies des recherches qui correspondent avant tout aux besoins de l'industrie agro-alimentaire et agro-chimique et non à ceux d'une agriculture écologique, saine, créatrice d'emplois et de solidarité ville-campagne.

Face à la montée, avec les OGM et les brevets sur le vivant, d'un monopole des firmes chimiques (Monsanto, Dupont et quelques autres) sur les semences et l'alimentation mondiale, faut-il croire qu'on va concurrencer ces géants avec "nos" OGM brevetés de l'INRA ou de Limagrain (notre champion national des semences, comme le fut Thomson en informatique et comme l'est AREVA pour l'énergie) ? Ou bien ne faut-il pas plutôt jouer la carte du vivant et des semences comme biens communs et d'une recherche libre au service d'innovations (y compris) variétales sur mesure ? En vue d'une "agriculture 2.0" dégageant plus de valeur ajoutée économique, écologique et sociale… Dans un contexte de changement climatique et d'érosion dramatique de la biodiversité, on ne peut plus se limiter à des variétés génétiquement homogènes adaptées à de polluantes monocultures. Pour préparer l'avenir et retrouver une légitimité, il faut consacrer les deux tiers des budgets et personnels de l'INRA à des approches agro-écologiques !

Christophe Bonneuil,
Isabelle Goldringer
et Pierre-Henri Gouyon ■

■ Christophe Bonneuil est chercheur au CNRS et co-fondateur de la Fondation Sciences Citoyennes,

■ Isabelle Goldringer est Directrice de recherche à l'INRA,

■ Pierre-Henri Gouyon est Professeur au Museum National d'Histoire Naturelle.

(1) Rapport "Agroécologie et droit à l'alimentation", par Olivier De Schutter, Rapporteur Spécial des Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation, mars 2011.

(2) Chantal Jouanno citée par *Rue89*, 19 août 2009.

(3) Gall E., Millot G., Neubauer C., 2009. *"Faiblesse de l'effort français pour la recherche dans le domaine de l'Agriculture Biologique : approche scientométrique", Innovations Agronomiques 4*, 363-375.



Guillaume de Crop

Manifestation devant la Cour d'Assises de Colmar.



Idan et Sahar

Femmes et féministes contre l'armée

En Israël, les hommes doivent accomplir un service militaire obligatoire de trois ans, les femmes de deux ans. Pourquoi et comment certain-e-s en viennent-ils à refuser ? C'est ce que nous avons demandé à deux objectrices de conscience, Idan Halili, 24 ans, et Sahar Vardi, 22 ans, dans le cadre d'une tournée en France.

Entretien réalisé à Lyon en partenariat avec l'émission "Martine, Lilith et les autres" sur Radio Canut (102.2), dans le cadre d'une tournée organisée par le Comité des objecteurs du Tarn (COT) accueillie à Lyon par l'Observatoire des armements, le Collectif 69 de soutien au peuple palestinien, l'Union juive française pour la paix, les Femmes en noir et le MAN-Lyon.

Comment, dans votre parcours, en êtes-vous venues à refuser de faire votre service militaire?

Idan Halili : Au lycée, j'ai découvert la pensée féministe et je me suis engagée contre le trafic des femmes et la prostitution, et pour la défense des enfants victimes d'abus sexuels. Je pensais jouer un rôle féministe durant mon service militaire, en aidant les femmes victimes d'abus sexuels dans l'armée. Mais je me suis rendue compte que je ne pouvais pas le faire au sein de cette organisation patriarcale basée sur la hiérarchie et la violence, qui reproduit les stéréotypes genrés, et où il y a beaucoup d'abus sexuels. Au-delà, c'est tout un "environnement" sexiste qui est créé : blagues, chansons… Cela a des répercussions sur la société civile. Les soldats reçoivent des réponses positives quand ils font preuve de violence. Ils deviennent ensuite des citoyens. On assiste à une augmentation des actes violents, envers les femmes entre autres. Régulièrement ce sont des armes de fonction qui servent à des meurtres commis dans la sphère domestique. Ces armes censées nous protéger, servent à tuer des femmes. A cause de tout cela, j'ai senti qu'il m'était impossible de servir dans l'armée. La décision a été difficile ; refuser l'armée est un acte extrême, et je n'étais pas sûre de pouvoir l'assumer.

Sahar Vardi : L'armée est très "naturelle" pour les enfants israéliens. Nous la côtoyons dans les rues, à l'école nous envoyons des cadeaux aux soldats. L'éducation nous apprend la peur de l'autre. On nous rappelle constamment le risque d'être exterminés en tant que juifs et la nécessité d'avoir une armée qui se bat pour nous défendre. Refuser l'armée c'est être un-e traître qui ne contribue pas à la défense. Or, je voulais montrer par mon acte que l'armée nuit à notre sécurité plutôt qu'elle ne la renforce. Un check-point affecte la vie des gens et devient un motif de haine et de vengeance.

Alors qu'il y avait une série d'attentats-suicides, je suis allée dans un village palestinien pour comprendre ce qui se passait. J'y ai participé à des chantiers. Un jour que nous nous dirigions vers le mur avec un groupe composé d'Israéliens et de Palestiniens, l'armée a commencé à nous tirer dessus. J'avais appris jusque là que les Palestiniens étaient mes ennemis et que l'armée me protégeait, et là c'était exactement l'inverse. Il m'était pourtant difficile de voir l'armée comme ennemie, car j'avais des membres de ma famille, des ami-e-s qui y servaient. Petit à petit, j'ai décidé de refuser : je ne peux pas être amie avec des Palestiniens un jour, et leur tirer dessus le lendemain.

En 2008, nous sommes un groupe à avoir décidé de refuser ensemble, comme un acte

politique. La prison en est un moyen de faire connaître à la société les raisons de notre refus : "Les jeunes Israéliens préfèrent croupir en prison que tirer sur les Palestiniens". J'ai passé deux mois en prison et trois mois en détention. Puis j'ai été libérée pour des motifs psychologiques. Je suis officiellement "folle" !

Comment avez-vous justifié votre refus du service militaire auprès des institutions ?

Idan Halili : Pour une femme, les raisons de refuser sont les suivantes : être religieuse, avoir des enfants, être mariée, avoir des problèmes médicaux ou psychologiques, ou être objectrice. Dans ce dernier cas, il faut être reconnue comme pacifiste. Un comité composé de militaires et de civils décide si tu es pacifiste. Mais leur définition du pacifisme est si étroite que Gandhi aurait échoué au test !

Personnellement, cela ne me convenait pas. J'ai décidé d'être objectrice pour des raisons féministes. J'ai écrit une lettre au comité, qui a refusé d'entendre ma demande, car le féminisme n'est pas reconnu comme une raison valable. J'ai donc été emprisonnée pour convictions féministes et ai passé deux semaines en prison militaire. Cette expérience a été éprouvante, mais m'a renforcée dans mes convictions. En effet, la prison montre comment l'armée ne sait pas s'occuper des problèmes qui touchent les femmes. Les femmes qui ont été abusées sexuellement à l'armée s'enfuient, puis elles sont emprisonnées ! J'ai donc été relâchée et le comité m'a finalement exemptée. Dans sa lettre, il me dit qu'être féministe n'est pas une raison pour être objectrice mais que faire le service militaire serait trop dur pour moi. A ma connaissance, je suis la seule femme pour le moment à avoir revendiqué le motif du féminisme pour refuser l'armée.



J'ai été emprisonnée pour convictions féministes.
Idan Halili

Quelle place occupent les femmes dans l'armée ?

Sahar Vardi : Tous les postes leur sont officiellement ouverts, à part dans les sous-marins, mais seuls les hommes parviennent aux postes les plus hauts, et comme la société est hautement militarisée cela leur ouvre ensuite les portes pour accéder aux postes les mieux placés dans la politique, les entreprises, etc...

Une femme peut refuser une affectation au combat, pas un homme. Les femmes qui prennent des rôles "masculins" développent des codes masculins : voix, attitude, stéréotypes masculins, pour être acceptées et gagner l'égalité. En 1995, la décision de la Cour Suprême d'ouvrir le poste de pilote de chasse à une femme a été considérée comme une grande avancée féministe. Les gens ne se rendent pas compte que la militarisation touche les femmes et les blesse. Souvent, les femmes sur le terrain sont envoyées à la police des frontières, aux checks-points. Et souvent les Palestinien-ne-s les trouvent plus violentes que les hommes : pour se faire reconnaître, elles doivent dépasser les hommes dans l'échelle masculine de "valeurs".

Quelles sont les activités de *New Profile*, organisation à laquelle vous participez toutes les deux ?

Idan Halili : Ce groupe féministe mixte a été créé en 1998 par un groupe de femmes souhaitant parler des effets de la militarisation sur leurs vies de femmes au quotidien, *New Profile* a pour but de démilitariser la société civile israélienne, très militarisée au quotidien. La présence des soldats est banalisée. Une exposition de photographies montre les différents aspects de cette militarisation de la société civile. Nous diffusons également des informations légales sur les conditions pour être exempté-e-s du service militaire.

Votre action de refus rencontre-t-elle de l'écho dans la société israélienne ?

Sahar Vardi : C'est difficile à évaluer. A chaque fois que les médias parlent de *New Profile,* nous recevons des appels et des lettres de jeunes pour nous rejoindre ou connaître les raisons légales d'être exemptés. L'existence des *refuzniks* est connue dans la société. Il est difficile de savoir quelle est l'évolution du mouvement. Parfois les raisons politiques sont camouflées sous des raisons médicales.

Propos recueillis par **Guillaume Gamblin** ■



D. R.

Sahar et Idan

Une éducation militarisée

"Au lycée, un soldat est chargé des classes de première et terminale en tant que conseiller d'orientation militaire, aidant les étudiants à choisir quel rôle ils voudront intégrer dans l'armée, explique Sahar Vardi. *En classe de première, les élèves passent une semaine dans un camp militaire, pendant laquelle ils suivent l'entraînement des soldats. Maintenant, chaque élève doit "adopter une tombe", apprendre l'histoire d'un soldat mort au combat, s'occuper de sa tombe. Le Ministère de l'Education donne une prime aux professeurs qui ont les taux d'enrôlement les plus forts."*

Pour aller plus loin, deux DVD :

- Eyal Sivan, Izkor. *Les Esclaves de la mémoire*, 97 min
- Avi Mograbi, *Pour un seul de mes deux yeux,* 100 min

L'agriculture de demain s'invente au Bec Hellouin



D. R.

▲ *Au Bec Hellouin, la traction animale est à la fois une nécessité économique et un choix : « un moteur, avec moi, ça tombe en panne, dit Charles, alors que mon cheval et moi, on s'entend bien »*

Le maraîchage urbain et périurbain de demain se développera sur des petits terrains très productifs. A cet égard, bien qu'elle se trouve au cœur de la campagne normande, la ferme du Bec Hellouin de Perrine et Charles Hervé-Gruyer est riche d'enseignements. Depuis 5 ans, ce lieu réussit à développer une agriculture productive sur un demi-hectare, en recourant *a minima* aux énergies fossiles.

Lui était professeur sur un bateau école, elle, juriste internationale. C'est en 2006 qu'ils créent la ferme du Bec Hellouin, dans le village du même nom (dans l'Eure). Pour le visiteur, dès le premier coup d'œil, rien ne manque pour en faire un cadre de vie champêtre idyllique. Le projet n'est rien moins qu'ambitieux : "Nous voulons créer un modèle agricole viable en retrouvant les techniques développées par les peuples premiers" explique Charles. Autrement dit, trouver les solutions pour cultiver un demi-hectare de manière rentable sans s'esquinter la santé. Les contraintes sont évidentes. La superficie disponible rend trop coûteux le recours à un tracteur. De plus, "un moteur, avec moi, ça tombe en panne, précise le fermier, alors que mon cheval et moi, on s'entend bien".

Dès leur arrivée, les aménagements ont commencé, en vue de créer plusieurs espaces de culture qui aient chacun leur personnalité, tant par l'aspect visuel que par les techniques de culture mises en place. Pendant ce temps-là, ils prennent contact avec une Amap du 15e arrondissement de Paris, qui cherche des producteurs de légumes. Chargés de fournir 40 paniers dès le printemps 2007, ils doivent trouver l'équilibre entre leur dynamique expérimentale et la pression bonhomme mais réelle des Amapiens, qui attendent leur livraison hebdomadaire de légumes. Initier une démarche aussi alternative "sans visite technique de spécialistes et avec la ferme bio la plus proche à 30 kilomètres de chez nous", a été, et reste, difficile. Les essais et erreurs sont nombreux pour améliorer progressivement les configurations et les usages du terrain. Cependant, très concrètement, "la terre est bonne et ça pousse vite" selon Jean-Claude, salarié de la ferme, et "ça permet d'enchaîner rapidement les cultures". Les chiffres lui donnent d'ailleurs raison : lors de la saison printemps-été 2011, le Bec Hellouin, dit Charles, "a fourni l'équivalent de 90 paniers Amap sur seulement 1500 m² de terrain".

Sur une partie du terrain a été créé un système d'îles où poussent, sur buttes rondes, des légumes à feuilles. La proximité de l'eau s'avère doublement bénéfique puisqu'elle permet d'arroser très peu et que, de plus, elle reflète la lumière. Le principe de non-travail de la terre semble alors donner ses meilleurs résultats.

L'autre parcelle, qui longe la rivière, montre des buttes plates et non paillées. "Nous avons arrêté de pailler pour deux raisons, explique Charles, parce que les limaces se sont régalées de tout ce que nous plantions et parce que c'est l'endroit où nous utilisons le semoir Coleman". Cet instrument étonnant est une des particularités du Bec Hellouin. Il répond à un principe simple et efficace : pour produire plus, plantons plus ! Large de 40 centimètres, le semoir permet d'espacer précisément les lignes de semis en fonction du type de graines, et d'obtenir par exemple 12 rangs de petits légumes sur 80 cm, soit un tous les 6,5 centimètres. En contrepartie, puisqu'il n'est pas possible d'utiliser cet outil sur un paillage, il faut trouver d'autres moyens pour nourrir la terre. C'est là l'un des rôles des animaux de la ferme. Les chevaux de trait et les moutons d'Ouessant, "les

La ferme biologique du Bec Hellouin

Perrine et Charles Hervé-Gruyer
1, sente du Moulin au Cat
27800 Le Bec Hellouin
Tél. : 02 32 44 50 57
contact@fermedubec.com

Le laboratoire de l'Inra-SAD-APT :

www.versailles-grignon.inra.fr/sadapt

Le semoir Coleman est disponible chez Johnny's seeds, revendeur officiel situé dans l'Etat du Maine aux Etats-Unis (www.johnnyseeds.com)

Eliot Coleman, inventeur du semoir, est spécialiste de l'agriculture biologique. Le site de sa ferme des 4 Saisons, également située dans le Maine : www.fourseasonfarm.com

meilleures tondeuses écologiques", fournissent le fumier pour nourrir les plates-bandes.

Sur le reste du terrain, on trouve aussi : des parcelles d'agroforesterie où les arbres fruitiers s'alignent le long des rangs des poireaux, des tas de compost qui servent de champs de courges, un "jardin-mandala" fait d'étroites buttes arrondies et une serre non-chauffée où les carottes poussent sous les tomates. Si le Bec Hellouin met aujourd'hui en avant une proximité, évidente pour le visiteur, avec la permaculture, les deux fondateurs du lieu admettent volontiers n'en avoir entendu parler qu'en 2009, soit bien après l'aménagement du lieu. L'explication est simple : les deux démarches s'inspirent en commun de l'agriculture naturelle (développée par le japonais Masanobu Fukuoka) et des "techniques traditionnelles des peuples premiers".

Aujourd'hui, le Bec Hellouin se prépare à son 4e hiver de production avec un nouveau défi : prolonger, à la demande des Amapiens, la production hivernale. Le deuxième plein-temps que la ferme s'apprête à embaucher ne semble donc pas de trop pour l'ensemble des projets en cours. Perrine et Charles souhaitent en effet recentrer leurs énergies sur la gestion de la ferme, avec en particulier l'éco-centre, qui commence à se peupler de conférences et de séminaires, sur l'accueil des stagiaires en agriculture, ainsi que sur la vie familiale. "Nous commençons à être un peu fatigués du rythme imposé par les sollicitations, les médias (nos plates excuses, ndlr), les porteurs de projets et les particuliers, qui parfois débarquent à la nuit tombée pour visiter la ferme et rester quelques jours". Avis à nos lecteurs donc.

Jordan Belgrave ■



D. R.

Avec une bonne prise en main, le semoir Coleman permet d'obtenir rapidement un semis dense et régulier. L'écartement entre les lignes se fixe avec précision selon les légumes.



D. R.

Maike la Wooffeuse cueille des tomates en-dessous desquelles on aperçoit des plants de carottes. L'étagement des cultures ajouté à la densité du semis de carottes ne donne pas les meilleurs résultats pour ces dernières

L'Inra au Bec Hellouin

A la recherche d'un modèle de micro-exploitation

Selon François Léger, directeur d'études à l'INRA, le Bec Hellouin représente une piste intéressante pour un renouveau de l'agriculture urbaine et péri-urbaine. *"Les rendements qu'ils obtiennent me rappellent ce que j'ai vu en Amérique Centrale dans des systèmes de polyculture sur brûlis, avec des associations maïs-courges-haricots* (typique de l'agriculture Maya, ndlr)", explique le chercheur.

Une étude va donc être mise en place afin d'analyser pendant trois ans les productions, les ressources et l'impact environnemental pour 1000 m² de bandes de culture au Bec Hellouin. L'objectif est de comprendre quel investissement en temps, en argent et quelles connaissances sont indispensables pour obtenir une micro-exploitation qui soit "vivable", c'est-à-dire, précise François Léger, *"qui rapporte plus qu'elle ne coûte, sans pour autant se tuer au travail"*.



D. R.

Un wwoofeur (travailleur volontaire) prépare les buttes plates pour les semis devant les serres



D. R.

Le "jardin-mandala" avec ses buttes arrondies et ses légumes-feuille


D. R.

750 milliards ! Le coût tellement dément du démantèlement

Alors que l'on ne sait que faire des déchets, que l'on ne sait pas comment on "démonte" une centrale nucléaire après usage, les estimations sur le coût que cela va entraîner s'envolent !

Le 21 juin 2011, à l'Assemblée nationale, le président de la commission des finances, Jérôme Cahuzac nomme Marc Goua, comme rapporteur spécial pour dresser un bilan financier de la filière nucléaire. Ce dernier a remis son rapport de 20 pages le 11 octobre 2011.

On y apprend que tous les coûts sont sous-estimés (ce ne sera pas une surprise pour nos lecteurs), mais certains chiffres font particulièrement mal.

Ainsi, alors que pour le moment, EDF estimait que le coût du démantèlement des réacteurs ne dépasserait par 15 % du prix d'un réacteur (soit quand même 40 milliards d'euros environ pour les 58 réacteurs actuels), le gouvernement britannique avait déjà jeté un pavé dans la mare le 30 mars 2006 en annonçant que le coût pour démanteler les 35 réacteurs britanniques était estimé à 103 milliards d'euros soit sensiblement autant que le coût de construction.

Le rapport du 11 octobre 2011, présente une étude du ministère de l'écologie qui chiffre le démantèlement des 58 réacteurs français à 750 milliards d'euros… soit 13 milliards par réacteur ! Deux à trois fois son prix de construction ! Et ce prix ne comprend pas les autres installations liées à ce type d'énergie (mines d'uranium, site d'enrichissement de l'uranium, fabrication du combustible, usine de la Hague…)

Sortir du nucléaire et économiser l'énergie

Et nous n'en sommes qu'aux estimations : rappelons que l'EPR en construction avait été estimé à 3 milliards et qu'on en est déjà à 6,6 milliards ! Qui va pouvoir payer des sommes pareilles ? Il parait que nous avons un peu de mal à boucler notre budget national.

Qui pourrait prétendre en plus renouveler le parc des réacteurs, ce qui nécessiterait alors plus de 400 milliards d'investissement… et de nouveau 750 milliards trente ans après !

L'association *Négawatt* a réagi à ce chiffre en rappelant que son scénario[1] permettait de rapidement baisser notre dépendance aux importations d'énergies fossiles (nous avons importé pour 55 milliards d'euros de fossiles — pétrole, gaz, charbon — en 2010) et que d'ici 2050, le scénario *Négawatt* permettait une économie au niveau de ces importations de… 750 milliards. Y'a plus qu'à !

Michel Bernard ■

(1) Téléchargeable sur leur site : www.negawatt.org.

Courrier



Stefano Pertusati

(…) Eté 2011, au cœur des Abruzzes, dans le parc national éponyme, à 150 km à l'est de Rome… accompagnés d'une grande partie de la grande faune des montagnes d'Europe. (…) C'est toute une émotion que de surprendre, à mi-pente des versants à peine colorés par l'aube naissante, l'ours brun en son habit fauve venir se gaver de baies de nerprun des Alpes, sa principale nourriture à la mi-août, en prévision des disettes automnales et de l'hiver rigoureux. (…) Une, deux heures à partager avec lui l'infini silence, à peine troublé par le sifflement doux du bouvreuil pivoine et le bref pépiement de la mésange nonette. (…) La première vision du loup est toujours un moment intense, un choc, un battement soudain, accéléré, du cœur : le voici, au soir annoncé, traversant une vaste prairie, non loin de troupeaux de vaches et de chevaux qui n'en ont cure. Haut sur pattes, la tête dressée, l'allure souple, de couleur grise, à la fois altier et craintif. Voici la récompense de toutes ces heures, ces années à se battre pour la beauté du monde vivant : l'animal sauvage, libre, dans son milieu, qui de nos rêves se matérialise soudain. Sa deuxième vision sera en pleine journée (…). A la lisière estompée d'une clairière forestière, deux individus sortent de l'ombre : l'un ne me voit pas, l'autre est aussi surpris que moi, à moins de 80m, s'assoit et me regarde quelques secondes avant de rejoindre les traces de son congénère, dans un silence absolu, comme une trace fantomatique… qui parle encore de bête fauve ?? qui a peur du grand loup, fuyant tout contact rapproché ??

Quelle leçon, alors, pour le pays imaginaire, bien entendu, forcément imaginaire, qu'il me semble bien connaître : un pays imaginaire où des lobbys imaginaires d'éleveurs industriels ne supportent pas l'idée même de l'animal sauvage ; un pays imaginaire où des hommes politiques imaginaires, qui ne connaissant absolument rien à l'écologie ni à l'éthologie de ces animaux, passent leur temps à faire fructifier leur fonds de commerce électoral en brassant la peur des ignorants, et en défendant les intérêts imaginaires des bétonneurs imaginaires de la montagne, sous couvert de régionalisme exacerbé. Quelle leçon, pour ces médias imaginaires qui ameutent les populations à la moindre ombre furtive, qui dénoncent 300 animaux tués par la faune sauvage en ignorant les dizaines de milliers d'animaux tués par des chiens de chasse devenus errants…. (…) Parlez avec les Italiens, avec les Espagnols : les déchaînements français les stupéfient lorsqu'ils ne les font pas rire. (…)

J'ai passé les deux derniers jours de ma découverte des Abruzzes dans un camp de pleine nature, où chaque été des centaines de jeunes, de 12 à 25 ans, viennent apprendre, entre autres activités, ce qu'est la nature et comment s'y comporter : le responsable de ce camp nous a appris que, très régulièrement, en journée comme la nuit, le camp est traversé soit par l'ours, soit par le loup.

Sans aucun problème, sans peurs et sans reproches… imaginons alors l'hystérie probable si nous étions dans ce pays imaginaire ! (…)

D'un peu partout, des passionnés de nature viennent essayer de voir cette faune unique : moyennant quoi, messieurs les « imaginaires anti-nature, » toute l'économie des Abruzzes s'est relevée : les producteurs locaux vivent très bien, de même que les hôteliers, les loueurs de gîtes, les restaurants…(…) Puissions-nous longtemps encore voir le loup, le renard et l'ours brun, en leurs habits de nature, en leur cortège de cerfs, de sangliers, de chevreuils, de renards et d'écureuils, de martres et d'oiseaux, aux feux de l'automne, au creux des heures figées par le gel, aux promesses des printemps parfumés ou aux brumes de l'été.

Alain Persuy
naturaliste, conférencier et auteur
Poitou-Charentes

Pour un éolien raisonné

Après la lecture du courrier d'un lecteur sur "l'éolien raisonné" (n°393 p.41), je voulais apporter un commentaire et un témoignage concernant la distance entre une éolienne et une habitation.

Je viens de passer un mois au Danemark, que j'ai traversé en vélo. Ce pays est très en avance sur nous concernant les éoliennes, et accessoirement le transport à vélo (mais ce n'est pas le sujet).

Il est vrai qu'il bénéficie d'une ressource en vent très importante. Il y a des éoliennes à peu près partout dans le pays ; elles font partie du paysage quotidien, et cela semble bien ancré dans la culture danoise.

J'ai donc pu m'approcher de très, très près des éoliennes, et à plusieurs reprises dans mon voyage à vélo, puisqu'il y en a partout. C'est une expérience que l'on ne peut pas faire en France, la présence d'éoliennes relevant encore du cas exceptionnel.

J'ai vraiment constaté combien l'idée que les éoliennes étaient bruyantes était fausse. Parfois, on n'entend rien à 50m des éoliennes, il faut s'approcher à 20m pour entendre un bruit de fond. Moi qui suit extrêmement sensible au bruit, je n'irais certes pas installer ma maison à 20 m d'un mât, mais je ne craindrais strictement rien à 100m.

Lorsque le vent est fort, c'est le vent lui-même qui devient bruyant, quel que soit l'endroit où l'on se trouve ; je pense que les habitants du sud-est de la France balayé par le mistral le savent bien. Et personne n'a jamais eu l'idée de demander au vent de s'arrêter de souffler.

Imposer une distance incompressible de 2 kms comme cela est demandé à la fin du courrier, me paraît, contrairement à l'avis de ce lecteur, complètement déraisonnable et non fondé ; cette exigence reflète plutôt me semble-t-il une méconnaissance du fonctionnement des éoliennes, ou bien relaie un écho des opposants aux éoliennes en mal d'arguments.

Je pense que l'on ne peut pas s'introduire dans ce débat, sans s'être jamais approché d'une éolienne.

Les danois auraient-ils des éoliennes plus silencieuses qu'ailleurs ? Même avec cette hypothèse, cela prouve au minimum que cette technologie peut être silencieuse, et comme ce sont les premiers exportateurs...

Il faut vraiment profiter de l'expérience danoise, pour s'informer et alimenter les débats sur les éoliennes. Je crois aussi que le combat contre le bruit, s'il s'agit de cela, devrait se concentrer sur d'autres technologies, ô combien plus bruyantes. Je pense particulièrement aux motos, véritables nuisances sonores, dont je ne comprends toujours pas pourquoi il n'existe pas de réglementation limitant leur niveau de bruit à celui des voitures... Mais c'est un autre débat....et à *Silence*, on doit certainement y avoir déjà pensé ?

Christine Faury
Isère

Ligne éditoriale

Je viens de lire pour la première fois votre revue. La couverture du numéro de septembre m'a tapé à l'œil. J'ai donc lu avec beaucoup d'attention le dossier sur la contraception que j'ai trouvé passionnant, riche d'infos que l'on entend pas beaucoup. J'étais vraiment contente. Et puis je suis tombée sur la petite annonce publiée en page 30 et qui indique : "offre hébergement à femme motivée pour 1 à 2 mois (...), intimité et discrétion contre petits travaux d'entretien". Là, je me suis fâchée, le ton est ambigu, l'annonce est discriminatoire puisque les travaux d'entretien sont réservés à une femme, laquelle doit être motivée et partager une intimité... C'est sexiste, ça me semble friser une certaine forme de prostitution, et potentiellement relever de l'abus de personne vulnérable (celle qui répondrait parce qu'elle serait vraiment dans la panade).

Je crois beaucoup à l'entraide, mais pas sous cette forme ! Votre dossier avait un ton égalitariste qui m'a beaucoup plu, d'où ma déception de tomber sur ce type d'annonce. Vous n'en êtes certes pas les auteurs, mais en acceptant de la publier, vous la cautionnez indirectement. D'où ma question : quel est votre positionnement ?

Entre le ton égalitariste du dossier et la petite annonce, je ne comprends pas, et je vous interroge donc. En tous cas votre revue aura eu le mérite de ne pas me laisser indifférente, outre les éléments d'information que j'y ai piochés.

Natacha Grimaud

***Silence :* Une partie de l'équipe de rédaction a été dérangée par cette annonce, une autre souhaitait la laisser passer. C'était une erreur.**

Courrier

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net.

Climat : dépasser la morale individuelle



Les esclaves et le climat

Aujourd'hui, nombre d'écologistes (ou non) continuent à utiliser l'avion et la voiture, parce que tout le monde le fait… Deux siècles plus tôt, nombre de progressistes avaient des esclaves, parce que tout le monde en avait. Un parallèle qui interpelle…

Ils sont fous ces Romains !

Une énergie renouvelable ?

Après lecture de l'excellent article de Pierre-Emmanuel Neurohr, intitulé "Les esclaves et le climat" (*Silence* n°393, p.38), je ne peux m'empêcher d'en garder un arrière-goût amer. Si le problème écologique est bien posé, si le parallèle entre l'esclavage et l'avion est saisissant, je me demande si son traitement sur le mode de la morale individuelle est bien venu. Chez les humanistes du 18e siècle utilisant des esclaves comme chez les écologistes convaincus prenant l'avion, la distorsion des consciences permet tous les excès et toutes les fausses bonnes idées, certes. Mais qui donc renoncera à la liberté de mouvement qu'offrent ces moyens polluants de transport ? Une poignée de puristes marginaux qui, par leur exigence de cohérence, sembleront refuser le progrès et regretter le bon vieux temps de la chandelle et des transports hippomobiles !
Nous voyons bien là comment une réponse individuelle et morale à un problème global rend dérisoire la plus généreuse des positions et devient contreproductive. J'entends déjà les commentaires de ceux qui ne peuvent travailler, donc manger, sans une voiture individuelle ; ceux qui sont contraints de prendre l'avion pour gagner un temps que nul ne leur accorderait, même au nom d'un risque génocidaire ; ceux qui ne pourraient jamais de leur vie voir la mer ou la montagne sans véhicule…
Rien ne bougera sans une transformation profonde du système, ne serait-ce qu'en donnant au temps une autre valeur que l'argent. "Time is not money" est un préalable à l'usage humaniste des moyens de transport. Et rien que cela, c'est déjà une sacrée Révolution ! Les arguments moraux ne changeront pas plus les choses au niveau de l'avion qu'ils ne l'ont fait au niveau de l'esclavage. S'il n'y a plus d'esclaves (enfin presque plus et rarement sous forme de bien-meuble), ce n'est pas parce que l'homme est devenu meilleur mais parce que les structures sociales et économiques ont changé. L'individualisation du problème ne mène qu'à créer des ZAT (zones d'autonomies temporaires) sympathiques mais impuissantes. La moralisation de notre mode de vie ne mène au mieux qu'à culpabiliser ceux qui, conscients des compromissions qu'ils acceptent, ne peuvent faire autrement. Il me semblerait plus judicieux de profiter des catastrophes qui se profilent pour imaginer un mode d'organisation sociale où l'avion et la voiture individuelle seraient obsolètes. Pas d'avions, pas de voitures individuelles, pas de nucléaire, pas d'exploitation de la main d'œuvre jetable, pas d'éoliennes industrielles, pas de téléphones portables, pas d'Internet…, soit, mais dans un monde où il y aurait d'autres choses à faire, où nul besoin d'être un héros écologique ou un saint laïc ne serait nécessaire pour être cohérent avec notre vision de l'Homme…
Je monte dans ma voiture individuelle, en rêvant de voir un jour des voitures collectives dont nous aurions l'usage et non la propriété, qui marcheraient sans polluer, dont la fabrication n'impliquerait pas des salariés tchèques ou roumains sous payés, des chômeurs français et le pillage des ressources naturelles de pays plus pauvres.
En attendant, je roule (le moins possible) et prends en stop les écolos (quand j'en trouve !)…

Jean-François Aupetitgendre
Gard

Le Grand Toulouse contre la souveraineté alimentaire ?

L'encre des bonnes résolutions en matière de sauvegarde des terres agricoles du Grand Toulouse n'est pas sèche, que nous apprenons que le plan local d'urbanisme (Plu) de Saint-Jory en cours de révision prévoit de classer désormais pour moitié en urbanisable et pour moitié en industriel et commercial, les parcelles d'une des rares fermes en Amap de la communauté urbaine et la plus proche de ceux qu'elle nourrit (avec deux Amap à Tournefeuille, une à Toulouse, une à Saint-Jory), une ferme avec quatre emplois annuels plein temps dont deux créés depuis le passage en Amap.
Et cela au prétexte de la lutte contre le « mitage » du territoire, dont on savait jusque là qu'était responsable l'urbanisation et non la survivance de quelques fermes ! Renversement « renversant » ! La zone urbanisable projetée sera de l'habitat diffus, en contradiction avec les engagements de limiter la consommation de sols agricoles.
La partie zone d'activité ne répond à aucune nécessité, alors que la commune a acheté dix hectares de sols de remblais en continuité des zones industrielles d'Euronor, reliées à l'autoroute et dont elle ne fait rien. Sans compter les friches industrielles qui parsèment la zone.
Et qu'on ne nous dise pas que ce sont les paysans qui demandent le passage de leurs terres en zone urbanisable, en prévision de la scandaleuse maigreur de leurs retraites. Tout faux, ils s'accrochent les bougres, pour rester en zone agricole. Ils s'obstinent à vouloir transmettre à leurs enfants (ou d'autres) une exploitation pérenne, et les terres fertiles amoureusement bonifiées par des générations de leurs ancêtres. Ils luttent pour nourrir leurs concitoyens, pour que les paysans nourriciers ne soient pas contraints de fuir sur des terres de moindre qualité, loin des mangeurs. (…) Ils nourrissent 300 familles qui veulent que les générations qui vont les suivre, leurs enfants et ceux des autres puissent manger des produits locaux de qualité à leur tour.
Et cette ferme pratique une agriculture agro-écologique, sans produits chimiques de synthèse, est un havre de biodiversité cultivée, un lieu de rencontre, de solidarité et de convivialité. Bref, un élément emblématique (comme les fermes en Amap) de ce développement durable et de cette économie solidaire dont on nous parle sans cesse. Cette ferme devrait au contraire devenir un élément autour duquel se reconstitue une zone maraîchère exemplaire, au service de la population, au plus près de ceux qui en ont besoin.
Alors, Mesdames et Messieurs nos élus, un peu de cohérence et arrêtons le massacre.
Arrêtons de considérer les paysans en zone péri-urbaine comme une nuisance, surtout quand on y maintient des usines Seveso.
Ne nous contentons pas de zones agricoles préservées ou protégées plus ou moins limitées aux zones inondables, ce qui ne mange pas de pain mais ne trompe personne. Commençons par garder précieusement les quelques dernières fermes de la zone nourricière de Toulouse, pour nous nourrir aujourd'hui. Elles sont des conservatoires de connaissances agronomiques, de semences, elles préservent ces inestimables sols fertiles non renouvelables, et surtout sont indispensables pour reconstruire, d'urgence, au moins un peu de la sécurité alimentaire que la crise climatique et énergétique en cours exige de façon urgente.



Le dernier recensement agricole, relève encore une perte de 20 % d'exploitations agricoles dans notre région en dix ans, et de 10 000 emplois. Quand les derniers des mohicans auront disparu, il ne servira alors plus à rien de le déplorer, de dire je ne savais pas, cela ne donnera à personne le moindre os ou légume à ronger. Restera la « soupe aux cailloux ».

Fabienne Lauffer-Neff et Annie Weidknnet
Fondatrices des Amap de Midi-Pyrénées
Haute-Garonne



Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/ Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris.** Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

L'eau, un bien public

Olivier Heodeman et Satoko Kishimoto
Ed. Charles-Leopold Mayer
2010- 330 p -24 €



A l'encontre d'une tendance qui se tourne vers un marché globalisé où l'appropriation du vivant est de mise, cet ouvrage nous fournit ici diverses pistes et exemples pour une gestion de l'eau qui se fasse au service des populations, voire par elles-mêmes. L'implication des citoyens et les soutiens politiques (des Etats et des institutions internationales) allant vers une logique répondant à des objectifs de durabilité environnementale et de sécurité humaine, sont nécessaire dans la lutte et la vigilance toujours constante à maintenir au vu d'une qualité et d'un accès à l'eau qui soit démocratique. Nombre d'expériences décrites dans ce livre alimente l'espoir qu'un bien-être commun est possible ! EG.

Tu verras, tu seras bien…

Catherine Sarrazin-Moyne
Ed. Yves Michel
2011 – 123 p. - 7,50 €



Mi-essai, mi-témoignage, ce livre sous-titré "Enjeux humains et économiques dans les maisons de retraite" nous fait partager l'expérience de l'auteure en tant que référente de sa mère dans un établissement d'accueil privé durant les deux dernières années de la vie de cette dernière. On y voit la tension existant entre la raison économique et financière qui préside à ces groupes privés, et la nécessaire attention humaine portée à la personne en situation de fragilité, souvent négligée en faveur de la première. "Nous savons que la mort est au bout du chemin. A nous d'en fleurir les bords", écrit sa mère. Ce n'est malheureusement pas gagné en l'état actuel des choses. Fort en émotion, mais assez pauvre en analyses. GG

Un troussage de domestique

Ouvrage collectif coordonné
par Christine Delphy
Éd. Syllepse
2011 - 184 p. - 7 €

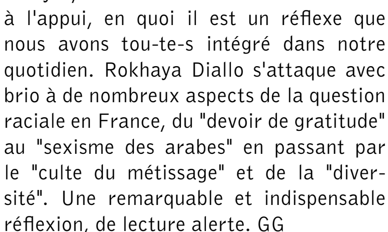


Le titre renvoie au commentaire, aussi sidérant que stupide, de Jean-François Kahn pour qualifier les actes de DSK. Christine Delphy a réuni vingt-trois textes de féministes dont Clémentine Autain, Mona Chollet, Gisèle Halimi, Audrey Pulvar, s'attachant au décryptage, à la dénonciation, des réactions, symptomatiques, de nos *"élites"* à la confrontation d'un de leurs membres éminents au système judiciaire dans un dossier de viol. L'initiatrice du projet insiste sur *"la permanence du sexisme, d'une misogynie vivace"*, voire d'une *"haine des femmes"* au sein de la société française. La traductrice Najate Zouggari fustige le *"relativisme moral"* des dominants *"qui modulent leur compassion et leur sens prétendument universel de la justice en fonction de la classe"*. L'historienne et essayiste Natacha Henry développe *"le paternalisme lubrique"*, un concept de son cru. Les auteures des contributions s'insurgent contre la bagatellisation des agressions sexuelles et réclament que le témoignage des victimes vaille enfin, outre-Atlantique comme dans l'Hexagone, celui des accusés auxquels le doute profite systématiquement. René Hamm.

Racisme : mode d'emploi

Rokhaya Diallo
Ed. Larousse
2011 – 219 p. - 17 €

Si vous ne vous sentez pas concerné par l'accusation de racisme, étant donné votre absence de xénophobie et votre intérêt pour les personnes d'autres cultures, ce livre est fait pour vous. Son auteure y passe en revue les comportements "racistes" involontaires voire bien intentionnés qui jalonnent son quotidien de Française à la peau noire. C'est moins les stigmatisations violentes que les remarques sympathiques sur "sa culture", "son pays", la reléguant à une altérité alors qu'elle est française comme vous et moi, qu'elle brocarde avec humour et finesse. Le racisme n'est pas l'apanage de l'extrême-droite, et ce livre analyse, nombreuses anecdotes à l'appui, en quoi il est un réflexe que nous avons tou-te-s intégré dans notre quotidien. Rokhaya Diallo s'attaque avec brio à de nombreux aspects de la question raciale en France, du "devoir de gratitude" au "sexisme des arabes" en passant par le "culte du métissage" et de la "diversité". Une remarquable et indispensable réflexion, de lecture alerte. GG

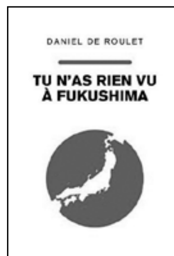


La recherche en procès

Confédération Paysanne
104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet
2011 - 69 p. - 3 € + 2 € de frais de port

C'est à l'occasion du procès d'arracheurs de vignes transgéniques de l'Inra de Colmar qu'a été éditée cette brochure qui rassemble les contributions de Christophe Bonneuil, Isabelle Goldringer, Pierre-Henri Gouyon, Guy Kastler, Marc Dufumier… Une passionnante réflexion plurivoque sur les aberrations de la recherche française. Alors qu'internet se développait dans le monde, la France misait tout sur le minitel, puis sur le nucléaire tandis que l'Allemagne déposait vingt fois plus de brevets sur les énergies éoliennes et solaires que la France. Le gouvernement se vantait en plein Grenelle d'avoir "multiplié par sept la recherche liée aux OGM" alors que tous les indicateurs sont au rouge pour l'agriculture pesticide et que l'avenir est dans l'agroécologie. Face à une marchandisation de la recherche publique et à des procédures de consultation faussées destinées à produire une "Opinion Grossièrement Manipulée", cette brochure invite à une recherche démocratique et consciente des enjeux sociaux et écologiques. GG

Tu n'as rien vu à Fukushima



Daniel de Roulet
Ed. Buchet-Chastel
2011 - 32 p. - 2 €

L'auteur de l'excellent roman *Kamikaze Mozart* a écrit cette lettre à un correspondant japonais, dans les jours qui ont suivi le début de la catastrophe nucléaire. L'occasion pour lui de rappeler ses liens passés avec le nucléaire et avec le Japon. De petites anecdotes bien vivantes qui en disent long sur ces experts de la mort. Un cri de plus contre le nucléaire. FV.

Les mille et une vies

Ludovic Souliman
Ed. Albin Michel
2011 - 330 p - 20 €

Ludovic Souliman est conteur, mais pas de n'importes quelles histoires. Ce qui l'intéresse, c'est la voix des pauvres, ceux des banlieues, ceux qui ont une vie ordinaire, ceux que l'on n'entend pas. Dans ce recueil de tranches de vie, il donne la parole à des multiples personnes. C'est souvent bref, cela nous laisse sur notre faim… mais cela fait réfléchir sur tous ces bouts d'humanité que l'on oublie trop facilement. Comprendre comment peuvent cohabiter des anciens du FLN, des harkis ou des pieds noirs ; comprendre que la nationalité française ne suffit pas à vous blanchir la peau ; que face à la bêtise de la société, ce sont souvent les plus pauvres qui sont les plus solidaires… même quand, comme à Calais, cela devient un délit. C'est du langage parlé, certes… mais au moins là, les mots sonnent vrai. FV.



Fournier, précurseur de l'écologie

Patrick Gominet et Danielle Fournier
Ed. Les cahiers dessinés
2011 - 280 p. - 24 €

Pierre fournier, dessinateur, entre à *Hara-Kiri* en 1962. Le titre devient le premier *Charlie-Hebdo* et il commence à y écrire sur des questions liées à la surconsommation, l'armée… et l'écologie. Révolté, il écrit de plus en plus, polémique avec d'autres journalistes ou leaders politiques.

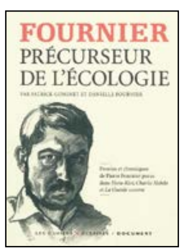
le film du mois

Tous au Larzac

Christian Rouaud
Ad Vitam
2011, 1h58.



On est tout de suite pris par ce magnifique film qui retrace la lutte des paysans du plateau du Larzac contre l'extension du camp militaire, année par année, entre 1971 et 1981. Des paysans acteurs de cette lutte témoignent trente ans plus tard. Cette suite de témoignages sur la solidarité inédite qui s'est instaurée et les nombreuses actions et réalisations imaginatives, agrémentés de nombreuses images et vidéos d'archive, n'est à aucun moment ennuyeuse, mais au contraire intelligente, émouvante, drôle parfois. On ressort de ce film avec le sourire, tant il est bon de voir, de comprendre et de sentir comment ce combat non-violent a pu "marcher" jusqu'à la victoire en 1981… et après. GG



Il négocie alors avec le professeur Choron, son éditeur, pour lancer une revue spécifiquement écologique. Ce sera *la Gueule ouverte* qui paraît à partir de 1973 sous forme de mensuel. Malheureusement, Pierre Fournier meurt d'une crise cardiaque à la parution du 4e numéro. *La Gueule ouverte* continuera jusqu'en 1982. Ce livre est à la fois un recueil de ses dessins et chroniques, mais également un recueil de photos des actions qu'il a initiées comme les nombreuses manifestations contre le nucléaire. Beaucoup de ces réflexions sont (malheureusement !) toujours d'actualité. MB.

Sortir du nucléaire, c'est possible !

Réseau Sortir du nucléaire
Ed. Nova
2011 - 144 p. - 11 €



Après un démontage des mensonges officiels, ce livre rappelle le potentiel énorme des économies d'énergie et les multiples possibilités des énergies renouvelables. Une fois ceci acquis, le lecteur pourra découvrir les débats sur la sortie du nucléaire avec des scénarios enthousiasmants et réalistes. Trois pistes sont présentées : le scénario Négawatt 2011-2050 (avec une sortie assez lente), le scénario Global Chance (avec la fermeture du dernier réacteur en 2031) et le résumé d'une étude du Réseau sur les possibilités de sortie en cinq ou dix ans, avec un recours provisoire au thermique. Cette étude rappelle qu'attendre pour fermer les réacteurs, c'est prendre le risque d'un accident majeur en France et la certitude de continuer à accumuler des déchets dont on ne sait que faire. Combien ça coûte ? Moins cher que poursuivre le nucléaire, avec, en bonus, des centaines de milliers d'emplois à la clé. Le livre se termine par le discours que prononcera le prochain premier ministre en juin 2012. Ca fait rêver ! MB.

La décroissance heureuse

Maurizio Pallante
traduit par Nathalie Rose
Préface de Serge Latouche
Ed. Nature & progrès Belgique
(520, rue de Dave, 5100 Jambes)
2011 - 220 p. - 14,60 €

Pour l'auteur, Italien, la décroissance heureuse est dans l'autoproduction. Cela limite les chaînes industrielles, les transports, la production de déchets… La décroissance heureuse est moins consommatrice d'énergie, de matières premières et d'espace. Dans le domaine des services, l'entraide doit permettre d'enrichir le vivre ensemble. En abordant de multiples sujets concrets, Maurizio Pallante montre bien que le bonheur peut venir de la sobriété, que le moins peut être le mieux. Si cette démarche se généralisait, le secteur industriel licencierait en masse… et l'on aurait alors une foule de chômeurs ayant le temps d'autoproduire, resterait alors à revoir le temps de travail et le partage des revenus. Que devient la notion de progrès ? Celui-ci devra être orienté pour rendre les choses durables, économes en énergie, en matières premières, faciliter l'entretien… Beaucoup de réflexions intéressantes, même si le style peut parfois être déroutant. MB.



Jeunesse

La bibli des deux ânes

Monica Brown, John Parra
Ed. Rue du Monde
2011 – 40 p. - 15 €



Dès 5 ans. Ana vit dans un petit village de Colombie. Entre deux tâches domestiques, elle lit et relit le seul livre que son institutrice lui a donné avant de partir, et invente des histoires pour son petit frère. Un jour, un homme arrive sur le chemin avec deux ânes chargés… de livres, qu'il montre aux enfants et leur distribue avant de repartir. C'est la "bibliothèque des deux ânes". Pour Ana, c'est une formidable ouverture de l'imaginaire et des connaissances. Et si elle se mettait à écrire elle aussi ? Ce livre décrit l'histoire vraie de Luis Humberto Soriano, qui va de village en village avec ses ânes, et les bénéfices des ventes vont à sa bibliothèque ambulante. L'histoire est véritablement transfigurée par un graphisme splendide, onirique, coloré, qui fait de cet ouvrage une envolée merveilleuse dans un monde à la fois réaliste et enchanteur. Une ode réussie au pouvoir des livres. GG

La plume de Marie

Clémentine Beauvais, Anaïs Bernabé
Ed. Talents Hauts
2011 – 119 p. - 7,90 €



Dès 9 ans. 1650, château de Rochecourt. Marie est une servante orpheline qui a été recueillie et a eu la chance de suivre la même éducation que les enfants de la famille du baron. Quand celui-ci annonce que monsieur Corneille va venir séjourner à la maison, cela n'intéresse pas les autres enfants. Mais le cœur de Marie bat très fort : elle connaît par cœur des livres entiers de ce poète et elle n'aime rien mieux qu'écrire des vers. Mais les servantes n'ont pas le droit d'approcher et encore moins d'adresser la parole à l'invité. Marie parviendra-t-elle à réaliser son rêve et à rencontrer le grand homme de théâtre ? Ce récit est aussi une belle réflexion sur la place des femmes et sur les classes sociales. GG

La fille aux licornes

Lenia Major
Ed. Talents Hauts
2011 – 160 p. - 12,50 €

Dès 12 ans. Ascane est une jeune apprentie qui se voit contrainte d'atteindre l'excellence et de ne faire aucune erreur pour être acceptée comme les autres garçons. En cela ce récit sensibilise au sexisme ordinaire en milieu professionnel. Mais pas seulement… Car Ascane est apprentie licornière dans un château, et des pouvoirs magiques vont lui

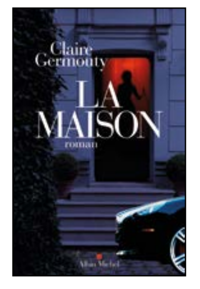


permettre de rentrer en communication avec ces animaux qui la fascinent tant, dans une histoire qui mêle initiation, aventure et amitié. Cette "héroïne fantaisie" assez bien menée devrait ainsi plaire aux jeunes amatrices et amateurs de ce style fantastique. La suite des aventures dans les deux tomes suivants. GG

Romans

La maison

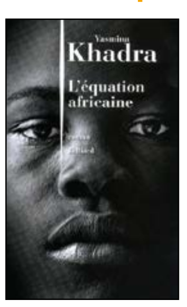
Claire Germouty
Ed. Albin Michel
2011 - 314 p. - 20 €



Dans cette maison de prostitution de luxe, se rencontrent les plus hauts conseillers de l'Etat. Les négociations portent sur la dette de la France et sa notation par les institutions financières. L'auteure a choisi de présenter l'intrigue vue par ses multiples acteurs. A chaque changement de narrateur, se lève un peu plus le coin du voile qui nous permet de comprendre les ramifications politiques en jeu. De l'étudiante qui se prostitue pour faire sa thèse au ministre du budget, qui échappera aux spéculateurs ? Un livre d'une brûlante actualité sur les dessous d'une crise que l'on nous fait payer. MB.

L'équation africaine

Yasmina Khadra
Ed. Julliard
2011 - 328 p. - 19 €



Deux amis allemands prennent un bateau pour rejoindre une mission humanitaire dans la corne de l'Afrique. Ils sont enlevés par des pirates. L'auteur décrit avec forces détails leurs conditions de détention dans le désert du sud Soudan. Les dialogues, bien qu'extrêmement violents, permettent à l'auteur d'exprimer tout le ressentiment que les Africains peuvent avoir contre les Occidentaux colonisateurs. C'est sans doute un peu gentil sur le rôle des humanitaires, mais ô combien dans l'actualité. FV.

Meurtres pour mémoire

Didier Daeninckx
illustré par Jeanne Puchol
Ed. Futuropolis/Gallimard
2011 - 244 p. - 25 €



Ce polar de 1983 est réédité à l'occasion du cinquantenaire du massacre des Algériens, à Paris, le 17 octobre 1961. Si le livre commence dans cette ambiance, l'auteur s'éloigne assez rapidement de ce cadre, pour une enquête qui nous amènera plus spécifiquement sur la question de l'impunité permanente des grands fonctionnaires. Cette édition a été réalisée avec de grands dessins pleine page ou double page. S'il est peut-être important en début d'ouvrage de montrer la violence de la police par des dessins, la suite est beaucoup moins évidente. De nombreux dessins n'enrichissent en rien l'histoire. Et cela fonctionne finalement assez mal. Dommage. MB.

B. D.

Adios Muchachos

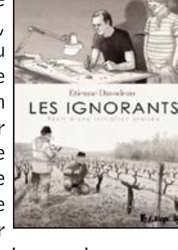
Paolo Bacilieri, Matz, Daniel Chavarria
Ed. Casterman/Rivages
2011 - 124 p. - 18 €



A Cuba, les "Jineteras" sont des jeunes filles qui cherchent à épouser un riche étranger pour fuir le pays. Lorsque Alicia réussit à accrocher le beau Juanito, un mexico-canadien, elle pense avoir tiré le gros lot. Mais le conte de fée va prendre une tournure imprévue… Avec un dessin remarquable, cette histoire policière est pleine de rebondissements. L'ambiance "fin de règne" du Cuba d'aujourd'hui donne de la force à cette histoire où les magouilles financières arrivent vite au premier plan. Les plus malins s'en sortent… Excellent. MB.

Les ignorants

Etienne Davodeau
Ed. Futuropolis
2011 - 268 p. - 24,50 €



Etienne Davodeau n'est pas le meilleur dessinateur du monde, mais par contre, il a un sens du récit efficace qui fait qu'une fois ouvert un de ses livres, on ne peut plus s'arrêter. L'auteur de *Lulu, femme nue* ou de *Rural*, fait cette fois un drôle de pari : pendant un an, il va vivre avec un de ses amis, viticulteur en biodynamie. Lui ne connaît rien au vin ou presque, son ami, Richard Leroy, ne connaît rien ou presque à la BD. Chacun va initier l'autre à son domaine… ce qui est une source de plaisir et de situation drôle sans cesse renouvelée. Quand le viticulteur reste de marbre devant les dessins de Moëbius ou quand Davodeau n'aime pas un vin… qui s'avère être l'un de son ami, c'est un peu la soupe à la grimace ! Mais les liens d'amitié sont forts et Davodeau sait le transmettre à ses lecteurs. Après ce livre, ne pas aimer le vin ou la BD va être difficile ! MB.

Nous avons également reçu…

■ **Géo-ingénierie, un remède pire que le mal,** *Paul Lannoye, éd. Grappe, Groupe de réflexion et d'action pour une politique énergétique, rue Basse-Marcelle, 26, B-5000 Namur, 2011, 24 p. 3 €.* La géo-ingéniérie consiste à utiliser une technique ayant des effets à grande échelle pour essayer de freiner ou rétablir une action provoquée par les activités humaines. L'auteur, ancien député européen Vert en présente quelques-unes avant de rappeler pourquoi il faut dénoncer ces techniques : il est impossible de prévoir à l'avance les conséquences secondaires d'une telle action qui, malheureusement, sera irréversible.

■ **La chanson de Tsira,** *Jean-Marie Robillard, Ysamine Gateau, éd. Talents Hauts, 2011, 47p., 6,90 €.* ***Dès 6 ans.*** Des marchands découvrent dans le désert une adolescente qui se meurt en tenant dans ses bras un bébé. Quelques années plus tard, ce dernier est devenu à son tour une jeune fille qui s'interroge sur ses origines. Elle découvre alors la tragédie d'un mariage forcé et d'une vie d'enfant brisée.

■ **Uïk le cochon électrique,** *Karin Serres, Till Charlier, éd. Rouergue, 2011, 36p., 12 €.* ***Dès 4 ans.*** Un petit cochon prend la foudre et devient électrique. Une opportunité pour ses propriétaires qui exploitent son nouveau "don". Uïk va réagir à cette exploitation… On s'interroge à la lecture : un cochon a-t-il besoin de devenir électrique pour subir une exploitation intolérable à vivre ? Etait-il heureux avant ? C'est ce que laisse entendre le livre, colportant une idée reçue éloignée de la réalité de l'exploitation animale.

■ **Au cœur des forêts,** *Christian Signol, éd. Albin-Michel, 2011, 310 p, 21,50 €.* Après la tempête de 1999, Bastien a bien du mal à gérer ses chantiers de bûcheronnage. Sa petite fille va arriver et découvrir un secret de famille. Longues descriptions des métiers de la forêt pour une histoire très moyenne.

■ **Le sexe des arbres,** *photographies de Colette Pourroy, textes d'Yvan Gradis, éd. Visavis, 2011, 64 p. 10 €.* Travail photographique sur des arbres qui, vus sous l'œil de la photographe, présentent de curieuses caractéristiques…

■ **Cosmétiques, le geste écologique, 100 recettes bio et faciles,** *Pascaline Pavard et Moutsie, éd. Edisud, 2011, 152 p. 18 €.* Comment fabriquer soi-même et de manière le plus écologique possible ses cosmétiques, produits dont l'utilité mériterait débat.

■ **L'économie citoyenne, un mouvement a vu le jour,** *Christian Felber, traduit par Olivier Mannoni, éd. Actes Sud / Questions de société, 2011, 204 p. 20 €.* L'auteur, figure du mouvement altermondialiste autrichien, essaie de construire ici un modèle économique non capitaliste et non communiste. Il propose que la monnaie soit gérée par une banque alternative transparente, de revoir la notion de propriété privée, en particulier au niveau des entreprises, de favoriser la progression vers la démocratie directe… beaucoup de bonnes intentions, mais les exemples donnés (Mondragon, Grameen bank…) sont présentés de manière totalement idéalisées.

■ **En dépit de nos jours de colères,** *Didier Le Gerroué, éd. Elzevir, 2011, 294 p. 17,90 €.* Recueil de poésie présentée comme engagée, surtout ésotérique.

■ **Le filtre planté de roseaux, le versant vert de l'épuration des eaux usées,** *André Paulus, éd. du Rouergue, 2011, 240 p. 30 €.* Ce livre richement illustré détaille de manière extrêmement concrète les moyens d'épuration des eaux grises par phyto-épuration. Le livre est un véritable plaidoyer pour cette méthode qui devrait intéresser en priorité les 30 000 communes de France de moins de 5000 habitants.

Groupes locaux

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Groupes locaux existants :

- > **Indre-et-Loire.** Zazu Ferrandon, zazu@neuf.fr.
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr.
- > **Paris.** Mireille Oria, 52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net.
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.
- > **Besançon.** Martine Lionnet La Croix de Pierre, 70130 La Vernotte, tél. : 03 84 78 01 19 *(pas de rappel pour les téléphones portables).*
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67, jeanclaude.geoffroy@orange.fr.
- > **Val-de-Marne.** groupesilence94@voila.fr.
- > **Seine-et-Marne.** Collectif écologie durable, Franck Rolland, 11, chemin de la Chapelle-de-Souffrance, 77500 Chelles.

Devenez Réd'acteur
et gagnez votre abonnement gratuit !

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.
Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique Participer / Ecrire dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

Silence
9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Dépositaires, stands et gestion :
Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard :
lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h
Comptabilité : Zahra Haddab : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h

Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON
(IBAN : FR92 2004 1010 0700 5503 9Y03 840 - Code BIC : PSSTFRPPLYO)
Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre** – Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Editeur : Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 4e trimestre 2011 - **Tirage :** 6100 ex. - **Administrateurs :** Alain Arnaud, Camille Baran, Solène Bernard, Delphine Boutonnet, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Emilienne Grossemy, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Michèle Pottier, Emmanuel Tissier - **Directrice de publication :** Marie-Pierre Najman - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Marie-Anne Chaize, Guillaume Gamblin, Emilienne Grossemy, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman - **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret 09 53 04 30 40 - **Dessins :** Coco, Lasserpe - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Adbusters.org, AIEA, Alain Bachellier, Ashley Bristowe, CIMMYT, Guillaume de Crop, Cécile Dubart, Pierre Métivier, Stefano Pertusati, Robert Scoble - **Et pour ce n° :** Christian Araud, Jordan Belgrave, Christophe Bonneuil, André Croutant, Valérie Devulder, Patrick Dubois, Catherine Etalon, Isabelle Goldringer, Pierre-Henri Gouyon, René Hamm, Dominique Lalanne, Marie Joëlle Pouillon, Léo Sauvage et l'équipe de Terre de Liens - **Traduction :** Tamiyo Shiroya (japonais) - **Couverture :** Michel Bernard - **Internet :** Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Xavier Sérédine - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin 07502 Guilherand-Granges Tél. 04 75 44 54 96 www.impressions-modernes.fr

Numéros récents

Les numéros encore disponibles en version papier sont indiqués page suivante. Lorsque les numéros sont épuisés, nous les proposons progressivement en téléchargement gratuit sur notre site internet **(www.revuesilence.net).** Sur ce site vous trouverez également les sommaires détaillés de chaque numéro, ainsi qu'une prévisualisation des quatres premières pages. Mais également nos points de vente, un bulletin d'abonnement, les index… Ainsi qu'un formulaire courriel pour que vous puissiez nous envoyer des informations par ce biais. *Ce site est entièrement animé par des bénévoles.*

395


394


393


392


391


390


388


384


383


381


380


378


377


376


375


374


373


372


Je m'abonne à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	32 €

* à la même adresse

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	39 €

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Numéros disponibles

- ☐ 360 Autoproduire pour se reconstruire
- ☐ 361 Les nouvelles formes du colonialisme
- ☐ 362 Les jardins partagés
- ☐ 363 Téléphone (insup)portable !
- ☐ 365 Villes vers la sobriété
- ☐ 368 A la recherche de l'écologie radicale
- ☐ 371 Valse des paniers autour des AMAP
- ☐ 372 Démarches participatives d'habitat
- ☐ 374 Le corps, champ de bataille
- ☐ 376 Les murs, médias alternatifs
- ☐ 377 Élues et Genre
- ☐ 378 Apprendre sans école
- ☐ 380 Les frontières de la non-violence
- ☐ 383 Vivre en colocation
- ☐ 384 Sortir de la bio industrielle : une urgence sociale !
- ☐ 388 Ça marche !
- ☐ 390 Internet, l'envers de la toile
- ☐ 391 Après la vélorution
- ☐ 393 Contraception et autonomie
- ☐ 394 Le retour des monnaies locales
- ☐ 395 A la découverte de la presse alternative

Numéros régionaux

- ☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées
- ☐ 337 Paris
- ☐ 348 Centre
- ☐ 353 Haute-Garonne et Gers
- ☐ 359 Seine Saint-Denis
- ☐ 364 Savoies
- ☐ 370 Nièvre et Saône-et-Loire
- ☐ 375 Gard et Lozère
- ☐ 381 Essonne et Val-de-Marne
- ☐ 392 Auvergne

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Merci d'écrire en majuscules

Vos coordonnées :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

Optez pour le virement automatique

Important : indiquez vos coordonnées ci-dessus puis remplissez l'autorisation de prélèvement ci-dessous en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT *J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :*

☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)

☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)

☐…… € par trimestre (abonnement de soutien)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

ÉTABLISSEMENT TENEUR DE MON COMPTE À DÉBITER — Merci d'écrire en majuscules

Nom de mon agence bancaire ou CCP :

Adresse :

Code Postal : Ville :

COMPTE À DÉBITER

Établissement — Code guichet — N° de compte — Clé

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517

Date et signature obligatoires :

Fukushima

Depuis l'accident de Fukushima, le 11 mars 2011, de nombeux graphistes japonais participent aux campagnes antinucléaires.



Vivre avec le soleil, le vent et la terre, oui, et au revoir au nucléaire.

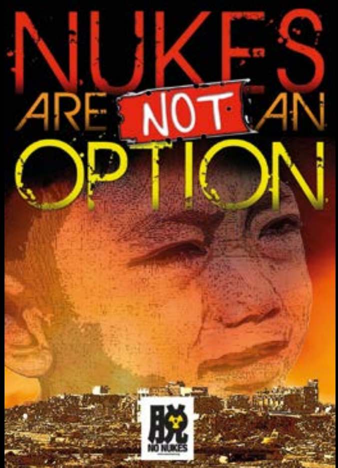




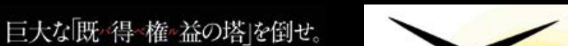
Non au nucléaire.



Passer aux énergies renouvelables



Le nucléaire n'est pas une option.







Abattez la tour des privilèges. Sortons du centralisme, du capitalisme, du nucléaire, de la domination des médias et de la soumission.

L'énergie propre peut sauver le monde.





Hauts risques, pour peu de retour.
Hauts coûts, pour peu de sécurité.



Ne privez pas les enfants de leur avenir.



Abandonnons la génération de l'énergie atomique



Sortir de l'énergie nucléaire.
Que voulons-nous respirer ?